

**Assemblée générale**

Distr. générale
12 septembre 2022
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 122 de l'ordre du jour

Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale**Rapport du Groupe de travail spécial sur la revitalisation
des travaux de l'Assemblée générale****Table des matières**

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Travaux du Groupe de travail spécial	2
A. Discussion générale	2
B. Débat thématique sur le rôle et les pouvoirs de l'Assemblée générale	4
C. Débat thématique sur les méthodes de travail de l'Assemblée générale	6
III. Conclusion	8
Annexes	
I. Tableau actualisé des résolutions de l'Assemblée générale sur la revitalisation de ses travaux publié en application de la résolution 75/325	9
II. Bilan des progrès accomplis en ce qui concerne l'amélioration des méthodes de travail des grandes commissions de l'Assemblée générale, en application de la résolution 75/325	93



I. Introduction

1. Dans sa résolution [75/325](#), l'Assemblée générale a décidé de créer, à ses soixante-seizième et soixante-dix-septième sessions, un groupe de travail spécial sur la revitalisation de ses travaux, ouvert à tous les États Membres et chargé :

a) de trouver de nouveaux moyens de renforcer son rôle, son autorité, son efficacité et son efficience, notamment en faisant fond sur les acquis des sessions passées et sur les précédentes résolutions, y compris en faisant le point sur la suite donnée à ces dernières et en s'intéressant tout particulièrement aux questions suivantes :

- i) à sa soixante-seizième session : rôle et pouvoirs de l'Assemblée générale, et méthodes de travail ;
- ii) à sa soixante-dix-septième session : renforcement de la responsabilité, de la transparence et de la mémoire institutionnelle du Bureau de la présidence de l'Assemblée générale et sélection et nomination du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale et des autres chefs de secrétariat.

2. L'Assemblée générale a également décidé que le Groupe de travail spécial continuerait d'examiner le tableau de ses résolutions sur la revitalisation de ses travaux annexé au rapport qu'il lui avait présenté à sa soixante-quinzième session ([A/75/973](#)) et qu'à l'issue de cet examen il continuerait de mettre à jour le tableau, lequel serait annexé aux rapports qui lui seraient présentés à ses soixante-seizième et soixante-dix-septième sessions, notamment en indiquant quelles dispositions n'étaient pas encore appliquées et pour quelles raisons. Le présent rapport est soumis en application des dispositions de ladite résolution.

3. Le Président de l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session a nommé le Représentant permanent de l'Australie auprès de l'ONU, Mitchell Fifield, et la Représentante permanente d'El Salvador auprès de l'ONU, Egriselda González López, à la présidence du Groupe de travail spécial.

II. Travaux du Groupe de travail spécial

4. Le Groupe de travail a tenu en tout quatre séances, les 9 mars, 12 avril et 11 mai 2022.

5. Le programme de travail s'est articulé autour d'une discussion générale et de deux réunions thématiques portant sur les thèmes suivants :

- a) Rôle et pouvoirs de l'Assemblée générale ;
- b) Méthodes de travail de l'Assemblée.

6. En outre, une réunion s'est tenue le 14 juin 2022 dans le cadre du dialogue interactif instauré entre les missions permanentes et le Secrétariat. Toutes les séances et le dialogue tenu entre les missions permanentes et le Secrétariat ont été diffusés sur le Web.

A. Discussion générale

7. La première réunion convoquée par les coprésidents du Groupe de travail s'est tenue le 9 mars 2022. Après la déclaration liminaire du Président de l'Assemblée générale, 29 délégations ont fait une intervention, certaines au nom de groupes d'États (cinq). Le Groupe de travail était également saisi d'un calendrier provisoire pour les

discussions thématiques ainsi que du projet de tableau actualisé des résolutions de l'Assemblée générale sur la revitalisation de ses travaux, qui avait été mis en ligne sur la page du site Web de l'Assemblée consacrée à la question (www.un.org/fr/ga/revitalization/).

8. Dans sa déclaration liminaire, le Président a redit à quel point l'Assemblée générale devait, en tant que principal organe politique et délibérant de l'ONU, débattre des questions touchant l'humanité mais aussi des solutions à envisager face aux défis complexes auxquels le monde était aux prises actuellement, notamment les changements climatiques, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les conséquences désastreuses de la guerre. La revitalisation était également au cœur des consultations thématiques en cours sur « Notre Programme commun », puisqu'elle représentait un projet ambitieux et stimulant pour l'Organisation dans la perspective d'un avenir plus inclusif et durable. Une Assemblée revitalisée permettrait à l'Organisation d'être plus efficace et plus réactive. En conclusion, le Président a encouragé les délégations à élaborer des propositions concrètes en vue de la mise en œuvre effective des mandats ayant trait à la revitalisation.

9. Par la suite, les coprésidents ont rappelé que, conformément à la résolution [75/325](#) et en l'absence d'un texte négocié à la soixante-seizième session, les travaux se concentreraient sur l'application des décisions antérieures et les échanges sur les mesures à prendre à l'avenir pour améliorer les travaux et les fonctions de l'Assemblée générale, notamment lors des deux débats thématiques : a) sur le rôle et les pouvoirs de l'Assemblée ; b) sur les méthodes de travail de l'Assemblée. Les coprésidents ont fait remarquer que la revitalisation était un processus à long terme, chaque résolution permettant de faire des progrès petit à petit au titre de chacun des quatre piliers thématiques. En fin de compte, la revitalisation de l'Assemblée visait à édifier un système multilatéral qui soit pertinent, flexible, agile et réactif face aux nouveaux défis.

10. Au cours de la discussion, des délégations ont souligné à quel point la revitalisation était importante, dans la mesure où il s'agissait d'un élément crucial de la réforme globale de l'ONU. Se référant aux consultations ayant cours simultanément sur les recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport intitulé « Notre Programme commun » ([A/75/982](#)), des orateurs ont convenu que le multilatéralisme devait être plus interconnecté, inclusif et efficace face aux enjeux actuels. Un groupe d'États a redit qu'il importait de préserver la nature intergouvernementale, inclusive et démocratique de l'ONU et qu'il fallait veiller à la bonne application de la Charte des Nations Unies en ce qui concernait la relation fonctionnelle entre ses principaux organes, tout en respectant pleinement les mandats respectifs. Beaucoup d'intervenants ont dit qu'une Assemblée générale revitalisée contribuerait considérablement à renforcer le système des Nations Unies dans son ensemble, à améliorer la gouvernance mondiale et à redynamiser le multilatéralisme.

11. Un large éventail de questions ont été soulevées, notamment celle du soutien accru au multilinguisme, valeur fondamentale de l'Organisation, de la sélection et de la nomination du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale et des autres chefs de secrétariat, de l'équilibre géographique et de la représentation équilibrée des genres au Secrétariat, de l'appui à apporter au Bureau de la présidence de l'Assemblée générale, de l'accessibilité, des enseignements tirés de la pandémie de COVID-19 et de la formation des membres des délégations.

12. De nombreux intervenants ont salué le lancement d'un cycle biennal pour les travaux du Groupe de travail spécial, se référant à la résolution [75/325](#), document ambitieux et orienté vers l'action, qui prévoyait des mesures pratiques et concrètes visant à améliorer l'efficacité et l'efficacité de l'Assemblée générale. Des délégations

ont également accueilli favorablement le plan d'action énoncé dans la lettre des coprésidents datée du 25 janvier 2022 et soutenu la suggestion que les coprésidents y avaient faite de renforcer les capacités des délégations en matière de rédaction, de débat et de négociation, l'objectif étant d'arriver à des documents orientés vers l'action, ainsi qu'en matière d'intégration de l'égalité des genres dans les séances et les résultats des travaux de l'Assemblée. Des délégations ont noté avec satisfaction que le Président de l'Assemblée générale était déterminé à ce qu'il y ait autant de femmes que d'hommes parmi les experts et autres personnes invitées à intervenir aux réunions de haut niveau et aux autres séances de l'Assemblée.

B. Débat thématique sur le rôle et les pouvoirs de l'Assemblée générale

13. La réunion thématique sur le rôle et les pouvoirs de l'Assemblée générale, convoquée par les coprésidents, s'est tenue le 12 avril 2022. Le Directeur de la Division de la sensibilisation du public (Département de la communication globale) a présenté un exposé sur l'action menée par le Département pour mieux faire connaître les travaux de l'Assemblée, notamment en publiant des contenus multimédias et en faisant des campagnes d'information destinées à divers publics dans plusieurs langues et sur plusieurs plateformes. En 2020, pendant la crise sanitaire provoquée par la COVID-19, le Département a lancé l'initiative Verified, dont l'objectif était de donner aux populations des informations exactes en matière de santé publique, de susciter la confiance dans le vaccin anti-COVID-19, de contrer la désinformation, de renforcer la solidarité et de favoriser un relèvement équitable et efficace. En 2021, l'initiative Verified a produit 9 000 contenus dans 60 langues, touchant ainsi plus d'un milliard de personnes dans le monde. L'Assemblée figurait en bonne place dans les messages diffusés par le Département au moyen des médias sociaux, d'ONU Info, d'un site Web multilingue dédié et de communiqués de presse. En ce qui concerne les efforts faits pour soutenir le Bureau de la présidence de l'Assemblée générale, le Département a continué de lui fournir un porte-parole, d'organiser des interviews avec les médias, de suivre la couverture médiatique des activités de la présidence et de faciliter les rapports avec la société civile, le monde universitaire et les célébrités.

14. Lors d'un débat interactif, cinq délégations et les coprésidents ont posé des questions sur l'action menée par le Département dans les domaines suivants : lutte contre la désinformation ; action sur le terrain ; auto-évaluation ; mobilisation du grand public, notamment au moyen de Simul'ONU ; informations sur les travaux de l'Organisation dans un format accessible et compréhensible. Sur le terrain, le Département a continué de travailler avec ses 60 centres d'information des Nations Unies et avec les responsables de la communication relevant des coordonnatrices et coordonnateurs résidents pour établir des liens avec les communautés locales. Il s'est employé à faire œuvre de sensibilisation auprès des organisateurs des conférences Simul'ONU concernant le multilatéralisme fondé sur le consensus et la structure de l'Organisation, notamment grâce à la publication d'un livre et à la tenue d'ateliers de formation à leur intention. En ce qui concerne l'auto-évaluation, dans le cadre de la nouvelle stratégie de communication globale, chaque campagne disposait de ses propres indicateurs de performance, qui étaient analysés et auxquels il était donné suite.

15. Au cours d'un débat ultérieur, 21 délégations ont fait des déclarations, certaines au nom de groupes (quatre), portant sur le rôle et les pouvoirs de l'Assemblée générale. Des délégations ont salué les efforts déployés par le Département de la communication globale pour contrer les informations fausses et délibérément trompeuses qui circulaient en ligne, en particulier dans le contexte de la pandémie de

COVID-19, et pour faire mieux connaître les travaux de l'Assemblée sur de nombreuses plateformes tout en préservant le multilinguisme. Des intervenants ont estimé que la complexité des enjeux mondiaux avait rendu plus nécessaire que jamais de consolider le rôle central et les pouvoirs de l'Assemblée et de redynamiser le multilatéralisme en renforçant la nature intergouvernementale, inclusive et démocratique. Des délégations ont redit qu'il fallait instaurer une plus grande synergie et une plus grande cohérence dans les travaux des différents organes principaux, notamment au moyen de la rationalisation des ordres du jour en consultation avec les États qui étaient à l'origine de l'inscription des questions. Étant donné l'importance que revêtait la réalisation du Programme 2030 pour le développement durable, des délégations ont réaffirmé qu'il importait de faire des progrès tangibles en ce qui concernait l'alignement des ordres du jour de l'Assemblée, de ses grandes commissions et du Conseil économique et social.

16. Pour ce qui était de la rationalisation des manifestations parallèles et des activités de haut niveau pendant la semaine de haut niveau, de nombreuses délégations ont dit souhaiter que soit respecté l'alinéa b) du paragraphe 19 de la résolution [75/325](#), dans lequel l'Assemblée générale avait préconisé de limiter le nombre de manifestations se tenant parallèlement au débat général ou en marge de celui-ci, ainsi que d'autres réunions de haut niveau : il faudrait notamment envisager les mesures à prendre pour améliorer encore la situation et la possibilité d'établir des lignes directrices non contraignantes à cet effet. Des délégations ont fait des propositions concrètes en vue de réduire le nombre total de manifestations, notamment la possibilité que toutes les délégations soulèvent la question de manière proactive auprès de leurs capitales respectives afin de sensibiliser aux répercussions que le nombre actuel de manifestations avait sur la primauté du débat général, de gérer les attentes avant septembre et d'encourager la collaboration. D'après ces mêmes délégations, le Président aurait intérêt à formuler le thème de la semaine de haut niveau immédiatement après sa nomination, en juin. Cela permettrait aux délégations d'entreprendre des consultations bien en amont entre les groupes régionaux, thématiques et autres pour repérer les sujets similaires et les domaines de collaboration, l'idée étant de combiner les manifestations.

17. Un groupe a rappelé qu'il était essentiel que le Conseil fasse rapport à l'Assemblée générale et établisse des rapports annuels plus analytiques et des rapports spéciaux axés sur des sujets précis concernant des questions d'actualité internationale. Un autre groupe a estimé que la meilleure façon de renforcer le rôle et les pouvoirs de l'Assemblée était d'en améliorer l'efficacité et l'efficacités en se concentrant sur les priorités actuelles et suggéré de réduire la longueur et le nombre des résolutions et autres documents finaux et de se concentrer sur leurs aspects opérationnels. Il a demandé que des mesures concrètes soient prises collectivement pour garantir une meilleure exécution des mandats, tout en faisant un meilleur usage des ressources disponibles. D'autres intervenants ont rappelé que, pendant la pandémie, il y avait eu des cas d'examen biennal ou de prorogation technique de résolutions et suggéré que cette approche soit généralisée dans le cadre du processus de revitalisation.

18. De nombreuses délégations ont souligné l'importance du multilinguisme en tant que valeur fondamentale de l'ONU et appelé à l'égalité de toutes les langues officielles dans toutes les activités de l'Organisation, y compris sur ses sites Web. Un groupe a préconisé d'intégrer le multilinguisme dans le flux de travail en créant du contenu multilingue, plutôt que d'utiliser la traduction assistée par ordinateur pour produire du contenu multilingue à partir de l'anglais. Un autre groupe a souligné que le multilinguisme devait être l'un des critères de sélection des personnes invitées à intervenir aux séances de l'Assemblée générale, notamment les experts. Certaines délégations ont souligné qu'il était important d'inclure et de favoriser la participation

d'autres parties prenantes dans les travaux de l'Assemblée et de ses grandes commissions. Une personne a préconisé une réduction de l'empreinte carbone de la diplomatie et proposé qu'il y ait une évaluation de l'impact de l'Assemblée sur les changements climatiques.

C. Débat thématique sur les méthodes de travail de l'Assemblée générale

19. Les coprésidents ont convoqué un débat thématique sur les méthodes de travail de l'Assemblée générale, qui s'est tenu le 11 mai 2022. Dans leurs observations liminaires, ils ont invité le Groupe de travail à réfléchir aux méthodes de travail de l'Assemblée et de ses grandes commissions, la revitalisation des travaux de l'Assemblée étant, au fond, un processus qui visait à améliorer l'équité, l'efficacité et l'efficacé des travaux de cette instance, et la résolution actuelle prévoyant des mandats qui, s'ils étaient mis en œuvre avec l'appui des membres, permettraient d'atteindre plus directement ces objectifs. Les coprésidents ont également dit que, même si les paragraphes 25 à 50 de la résolution 75/325 préoyaient une série de mandats, le débat se concentrerait sur les mandats qui s'adressaient aux grandes commissions et à la présidence de l'Assemblée générale, tandis que le dialogue interactif entre les missions permanentes et le Secrétariat, le 14 juin, porterait sur les questions visant à améliorer la coopération entre le Secrétariat et les missions permanentes, y compris les réunions d'information dont la tenue était demandée au paragraphe 28 de la résolution.

20. Par la suite, les représentantes et représentants des bureaux des grandes commissions et le Chef de cabinet du Bureau de la présidence de l'Assemblée générale, au nom du Président en sa qualité de Président du Bureau, ont fait part de l'expérience de leurs commissions respectives. Les bilans établis par les bureaux des grandes commissions sont repris dans le présent rapport, en application du paragraphe 31 de la résolution 75/325 (voir annexe II).

21. Le Chef de cabinet a indiqué que, comme cela avait été le cas à la soixante-quinzième session, le Bureau s'était acquitté de son rôle traditionnel à la présente session, s'occupant essentiellement de l'ordre du jour de l'Assemblée générale et de la répartition des questions entre les grandes commissions. Après l'élection du Bureau, le Président de l'Assemblée générale l'avait rencontré de manière informelle avant le début de la session, ce qui lui avait permis d'avoir un échange avec les membres du Bureau de la session suivante. Depuis le début de la session, le Président a convoqué deux réunions du Bureau : une séance, le 15 septembre 2021, pour l'adoption de l'ordre du jour de la session, et une réunion informelle, le 14 décembre 2021, pour récapituler les travaux faits par l'Assemblée pendant la partie principale de la soixante-seizième session tout en prenant acte des travaux des grandes commissions et des principales réalisations de l'Assemblée réunie en plénière entre septembre et décembre 2021. Le Président a également informé le Bureau des travaux qui seraient menés par l'Assemblée à la reprise de la soixante-seizième session pour s'acquitter des mandats qui lui avaient été confiés s'agissant des manifestations de haut niveau et des processus de négociation, ainsi que des initiatives visant à organiser des débats thématiques sur des sujets importants pour la communauté internationale, afin de mettre en œuvre les priorités de sa « présidence de l'espoir ».

22. Après la réunion d'information, le Bureau de la présidence a distribué un projet de calendrier des manifestations de haut niveau, des élections à venir et des manifestations prescrites qui se tiendraient pendant le reste de la soixante-seizième session. En ce qui concerne la revitalisation du rôle du Bureau, le Chef de cabinet a fait état d'une innovation mise en œuvre à la session en cours, à savoir la nomination

de cinq vice-président(e)s qui contribueraient à diriger les consultations sur « Notre Programme commun ». Cette nomination a été saluée par les États Membres. Pendant le reste de la soixante-seizième session, le Président avait l'intention de continuer à voir comment le Bureau pourrait soutenir les efforts de revitalisation. Le Chef de cabinet a toutefois rappelé que les efforts visant à rationaliser l'ordre du jour, à examiner certaines questions tous les deux ou trois ans et à réduire les chevauchements et les doubles emplois, à propos desquels le Groupe de travail spécial avait demandé au Bureau de jouer un rôle actif, devaient venir des États Membres. Il s'agissait d'un effort collectif, mais en fin de compte, c'étaient les États qui étaient à l'origine de l'inscription des questions à l'ordre du jour et les auteurs des résolutions annuelles qui devaient prendre cette décision. En outre, le Bureau pourrait tirer parti d'une meilleure participation de ses membres, y compris au niveau des représentantes et représentants permanents. Enfin, le Chef de cabinet a réitéré l'appel lancé aux États Membres, au nom du Président de l'Assemblée générale, pour qu'ils continuent de faire fond sur les récentes améliorations apportées aux méthodes de travail et sur le processus plus large de revitalisation de l'Assemblée afin de transformer l'Organisation dans son ensemble et faire de ce monde un monde meilleur.

23. Au cours du débat, de nombreuses délégations ont salué les informations données sur les méthodes de travail et les enseignements tirés par les bureaux des grandes commissions et le Chef de cabinet. Un groupe d'États a réaffirmé qu'il fallait se concentrer sur les priorités définies dans le Programme 2030 et la déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/1), à l'effet que l'Organisation s'efforçait de réaliser « Notre Programme commun ». Le groupe a appelé à œuvrer en faveur d'une ONU moderne qui s'acquitterait de son mandat fondamental et favoriserait la participation la plus large possible de ses Membres et de parties prenantes externes ainsi que l'égalité et l'équilibre entre les genres. Le même groupe a évoqué la surcharge de l'ordre du jour de l'Assemblée générale et de ses grandes commissions, a rappelé que, pendant la pandémie, les délégations avaient dû rationaliser les travaux en réduisant le nombre de réunions, de résolutions et de consultations, et a donc proposé de continuer à appliquer, lors du retour à la normale, les précieuses meilleures pratiques adoptées les deux années précédentes. Un autre groupe a rappelé le caractère exceptionnel des méthodes de travail mises en place dans le contexte de la pandémie et souligné qu'il était important d'appliquer et de respecter strictement le Règlement intérieur de l'Assemblée, tout en se félicitant que celle-ci ait réussi à adapter ses méthodes de travail pour continuer de fonctionner, notamment grâce à l'utilisation de plateformes virtuelles. Dans l'ensemble, les délégations ont redit qu'elles préféraient que les réunions et les négociations intergouvernementales se tiennent en présentiel, étant entendu que les mesures de précaution nécessaires pour empêcher la propagation de la COVID-19 devaient être respectées.

24. De nombreux orateurs et oratrices ont insisté sur le fait qu'il fallait étudier la question de la périodicité des points à l'ordre du jour et des résolutions, en consultation avec les États Membres. Des délégations ont réitéré certaines propositions concernant la rationalisation de l'ordre du jour, notamment l'abandon des résolutions annuelles ; l'adoption de résolutions ponctuelles par défaut pour toute nouvelle initiative traitant d'un défi émergent ou nouveau ; l'insertion de clauses d'extinction dans toutes les résolutions récurrentes, existantes et nouvelles ; le regroupement des points de l'ordre du jour entre eux et le classement par groupe des sujets à des intervalles plus longs. Certaines délégations ont également suggéré de continuer à appliquer une partie des mesures novatrices qui avaient été prises du fait de la pandémie pour améliorer les opérations, comme l'organisation de réunions virtuelles et hybrides, ce qui permettrait de réduire le coût des déplacements et l'impact environnemental. Les délégations attendaient avec intérêt l'exposé qui serait

fait par le Secrétariat le 14 juin 2022 sur les enseignements tirés de la pandémie de COVID-19, notamment sur l'utilisation des technologies numériques, afin d'être mieux préparé à faire face à des circonstances exceptionnelles, conformément au paragraphe 27 b) de la résolution [75/325](#).

III. Conclusion

25. Conformément à son mandat, le Groupe de travail s'est employé à recenser les principaux sujets de préoccupation et les questions susceptibles de faire l'objet d'un consensus, à faire le point sur ces sujets et questions et à prendre ou à proposer des mesures. Le 25 août 2022, les coprésidents ont fait distribuer une lettre comportant leurs recommandations en vue de la soixante-dix-septième session, lesquelles avaient été établies à partir des discussions tenues à la présente session.

Annexe I

Tableau actualisé des résolutions de l'Assemblée générale sur la revitalisation de ses travaux publié en application de la résolution 75/325

Note explicative de la Coprésidente et du Coprésident du Groupe de travail spécial sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale (soixante-seizième session)

1. Conformément au paragraphe 6 de la résolution 75/325, dans laquelle l'Assemblée a décidé que le Groupe de travail spécial continuerait d'examiner le tableau de ses résolutions sur la revitalisation de ses travaux annexé au rapport qu'il lui avait présenté à sa soixante-quinzième session (A/75/973) et qu'à l'issue de cet examen il continuerait de mettre à jour le tableau, qui serait annexé aux rapports qu'il lui présenterait à ses soixante-seizième et soixante-dix-septième sessions, les Coprésidents ont, avec l'aide du Secrétariat, établi un tableau actualisé pour examen par les États Membres.
2. Le présent tableau actualisé tient compte des progrès réalisés depuis l'adoption de la résolution 75/325.
3. Avec le concours du Secrétariat, la Coprésidente et le Coprésident ont recueilli des données à jour, lorsque cela était possible, auprès des entités responsables de l'application des résolutions.
4. Le tableau actualisé est divisé en deux parties, comme celui annexé au rapport présenté à la soixante-treizième session :
 - a) La première partie présente les dispositions qui n'ont pas été appliquées, l'objectif étant de mettre l'accent sur la suite à leur donner ;
 - b) La seconde partie présente les dispositions qui ont été appliquées, tant ponctuellement que de manière permanente, l'objectif étant de recenser les résultats obtenus et de donner des moyens d'opérer des comparaisons et de tirer des enseignements de l'expérience.
5. Le tableau n'est pas immuable et peut être modifié à tout moment par les États Membres par l'intermédiaire du Groupe de travail spécial. De plus, il n'a aucun effet juridique et n'a pas vocation à en avoir. Il doit seulement permettre de faciliter l'examen du suivi de l'application des précédentes résolutions concernant la revitalisation des travaux de l'Assemblée.

Partie I

Dispositions appelant un suivi

Thème I : Rôle et pouvoirs de l'Assemblée générale

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
C. Dispositions relatives au rapport annuel du Conseil de sécurité (voir également partie I)				
1.	60/286 , annexe, par. 7 <i>Voir également :</i> 59/313 , par. 2 d) et 58/126 , annexe, sect. A, par. 2	L'Assemblée générale [...] invite le Conseil de sécurité à lui présenter périodiquement pour examen, conformément aux Articles 15 et 24 de la Charte, des rapports sur des sujets spéciaux dans lesquels soient étudiées des questions d'actualité intéressant la communauté internationale.	États Membres, Conseil de sécurité	Depuis l'adoption de la résolution 60/286 , aucun rapport sur un sujet spécial n'a été officiellement présenté à l'Assemblée générale. Toutefois, des sujets spéciaux sont abordés, dans une certaine mesure, dans les récapitulatifs mensuels des travaux du Conseil de sécurité établis par la présidence du Conseil.

Thème II : Méthodes de travail

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
F. Dispositions relatives à la documentation : résolutions (voir également partie I)				
2.	60/286 , annexe, par. 23 <i>Voir également :</i> 58/126 , annexe, sect. B, par. 5	L'Assemblée générale [...] engage les États Membres à présenter des projets de résolution plus concis, plus pointus et plus concrets.	États Membres	Disposition devant être appliquée par les États Membres, sans perdre de vue le droit souverain de chaque État Membre de faire des propositions selon les modalités prévues par le Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

Partie II

Dispositions ayant été appliquées ou étant appliquées de manière permanente

Thème I : Rôle et pouvoirs de l'Assemblée générale

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
A. Dispositions générales relatives au rôle et aux pouvoirs de l'Assemblée générale				
3.	72/313 , par. 6 <i>Voir également :</i> 75/325 , par. 9 ; 73/341 , par. 7 ; 71/323 , par. 6 ; 70/305 , par. 6 ; 69/321 , par. 6 ; 68/307 , par. 6 ; 66/294 , par. 4 ; 65/315 , par. 4 ; 64/301 , par. 4 ; 60/286 , annexe, par. 1 ; 59/313 , par. 2 b)	L'Assemblée générale [...] réaffirme le rôle et les pouvoirs qu'elle tire des Articles 10 à 14 et 35 de la Charte des Nations Unies, y compris pour ce qui a trait à la paix et à la sécurité internationales, et le fait que, pour les exercer, elle peut, le cas échéant, recourir aux procédures prévues aux articles 7 à 10 de son règlement intérieur, qui lui permettent d'intervenir rapidement en cas d'urgence, tout en sachant que l'Article 24 de la Charte confère au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales.	États Membres	Disposition appliquée de manière permanente. Plusieurs points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale sont inscrits sous le titre « Maintien de la paix et de la sécurité internationales ». Depuis l'adoption de cette disposition, l'Assemblée générale a tenu les 30 ^e et 31 ^e séances plénières de sa dixième session extraordinaire d'urgence le 15 décembre 2006, ses 32 ^e à 36 ^e séances plénières les 15 et 16 janvier 2009, sa 37 ^e séance plénière le 21 décembre 2017 et sa 38 ^e séance plénière le 13 juin 2018. Elle a tenu les 1 ^{re} à 6 ^e séances plénières de sa onzième session extraordinaire d'urgence du 28 février au 2 mars 2022 et ses 7 ^e à 9 ^e séances les 22 et 23 mars 2022.
4.	75/325 , par. 8 <i>Voir également :</i> 73/341 , par. 18 ; 72/313 , par. 10 ; 71/323 , par. 10 ; 70/305 , par. 10 ; 69/321 , par. 10	L'Assemblée générale [...] réaffirme sa décision d'organiser chaque année un dialogue interactif complet entre les missions permanentes et le Secrétariat, comme le prévoit sa résolution 71/323 du 8 septembre 2017, dans le cadre des travaux du Groupe de travail spécial, et souligne avec force l'importance que revêt le suivi des questions soulevées lors du dialogue visant à améliorer la façon dont le Secrétariat travaille avec les missions permanentes, notamment la diffusion de ces mesures de	Groupe de travail spécial	Le Président de l'Assemblée générale a convoqué une réunion informelle, qui s'est tenue le 15 mars 2016, pour examiner les moyens de renforcer encore la coopération entre les missions permanentes et le Secrétariat, au cours de laquelle des hauts fonctionnaires ont présenté des exposés. Un compte rendu a été transmis au Secrétaire général et à tous les États Membres. À l'occasion de la première réunion thématique que le Groupe de travail spécial a tenue à la soixante et onzième session, le 15 mars 2017, des hauts fonctionnaires du Secrétariat ont exposé aux membres les mesures de suivi prises par le Secrétariat comme suite à la réunion informelle de l'Assemblée générale, tenue le

<i>N°</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
		suivi aux missions permanentes.		<p>15 mars 2016. Une séance de questions-réponses a été organisée pour ouvrir le dialogue.</p> <p>Donnant suite à l'appel lancé en faveur de la poursuite du dialogue interactif, les coprésidents ont tenu, le 15 mai 2017, une réunion informelle entièrement consacrée au dialogue entre les missions permanentes et le Secrétariat.</p> <p>Ultérieurement, les États Membres ont été informés de la désignation d'un point focal au Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion, qu'ils pourraient contacter en cas de questions ou de préoccupations.</p> <p>À la soixante-douzième session, le 5 avril 2018, le Groupe de travail spécial a organisé un dialogue interactif entre les missions permanentes et le Secrétariat. Le Président de l'Assemblée générale a communiqué le résumé des débats à tous les États Membres.</p> <p>À la soixante-treizième session, le 9 avril 2019, le Groupe de travail spécial a organisé un dialogue interactif qui a été retransmis sur le Web. La Présidente de l'Assemblée générale a communiqué le résumé des débats à tous les États Membres (lettre datée du 18 avril 2019).</p> <p>À la soixante-quatorzième session, le dialogue interactif a été annulé en raison de la pandémie de COVID-19 et compte tenu du fait que le Secrétariat organisait régulièrement des réunions d'information sur la continuité des activités selon d'autres modalités.</p> <p>À la soixante-quinzième session, le 25 mars 2021, le Groupe de travail spécial a organisé un dialogue interactif qui a été retransmis sur le Web. Les coprésidents du Groupe de travail spécial ont communiqué le résumé des débats à tous les États Membres (lettre datée du 4 juin 2021).</p>

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
				À la soixante-seizième session, le dialogue interactif s'est tenu le 14 juin 2022.
5.	75/325, par. 27 <i>Voir également :</i> 74/303, par. 4	L'Assemblée générale [...] prend note du rôle important que l'informatique et les communications ont joué dans la conduite des travaux de l'Organisation des Nations Unies, y compris ses propres travaux, et ce, à titre exceptionnel, pendant la pandémie de COVID-19, et : a) tout en sachant que l'informatique et les communications ont permis que des débats thématiques interactifs et inclusifs se tiennent pendant la pandémie de COVID-19, encourage sa présidence à veiller, lorsque de telles manifestations sont organisées, à ce que ces technologies soient utilisées à bon escient de sorte que la participation pleine et égale des États Membres soit assurée ; b) demande au Secrétariat d'informer le Groupe de travail spécial, à sa soixante-seizième session, des enseignements tirés de la pandémie de COVID-19, notamment pour ce qui est de l'utilisation de l'informatique et des communications, l'objectif étant d'être mieux préparé en cas de circonstances exceptionnelles.	Secrétariat	Un exposé a été présenté le 25 mars 2021, en application du paragraphe 4 de la résolution 74/303, dans le cadre du dialogue engagé entre les missions permanentes et le Secrétariat (voir huitième alinéa du préambule de la résolution 75/325). Un exposé a été présenté à la soixante-seizième session, le 14 juin 2022, dans le cadre du dialogue engagé entre les missions permanentes et le Secrétariat.
6.	72/313, par. 11 <i>Voir également :</i> 71/323, par. 11	L'Assemblée générale [...] réaffirme sa décision d'organiser périodiquement des dialogues thématiques, dans le cadre des travaux du Groupe de travail spécial, et de revoir ce dispositif à sa soixante-treizième session.	Groupe de travail spécial	Disposition appliquée de manière permanente.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
7.	72/313, par. 12 <i>Voir également :</i> 71/323, par. 12	L'Assemblée générale [...] invite les États Membres à faire connaître, par l'intermédiaire des coprésidents du Groupe de travail spécial et avant la tenue du dialogue interactif complet, les questions qui pourraient nécessiter une intervention du Secrétariat, et prie le Secrétariat d'apporter des réponses complètes, dans un délai raisonnable, au sujet des éventuelles mesures à prendre et difficultés à surmonter en vue de régler ces questions.	Groupe de travail spécial	Disposition appliquée de manière permanente.
8.	72/313, par. 13 <i>Voir également :</i> 71/323, par. 13	L'Assemblée générale [...] se félicite à cet égard de la participation active du Secrétariat à sa soixante-douzième session et, en particulier, prend acte avec satisfaction de la mise en place d'un dispositif de « guichet unique » qui permettra d'effectuer les demandes de services de réunion à partir d'un seul et même portail, tout en encourageant le Secrétariat à prévoir des dispositions analogues pour les autres services qu'il fournit.	Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	<p>Dans une note verbale datée du 19 mars 2018, adressée à toutes les missions permanentes, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a annoncé le lancement officiel du système gMeets, un guichet polyvalent qui fait office de point d'entrée unique pour les demandes de services de réunion au Siège, doté d'une interface en libre-service facile à utiliser. Cet outil permet aux clients de choisir parmi un éventail de services : attribution d'une salle de conférence ; services d'interprétation ; plaques porte-nom, panneaux pour tribune et aménagement de salle ; publication dans le <i>Journal des Nations Unies</i> ; services audiovisuels ; services de diffusion sur le Web ; services d'accès aux salles et services de sécurité ; prêt de matériel technique. Il leur permet également d'obtenir facilement des informations utiles ainsi qu'une estimation des coûts, et donc de prendre des décisions éclairées.</p> <p>Le 9 avril 2019, le Groupe de travail spécial a été informé des dernières améliorations, notamment d'un nouveau module en libre-service dans le système gMeets, un point d'entrée unique pour les demandes de services de réunion, qui a été utilisé avec</p>

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
				<p>succès pour introduire des demandes de cabines pour les réunions bilatérales lors de la deuxième Conférence des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud à Buenos Aires, la première fois que le guichet polyvalent a été utilisé hors du Siège de l'ONU.</p> <p>Le Groupe de travail spécial est informé dans le cadre d'un exposé sur les services électroniques fournis aux délégations, généralement présenté à l'occasion du dialogue interactif avec les missions permanentes.</p>
B. Dispositions relatives à l'élection à la présidence de l'Assemblée générale et aux postes de membres du Bureau				
9.	71/323 , par. 43 <i>Voir également :</i> 70/305 , par. 30 ; 69/321 , par. 29 ; 68/307 , par. 22 ; 67/297 , par. 22	<p>L'Assemblée générale [...] demande à nouveau que le Groupe de travail spécial mette au point et lui propose, à sa soixante-douzième session au plus tard, en consultation avec les groupes régionaux, des dispositions régissant à long terme l'élection des présidents et des rapporteurs des grandes commissions, le but étant d'instituer un mécanisme prévisible, transparent et équitable, et à cet égard invite à nouveau les États Membres à présenter des propositions et à entreprendre sans tarder d'arrêter de nouvelles dispositions qui entreraient en vigueur à sa soixante-quatorzième session, compte tenu des directives concernant l'élection des présidents et rapporteurs des grandes commissions annexées à la résolution 68/307 du 10 septembre 2014.</p>	Groupe de travail spécial, groupes régionaux	<p>À sa soixante-douzième session, sur la recommandation du Groupe de travail spécial, l'Assemblée générale a décidé de définir la répartition des présidences des grandes commissions pour ses sessions allant de la soixante-quatorzième à la quatre-vingt-troisième, selon les dispositions prévues dans l'annexe de la résolution 72/313 (par. 48).</p>
10.	72/313 , par. 50 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 44	<p>L'Assemblée générale [...] continue d'inviter les États Membres à rechercher un équilibre entre les sexes dans la répartition des présidences</p>	États Membres	Disposition appliquée de manière permanente.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		des grandes commissions et des membres de leurs bureaux, ainsi que parmi ses vice-présidents, selon qu'il convient.		
11.	70/305 , par. 31 <i>Voir également :</i> 69/321 , par. 30	L'Assemblée générale [...] invite les États Membres à rechercher un équilibre entre hommes et femmes dans la répartition des présidences des grandes commissions et pour sa propre présidence.	États Membres	Disposition appliquée de manière permanente.
12.	72/313 , par. 48	L'Assemblée générale [...] décide de définir la répartition des présidences des grandes commissions pour ses 10 prochaines sessions, c'est-à-dire de la soixante-quatorzième à la quatre-vingt-troisième session, selon les dispositions prévues dans l'annexe de la présente résolution.	Assemblée générale, groupes régionaux	Disposition appliquée de manière permanente de la soixante-quatorzième à la quatre-vingt-troisième session.
13.	72/313 , par. 49	L'Assemblée générale [...] décide également de définir les modalités de répartition des présidences des grandes commissions pour les sessions suivantes, au plus tard à sa quatre-vingt-deuxième session.	Groupe de travail spécial, groupes régionaux	À appliquer au plus tard à la quatre-vingt-deuxième session de l'Assemblée générale.
14.	68/307 , par. 21	L'Assemblée générale [...] décide de réaffirmer la disposition transitoire résultant de sa décision 68/505 du 1 ^{er} octobre 2013 recommandant l'ordre de roulement de la présidence des grandes commissions pour ses cinq prochaines sessions, à savoir de la soixante-neuvième à la soixante-treizième session, ainsi que les directives sur l'élection des présidents et rapporteurs des grandes commissions figurant en annexe à la présente résolution.	Assemblée générale, groupes régionaux	Disposition appliquée. Dans la décision 68/505, qu'elle a prise le 1 ^{er} octobre 2013, l'Assemblée générale, sur la proposition de son président, a approuvé une disposition provisoire concernant la répartition des présidences des grandes commissions pour ses cinq sessions ultérieures. Les personnes qui ont présidé les grandes commissions de la soixante-neuvième à la soixante-treizième session ont été élues conformément à cette décision. En ce qui concerne la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission), l'Assemblée générale a adopté le 5 décembre 2014 la décision 69/524 intitulée « Roulement dans

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
				l'exercice des fonctions de rapporteur de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) de la soixante-dixième à la soixante-treizième session de l'Assemblée générale ».
15.	58/126 , annexe, sect. B, par. 9	Conformément aux alinéas a) et c) du paragraphe 2 de la résolution 56/509 , l'Assemblée générale élit son président, ses vice-présidents et les présidents de ses grandes commissions trois mois au moins avant l'ouverture de la session. Afin que les travaux des grandes commissions soient mieux organisés et préparés à l'avance, les bureaux des grandes commissions seront également élus au complet trois mois avant la session à venir.	États Membres	Disposition appliquée de manière permanente. Disposition appliquée depuis la cinquante-huitième session. Cette disposition ainsi que les articles 30 et 99 a) du Règlement intérieur s'appliquent à l'élection à la présidence et à la vice-présidence de l'Assemblée générale.

C. Dispositions relatives au rapport annuel du Conseil de sécurité (voir également partie I)

16.	72/313 , par. 17 <i>Voir également :</i> 69/321 , par. 13 ; 68/307 , par. 11 ; 67/297 , par. 10 ; 66/294 , par. 11 ; 65/315 , par. 10 ; 64/301 , par. 9 ; 60/286 , annexe, par. 4 ; 58/126 , annexe, sect. A, par. 3	L'Assemblée générale [...] accueille avec satisfaction les améliorations apportées à la qualité du rapport annuel que lui soumet le Conseil de sécurité, y compris la présentation qui en a été faite dans la note du Président du Conseil, et se félicite de la volonté du Conseil de poursuivre l'examen d'autres propositions d'améliorations à apporter à ce rapport.	Conseil de sécurité	Disposition appliquée de manière permanente. Des améliorations sont apportées progressivement au rapport du Conseil. Voir les notes de la présidence du Conseil de sécurité publiées sous les cotes S/2015/944 et S/2017/507 . Outre les mesures visées dans les notes du Président du Conseil de sécurité datées du 26 juillet 2010 (S/2010/507) et du 5 juin 2012 (S/2012/402), la présidence peut organiser des échanges de vues interactifs informels avec l'ensemble des États Membres avant l'adoption du rapport. Dans les années 1990, des modifications ont été apportées au rapport du Conseil de sécurité afin de tenir compte de l'évolution de ses méthodes de travail. Des changements supplémentaires ont été effectués en 2000, dont l'ajout d'une introduction, à laquelle le Conseil accorde une
-----	--	---	---------------------	--

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
				attention particulière. Depuis 2006, des informations sur les missions politiques spéciales figurent également dans le rapport.
17.	60/286, annexe, par. 5 <i>Voir également :</i> 58/126, annexe, sect. A, par. 4 ; 51/241, annexe, par. 12	Lorsqu'il fera le bilan du débat sur le rapport que le Conseil de sécurité lui présente chaque année en application du paragraphe 12 de l'annexe à sa résolution 51/241 [...], le Président indiquera [à l'Assemblée générale] s'il estime qu'il convient de continuer à examiner ledit rapport, notamment si des consultations informelles doivent être organisées, si le débat appelle des décisions de sa part et, si oui, lesquelles, et si certaines questions devraient être portées à l'attention du Conseil.	Présidence de l'Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente. Le Président ou la Présidente de l'Assemblée générale ouvre le débat par une déclaration liminaire et le conclut par une évaluation. À la soixante-neuvième session, à l'issue du débat, le Président de l'Assemblée générale a communiqué aux États Membres une liste de propositions émises durant le débat concernant la nature analytique et la présentation du rapport et les différentes pratiques. Voir également la note de la Présidente du Conseil de sécurité (S/2015/944) qui, entre autres choses, expliquait que le rapport que le Conseil présenterait à l'Assemblée générale à sa soixante et onzième session porterait sur la période du 1 ^{er} août 2015 au 31 décembre 2016, ses rapports ultérieurs devant couvrir l'année civile.
18.	60/286, annexe, par. 6 <i>Voir également :</i> 59/313, par. 2 e)	L'Assemblée générale [...] invite le Conseil de sécurité à la mettre régulièrement au courant des mesures qu'il aura prises ou envisagera de prendre en vue de mieux l'informer.	États Membres, Conseil de sécurité	Disposition appliquée de manière permanente. Les mesures prises par le Conseil de sécurité sont présentées lors des réunions tenues avec la présidence de l'Assemblée générale et énoncées dans le récapitulatif mensuel des travaux du Conseil de sécurité établi par la présidence. Voir également la note de la Présidente du Conseil de sécurité (S/2015/944).
19.	59/313, par. 2 c) <i>Voir également :</i> 59/313, par. 2 f)	L'Assemblée générale [...] décide d'examiner les rapports annuels et les rapports spéciaux du Conseil de sécurité, conformément au paragraphe 1 de l'Article 15 et au paragraphe 3 de l'Article 24 de la Charte, en y consacrant des débats de fond.	Assemblée générale	Voir ci-dessus.
20.	51/241, annexe, par. 11	Le point de l'ordre du jour intitulé « Rapport du Conseil de sécurité » continuera d'être	Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente.

<i>Nº</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
		examiné en Assemblée plénière.		
21.	51/241 , annexe, par. 14	Le projet de programme de travail du Conseil de sécurité établi tous les mois sera communiqué pour information aux membres de l'Assemblée générale.	Conseil de sécurité	Disposition appliquée de manière permanente. Le programme de travail est mis en ligne sur le site Web du Conseil.
22.	51/241 , annexe, par. 13	Le débat sur ce point de l'ordre du jour ne sera pas clos mais restera ouvert pour pouvoir au besoin être poursuivi durant l'année, compte tenu notamment de la présentation des rapports supplémentaires éventuellement nécessaires.	États Membres (Assemblée générale)	Disposition appliquée de manière permanente. Le débat sur le point de l'ordre du jour intitulé « Rapport du Conseil de sécurité » reste ouvert à chaque session depuis la soixante-deuxième.
23.	75/325 , par. 22 <i>Voir également :</i> 73/341 , par. 17	L'Assemblée générale [...] prie sa présidence de continuer de programmer ses séances plénières consacrées à l'examen du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation et du rapport du Conseil de sécurité en étroite collaboration avec le Secrétaire général et la présidence du Conseil de sécurité, afin que les discussions sur ces rapports importants ne soient pas organisées pour la forme.	Présidence de l'Assemblée générale, présidence du Conseil de sécurité	Voir S/2019/997 . Aux séances plénières consacrées au rapport du Conseil de sécurité à la session précédente, 30 délégations ont fait des déclarations (voir A/75/PV.78 et A/75/PV.79), alors qu'à la session antérieure, deux délégations s'étaient exprimées avant l'adoption de la résolution 73/341 (voir A/72/PV.114).

D. Dispositions relatives au rapport annuel du Conseil économique et social

24.	60/286 , annexe, par. 8 <i>Voir également :</i> 51/241 , annexe, par. 15	L'Assemblée générale [...] invite le Conseil économique et social à continuer d'établir les rapports qu'il lui présente conformément à sa résolution 50/227 , en s'efforçant de les rendre plus concis et plus concrets, en mettant en exergue les principales questions sur lesquelles elle devrait se prononcer et, le cas échéant, en faisant des recommandations précises à l'intention des États Membres.	États Membres (Conseil économique et social)	Disposition appliquée de manière permanente.
-----	--	--	--	--

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
E. Dispositions relatives au rapport annuel de la Cour internationale de Justice				
25.	51/241 , annexe, par. 16	Le rapport de la Cour internationale de Justice sera, comme jusqu'à présent, examiné en Assemblée plénière. L'Assemblée continuera de promouvoir le rôle de la Cour en tant qu'organe judiciaire principal de l'Organisation, conformément à la Charte des Nations Unies. L'Assemblée continuera aussi d'encourager le développement progressif et la codification du droit international.	Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente. Depuis la cinquante-deuxième session, le rapport a toujours été examiné par l'Assemblée générale réunie en séance plénière.
F. Dispositions relatives aux activités de relations publiques				
26.	75/325 , par. 3 <i>Voir également :</i> 74/303 , par. 2 ; 73/341 , par. 3 ; 72/313 , par. 2 ; 71/323 , par. 2 ; 70/305 , par. 2 ; 69/321 , par. 2 ; 68/307 , par. 2 ; 67/297 , par. 16	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétariat de continuer de tenir à jour, à égalité dans les six langues officielles, la page Web multilingue consacrée à la revitalisation de ses travaux et d'en actualiser la teneur de façon régulière, dans la limite des ressources existantes et à un coût raisonnable, notamment en utilisant les moyens existants tels que l'automatisation de la traduction, tout en garantissant la fidélité des traductions.	Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, Département de la communication globale	Disposition appliquée. Le Département de la communication globale reçoit régulièrement du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences des informations à jour dans les six langues officielles destinées à être mises en ligne sur le site Web de l'Organisation.
27.	75/325 , par. 24 <i>Voir également :</i> 73/341 , par. 20 ; 72/313 , par. 18 ; 71/323 , par. 18 ; 70/305 , par. 14 ; 69/321 , par. 14 ; 68/307 , par. 12	L'Assemblée générale [...] prie le Département de la communication globale du Secrétariat de continuer de prendre les mesures voulues tout au long de sa session et dans les six langues officielles pour mieux faire connaître au public son rôle et ses activités, notamment sur le plus de plateformes possible, prie le Secrétaire général et sa présidence de continuer de faire des efforts pour que le multilinguisme ne	Secrétariat, Département de la communication globale	Le Département de la communication globale couvre de manière exhaustive les travaux de l'Assemblée générale, des grandes commissions et de tous les principaux organes subsidiaires, en faisant usage de la presse écrite, de la presse en ligne, des médias audiovisuels et des plateformes des réseaux sociaux, et ce, dans les six langues officielles ainsi qu'en swahili et en portugais.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		soit pas affaibli par les mesures prises face à la crise de liquidités et à la pandémie de COVID-19, et demande au Secrétariat de continuer d'envisager des options n'ayant pas d'incidences sur les coûts à cet égard.		
28.	<p>67/297, par. 11</p> <p><i>Voir également :</i></p> <p>66/294, par. 22 ;</p> <p>65/315, par. 18 ;</p> <p>64/301, par. 20 ;</p> <p>63/309, par. 8 ;</p> <p>60/286, annexe, par. 14 ; 58/126, annexe, sect. A, par. 8</p>	<p>L'Assemblée générale [...] encourage le Secrétariat, y compris le Département de l'information, à continuer de s'employer à accroître son rayonnement et à mieux faire connaître ses travaux au grand public et aux médias du monde entier, et, dans ce contexte, réaffirme le paragraphe 10 de sa résolution 67/124 B du 18 décembre 2012, dans lequel elle a pris note des efforts faits par le Département pour poursuivre la diffusion de ses travaux et décisions et a prié ce dernier de continuer à renforcer les relations de travail qu'il entretient avec le Bureau du Président de l'Assemblée générale.</p>	Secrétariat, Département de la communication globale	<p>Le Département de la communication globale publie des communiqués de presse exhaustifs, en anglais et en français, sur toutes les séances de l'Assemblée générale, de ses grandes commissions et de ses organes subsidiaires, lesquels sont reproduits dans l'avis quotidien à l'attention des médias. De plus, les déclarations faites par les États Membres sont mises à la disposition de la presse.</p> <p>Le dossier de presse annuel sur la nouvelle présidence de l'Assemblée générale est établi, sous forme électronique, dans les six langues officielles ainsi que dans plusieurs autres langues.</p> <p>Le service vidéo des Nations Unies retransmet aux organismes de télédiffusion du monde entier des images en temps réel des séances de l'Assemblée générale, ainsi que les conférences de presse y relatives. Ces images sont diffusées sur la plateforme de diffusion sur le Web de l'Organisation.</p> <p>Au moyen de réunions d'information organisées toutes les semaines à l'intention des organisations non gouvernementales, le Département de la communication globale appelle l'attention sur les questions dont l'Assemblée générale est saisie.</p> <p>Partout dans le monde, les centres d'information des Nations Unies fournissent un appui en matière de communication à la présidence de l'Assemblée générale lors des visites officielles dans les pays où ils sont situés. Ces centres continuent également de mener de nombreuses</p>

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
				<p>activités pour mieux faire connaître les travaux de l'Assemblée générale.</p> <p>Le Département de la communication globale détache régulièrement un administrateur chargé d'assister la présidence de l'Assemblée générale dans ses activités de communication.</p> <p>En outre, le Comité de l'information continue d'étudier les différents moyens de mieux faire connaître les travaux de l'Assemblée générale, notamment au moyen des recommandations du Groupe de travail spécial.</p>
29.	66/294, par. 14 <i>Voir également :</i> 60/286, annexe, par. 15	L'Assemblée générale [...] exhorte le Secrétariat à continuer de s'employer à faire connaître les travaux de l'Assemblée générale, réaffirme le paragraphe 15 de sa résolution 60/286 et décide que les annonces relatives aux activités des principaux organes de l'Organisation des Nations Unies paraîtront dans le <i>Journal des Nations Unies</i> dans l'ordre stipulé à l'Article 7 de la Charte.	Secrétariat	Disposition appliquée de manière permanente. Conformément aux résolutions 60/286 et 66/294, le format du <i>Journal des Nations Unies</i> a été revu et les annonces relatives aux travaux des principaux organes de l'Organisation paraissent désormais dans l'ordre stipulé à l'Article 7 de la Charte. Afin de faire connaître les travaux de l'Assemblée générale, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences informe régulièrement les médias du programme de travail de l'Assemblée. Voir également les activités du Département de la communication globale, décrites ci-dessus.
30.	60/286, annexe, par. 16	L'Assemblée générale [...] souhaite que ses présidents se mettent davantage sur le devant de la scène, notamment en ayant plus de contacts avec les représentants des médias et de la société civile, ce qui leur permettra de faire mieux connaître ses activités, et que le Secrétaire général continue à mettre à la disposition du Bureau du Président de l'Assemblée générale un porte-parole et un porte-parole adjoint.	Présidence de l'Assemblée générale, Secrétaire général	<p>Disposition appliquée de manière permanente. Par exemple, depuis la soixantième session, la présidence de l'Assemblée générale, en collaboration avec les personnes qui président les grandes commissions, informe régulièrement les représentants de la société civile du programme de travail de l'Assemblée pour la session en cours (voir également A/61/483, p. 20, et A/62/608, p. 15).</p> <p>La présidence de l'Assemblée générale a également tenu régulièrement des conférences de presse à l'intention des médias.</p>

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
				Le Département de la communication globale détache régulièrement un administrateur, qui assume la fonction de porte-parole de la présidence de l'Assemblée générale, et apporte par ailleurs un appui au Président ou à la Présidente et à son bureau.
G. Dispositions relatives à la coopération de l'Assemblée générale avec les organisations de la société civile et d'autres entités				
31.	71/323 , par. 14 <i>Voir également :</i> 70/305 , par. 11 ; 69/321 , par. 11 ; 68/307 , par. 9 ; 60/286 , annexe, par. 12	L'Assemblée générale [...] réaffirme qu'il est important et utile qu'elle poursuive ses échanges avec les instances et les organisations internationales ou régionales traitant de questions mondiales qui intéressent la communauté internationale, ainsi qu'avec la société civile, le cas échéant, et se déclare favorable à ce qu'une réflexion soit menée sur des initiatives ou mesures appropriées, dans le strict respect de son caractère intergouvernemental et conformément aux articles pertinents de son règlement intérieur.	Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente. Des auditions informelles interactives sont notamment organisées avec la société civile dans le cadre des préparatifs en vue de la tenue des réunions de haut niveau de l'Assemblée générale, conformément aux résolutions concernant les modalités applicables. L'Assemblée générale tient aussi régulièrement des réunions d'information avec le président ou la présidente en fonction du Groupe des Vingt à propos des activités récentes du Groupe. Depuis la soixantième session, la présidence de l'Assemblée générale, en collaboration avec les personnes qui président les grandes commissions, informe régulièrement les représentants de la société civile du programme de travail de l'Assemblée pour la session en cours (A/61/483 , p. 20, et A/62/608 , p. 15). Ces échanges sont également possibles dans le cadre des débats thématiques interactifs que la présidence de l'Assemblée générale organise à chaque session. Le 17 novembre 2021, la présidence de l'Assemblée à sa soixante-seizième session a organisé une réunion avec des organisations de la société civile, en coordination avec le Groupe des relations avec la société civile du Département de la communication globale.
32.	60/286 , annexe, par. 13	L'Assemblée générale [...] souhaite [...] continuer à coopérer, selon qu'il	Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente. La présidence de l'Assemblée générale a tenu de

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		conviendra, avec les parlements nationaux et régionaux, en particulier par l'intermédiaire de l'Union interparlementaire.		nombreuses réunions avec des représentants parlementaires en visite. L'Union interparlementaire participe également en tant qu'observatrice aux travaux de l'Assemblée générale.
H. Dispositions relatives à l'organisation des travaux				
33.	72/313 , par. 51 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 45	L'Assemblée générale [...] décide de continuer à réfléchir, dans le cadre du Groupe de travail spécial, à la forme que pourraient prendre et à la portée que pourraient avoir des directives visant à guider les États Membres dans la conduite des campagnes en vue des élections, l'objectif étant de renforcer les normes de transparence et d'équité.	Groupe de travail spécial	À sa soixante-douzième session, le Groupe de travail spécial a décidé de continuer à réfléchir, dans le cadre de ses travaux, à la forme que pourraient prendre et à la portée que pourraient avoir des directives visant à guider les États Membres dans la conduite des campagnes en vue des élections, l'objectif étant de renforcer les normes de transparence et d'équité. Cette réflexion s'est poursuivie durant la soixante-treizième session.
34.	55/285 , annexe, par. 19 <i>Voir également :</i> 51/241 , annexe, par. 28	Afin d'appliquer pleinement le paragraphe 28 de l'annexe à la résolution 51/241 , le Président de l'Assemblée générale est encouragé à recourir davantage à des intermédiaires, selon que de besoin.	Présidence de l'Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente.
35.	51/241 , annexe, par. 27	L'Assemblée générale est l'organe politique le plus élevé de l'Organisation qui ait une composition universelle. L'examen en Assemblée plénière doit être réservé aux questions urgentes et aux questions d'importance politique majeure, compte tenu des paragraphes 1 et 2 de l'annexe I de la résolution 48/264 de l'Assemblée générale.	Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente.
36.	51/241 , annexe, par. 28	Afin d'assurer systématiquement et dans la transparence la participation des délégations aux débats sur les décisions à prendre au sujet des questions examinées en séance plénière, le Président de l'Assemblée	Présidence de l'Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente. En général, la présidence de l'Assemblée générale fait le point des travaux en séance plénière pour toute question présentant une importance ou un intérêt particulier pour les États Membres.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		générale fera le point de ces travaux en séance plénière.		
37.	51/241 , annexe, par. 29	Le Secrétariat veillera, en consultant le Président, à donner la priorité aux demandes de salle de réunion et de services de conférence visant à faciliter ces consultations.	Secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente par le Secrétariat.
38.	72/313 , par. 39	L'Assemblée générale [...] demande à toutes les personnes présidant ou facilitant des mécanismes intergouvernementaux de faire en sorte que les négociations informelles soient menées pendant les horaires habituels de travail, afin que toutes les missions permanentes aient la possibilité de participer de façon active et constructive aux travaux de l'Organisation des Nations Unies.	Personnes présidant ou facilitant des mécanismes intergouvernementaux	Disposition appliquée de manière permanente.

I. Dispositions relatives aux débats thématiques et interactifs

39.	75/325 , par. 20 <i>Voir également :</i> 72/313 , par. 14 ; 71/323 , par. 15 ; 70/305 , par. 12 ; 69/321 , par. 12 ; 68/307 , par. 10 ; 67/297 , par. 7 ; 66/294 , par. 7 ; 65/315 , par. 6 ; 64/301 , par. 5 ; 60/286 , annexe, par. 3 ; 59/313 , par. 3 a) et 12 ; 58/126 , annexe, sect. B, par. 3	L'Assemblée générale [...] reconnaît l'intérêt qu'il y a à consacrer des débats thématiques ouverts et interactifs aux questions d'actualité qui revêtent une importance cruciale pour la communauté internationale, demande que ces débats soient rationalisés afin qu'y participent des représentants de haut niveau, invite sa présidence à tenir compte de l'ordre du jour ordinaire lorsqu'elle organise des débats de ce type, et prie instamment les États Membres de tenir compte des mandats existants lorsqu'ils en envisagent de nouveaux pour ses réunions et, à cet égard, de s'abstenir dans la mesure du possible de prévoir des réunions de haut niveau et des réunions	Présidence de l'Assemblée générale, États Membres	Disposition appliquée de manière permanente. La présidence de l'Assemblée générale annonce régulièrement à l'avance son intention d'organiser des débats thématiques interactifs, notamment dans le discours de remerciement prononcé au moment de l'élection à cette fonction. Elle informe ensuite les États Membres par écrit de la formule et de l'ordre du jour des débats thématiques à venir, dont les conclusions sont mises en ligne sur son site Web. La liste des débats thématiques organisés à chaque session peut être consultée sur le site Web de la présidence de l'Assemblée générale.
-----	---	---	---	--

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		commémoratives qui soient récurrentes.		
40.	72/313 , par. 16 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 16	L'Assemblée générale [...] prie la présidence de faire porter les réunions de haut niveau exclusivement sur des questions d'actualité qui revêtent une importance cruciale pour la communauté internationale, compte tenu des intérêts de l'ensemble des États Membres et l'accent étant mis sur les groupes les plus vulnérables, tout en souhaitant que les activités de nature strictement sectorielle ou thématique soient confiées aux six grandes commissions.	Présidence de l'Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente.
41.	72/313 , par. 45 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 39	L'Assemblée générale [...] prie la présidence, par souci de transparence, de continuer de joindre au résumé établi à l'issue des débats thématiques de haut niveau organisés par elle la liste des orateurs qui s'y sont exprimés.	Présidence de l'Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente.
J. Dispositions relatives à la coopération entre les organes principaux				
42.	72/313 , par. 8 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 8 ; 70/305 , par. 8 ; 69/321 , par. 8 ; 68/307 , par. 8 ; 66/294 , par. 10 ; 65/315 , par. 9 ; 64/301 , par. 7 et 8 ; 60/286 , annexe, par. 2 ; 58/126 , annexe, sect. A, par. 6 ; 55/285 , annexe, par. 21 ; 51/241 , annexe, par. 43	L'Assemblée générale [...] réaffirme que la relation entre les principaux organes de l'Organisation des Nations Unies est une relation de complémentarité et de renforcement mutuel, conforme à leurs fonctions, responsabilités, pouvoirs et compétences respectifs découlant de la Charte et strictement respectueuse de ceux-ci, et souligne à cet égard qu'il importe de renforcer encore la coopération, la coordination et l'échange d'informations entre les présidents des principaux organes et avec le Secrétariat, en particulier le Secrétaire général.	Présidence de l'Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente. Dans sa résolution 72/313 , l'Assemblée générale a invité la présidence à continuer de se réunir mensuellement avec le Secrétaire général et la présidence du Conseil de sécurité à des fins de coopération, de coordination et d'échange d'informations sur les questions transversales intéressant les activités de l'Organisation des Nations Unies (par. 91). Des réunions sont tenues régulièrement.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
43.	58/126 , annexe, sect. A, par. 5	Il convient que le Président du Conseil de sécurité continue d'informer régulièrement le Président de l'Assemblée sur les travaux du Conseil. Le Président de l'Assemblée peut souhaiter informer les États Membres sur les questions de fond abordées lors de ces rencontres.	Présidence du Conseil de sécurité, présidence de l'Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente. Les Président(e)s de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité se réunissent tous les mois.

K. Dispositions relatives à l'application et au suivi des résolutions

44.	75/325 , par. 6 <i>Voir également :</i> 74/303 , par. 5 ; 73/341 , par. 5 ; 72/313 , par. 4 ; 71/323 , par. 4 ; 70/305 , par. 4 ; 69/321 , par. 4 ; 68/307 , par. 4 ; 67/297 , par. 3 ; 66/294 , par. 3 ; 65/315 , par. 3 ; 64/301 , par. 3	L'Assemblée générale [...] décide également que le Groupe de travail spécial continuera d'examiner le tableau de ses résolutions sur la revitalisation de ses travaux annexé au rapport qu'il lui a présenté à sa soixante-quinzième session (A/75/973) et qu'à l'issue de cet examen il continuera de mettre à jour le tableau, qui sera annexé aux rapports qui lui seront présentés à ses soixante-seizième et soixante-dix-septième sessions, notamment en indiquant quelles dispositions ne sont pas encore appliquées et pour quelles raisons.	Assemblée générale (Groupe de travail spécial)	Disposition appliquée de manière permanente.
45.	75/325 , par. 7 <i>Voir également :</i> 73/341 , par. 6 ; 72/313 , par. 5 ; 71/323 , par. 5 ; 70/305 , par. 5 ; 69/321 , par. 5 ; 68/307 , par. 5 ; 67/297 , par. 3 ; 66/294 , par. 3 ; 65/315 , par. 3 ; 64/301 , par. 3	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétaire général de lui présenter un état actualisé de l'avancement de l'application des dispositions de ses résolutions sur la revitalisation auxquelles le Secrétariat n'a pas encore donné suite, en indiquant les difficultés rencontrées et les raisons pour lesquelles il ne l'a pas fait, le Groupe de travail spécial devant les examiner plus avant aux soixante-seizième et soixante-dix-septième sessions.	Secrétaire général	Le rapport du Secrétaire général sera publié durant la soixante-dix-septième session.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
46.	72/313 , par. 19 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 19 ; 70/305 , par. 15 ; 69/321 , par. 15	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétaire général de faire savoir aux États Membres, au titre des points de l'ordre du jour correspondants, quels sont les obstacles qui l'ont empêché d'appliquer les dispositions de ses résolutions qui concernent le Secrétariat.	Secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente. Le Secrétaire général rend compte de tous les aspects de l'application des résolutions dans les rapports qu'il établit conformément aux mandats intergouvernementaux.
47.	59/313 , par. 1	L'Assemblée générale [...] souligne que l'application effective des résolutions adoptées par l'Assemblée générale exige une volonté politique.	États Membres	Disposition appliquée de manière permanente. La disposition ne prévoit pas de mesure spécifique.
48.	58/126 , annexe, sect. A, par. 9	Il conviendrait que les États Membres et le Secrétariat envisagent des initiatives propres à assurer un meilleur suivi de l'application des résolutions de l'Assemblée, par exemple en communiquant en temps voulu des contributions aux rapports du Secrétaire général et en donnant effet à des propositions qui soient de nature à améliorer la suite donnée aux grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies.	États Membres, Secrétaire général	Le Secrétaire général adresse régulièrement des communications aux États Membres afin de solliciter des informations pertinentes.

Thème II : Méthodes de travail

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
A. Dispositions générales relatives au Règlement intérieur de l'Assemblée générale				
49.	72/313 , par. 47	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétaire général de lui soumettre, à sa soixante-treizième session, un rapport sur d'autres dates possibles d'ouverture de sa session ordinaire et leurs incidences financières et logistiques, ainsi que sur les éventuels	Secrétaire général	Le rapport du Secrétaire général intitulé « Ouverture des sessions ordinaires de l'Assemblée générale » (A/73/723) a été publié avant la première réunion du Groupe de travail. L'Assemblée générale a pris note du rapport dans sa résolution 73/341 (par. 38).

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		avantages et inconvénients des différentes options, compte tenu du fait qu'un tel changement n'aurait aucun effet sur l'ouverture du débat général en septembre.		
50.	<p>75/325, par. 46 et 48</p> <p><i>Voir également :</i></p> <p>73/341, par. 31 ; 72/313, par. 61 et 62 ; 71/323, par. 54 et 55</p>	<p>L'Assemblée générale [...] réaffirme qu'il faut continuer d'établir le <i>Journal des Nations Unies</i> dans les six langues officielles, comme le prévoit l'article 55 de son règlement intérieur, et souligne à cet égard qu'il importe d'enrichir le contenu publié dans les six langues officielles dans le <i>Journal</i>, prie de nouveau le Secrétaire général d'informer le Groupe de travail spécial, une fois par an, des progrès accomplis en la matière, et demande au Secrétariat de continuer de réfléchir à des options n'ayant pas d'incidences sur les coûts à cet égard.</p> <p>Considère qu'il est nécessaire de disposer d'un libre accès aux archives des déclarations faites par le passé et demande au Secrétariat de garantir, d'ici à la fin de la soixante-seizième session, que tous les documents téléchargés sur PaperSmart sont en libre accès et, également, de faire en sorte que cette plateforme soit remplacée par le module eStatements du <i>Journal des Nations Unies</i>.</p>	Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	<p>À la soixante-douzième session, les États Membres ont examiné le nouveau format et les nouvelles modalités de production et d'édition du <i>Journal des Nations Unies</i> dans le cadre des délibérations du Groupe de travail spécial.</p> <p>Dans sa résolution 71/323, l'Assemblée générale a décidé que pendant l'année civile 2018, les rubriques concernant les séances officielles de la journée, les séances officielles à venir et l'aperçu des séances officielles seraient publiées dans le <i>Journal</i> dans les six langues officielles et que les informations figurant dans les autres rubriques du <i>Journal</i> seraient publiées de janvier à août dans les langues qui étaient alors utilisées.</p> <p>Dans sa résolution 72/313, l'Assemblée générale a souligné qu'il importait d'enrichir le contenu publié dans les six langues officielles dans le <i>Journal</i>, prie de nouveau le Secrétaire général d'informer le Groupe de travail spécial, une fois par an, des progrès réalisés en la matière, et demandé au Secrétariat de continuer de réfléchir à des options n'ayant pas d'incidences sur les coûts à cet égard.</p> <p>Un exposé a été présenté au Groupe de travail spécial le 9 avril 2019 (voir la lettre de la Présidente de l'Assemblée générale en date du 18 avril 2019).</p> <p>Il n'y a pas eu d'exposé lors de la soixante-quatorzième session, le dialogue interactif entre le Secrétariat et les missions permanentes ayant été annulé à cause de la pandémie de COVID-19. Le</p>

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
				Secrétariat a continué de s'employer à exécuter le mandat. Un exposé a été présenté le 25 mars 2021. Un exposé a été présenté le 14 juin 2022.
51.	72/313 , par. 55	L'Assemblée générale [...] prend note de la mise en service de l'actualisation en temps réel du calendrier des réunions compte tenu de l'annulation et du report de certaines séances, et demande que cette pratique soit maintenue et que de nouvelles améliorations y soient apportées, en particulier la possibilité de s'abonner à des notifications automatiques par point de l'ordre du jour.	Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Disposition appliquée de manière permanente. Un exposé a été présenté au Groupe de travail spécial le 9 avril 2019 (voir la lettre de la Présidente de l'Assemblée générale en date du 18 avril 2019).
52.	60/286 , annexe, par. 24 <i>Voir également :</i> 75/325 , par. 50 ; 59/313 , par. 14	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétaire général de publier une version synthétique de son règlement intérieur dans toutes les langues officielles, sur papier et en ligne.	Secrétaire général	La version synthétique du Règlement intérieur (A/520/Rev.20) est disponible sur papier et en ligne. À partir de la dix-neuvième édition, la version numérique a été enrichie de liens hypertextes internes pour faciliter la navigation entre les références renvoyant d'un article du Règlement à un autre.
53.	60/286 , annexe, par. 24	L'Assemblée générale [...] prie le Bureau des affaires juridiques du Secrétariat de rendre accessible au public l'information relative aux précédents que les organes intergouvernementaux de l'Organisation ont établis et aux pratiques qu'ils ont adoptées.	Secrétaire général, Bureau des affaires juridiques	Disposition appliquée.
54.	72/313 , par. 58 et 59 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 51 et 52 ; 70/305 , par. 33 ; 68/307 , par. 24	L'Assemblée générale [...] prend note avec satisfaction des changements apportés au format, à la production et à l'édition du <i>Journal des Nations Unies</i> , et prie le Secrétariat de continuer à améliorer le <i>Journal</i> conformément aux	Secrétariat, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Le 28 mars 2017, la Secrétaire générale adjointe chargée du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a présenté des propositions innovantes en application de la résolution 70/305 (voir la lettre du Président de

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		<p>prescriptions formulées au paragraphe 51 de la résolution 71/323 et de présenter au Groupe de travail spécial, à la soixante-treizième session, les résultats de ces améliorations ;</p> <p>affirme le principe selon lequel le <i>Journal</i> donne un aperçu de toutes les réunions organisées dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, demande d'y répertorier les séances par ordre de tenue dans les catégories établies et d'y faire figurer toutes les séances organisées par les États, pour autant que les informations les concernant aient été communiquées au Groupe du <i>Journal</i> en temps voulu, et précise que l'existence de pages Web consacrées aux sessions d'organes ne dispense pas le <i>Journal</i> d'annoncer les manifestations parallèles.</p>		<p>l'Assemblée générale en date du 3 avril 2017).</p> <p>À la soixante et onzième session, les coprésidents de l'Assemblée ont créé un Groupe des Amis du <i>Journal</i> qui a tenu deux réunions. Les consultations se sont poursuivies pendant les négociations relatives au projet de résolution du Groupe de travail spécial, dont les conclusions sont reflétées aux paragraphes 51 à 55 de la résolution 71/323.</p> <p>Depuis le 1^{er} janvier 2018, le <i>Journal</i> est publié, sur papier et en version numérique rationalisée, conformément aux dispositions du paragraphe 51 de la résolution 71/323, dans laquelle l'Assemblée générale a pris note avec satisfaction des propositions sans incidence sur les coûts qui avaient été faites par la Secrétaire générale adjointe chargée du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences à la deuxième réunion thématique du Groupe de travail spécial concernant les changements qui pourraient être apportés au format, à la production et à l'édition du <i>Journal des Nations Unies</i>, notamment la rationalisation et la numérisation de son contenu et la création d'une interface conviviale, et décidé à cet égard que pendant l'année civile 2018, les rubriques concernant les séances officielles de la journée, les séances officielles à venir et l'aperçu des séances officielles seraient publiées dans le <i>Journal</i> dans les six langues officielles.</p> <p>À sa soixante-douzième session, l'Assemblée générale a pris note du fait que les États Membres avaient la possibilité d'annoncer leurs manifestations parallèles dans une section prévue à cet effet de la version numérique du <i>Journal des Nations Unies</i> (résolution 72/313, par. 41).</p>

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
				Un exposé a été présenté au Groupe de travail spécial le 9 avril 2019 (voir la lettre de la Présidente de l'Assemblée générale en date du 18 avril 2019).
55.	72/313 , par. 60 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 53	L'Assemblée générale [...] demande à tous les organes intergouvernementaux compétents de continuer de passer en revue les résumés de leurs réunions ainsi que les autres avis qui sont publiés dans le <i>Journal</i> pour en déterminer l'utilité, et de prendre les mesures nécessaires en vue de rationaliser encore davantage le format du <i>Journal</i> .	Grandes commissions, organes subsidiaires de l'Assemblée générale, Conseil économique et social, Conseil de sécurité	Disposition appliquée de manière permanente.
56.	72/313 , par. 34 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 32	L'Assemblée générale [...] rappelle également l'article 72 de son règlement intérieur et demande que, le cas échéant, le temps de parole soit strictement respecté par tous les orateurs s'exprimant dans son enceinte, sans perdre de vue que les orateurs doivent tous avoir les mêmes chances de s'exprimer dans les limites du temps imparti, ainsi que le prévoit son règlement intérieur.	États Membres	Disposition appliquée de manière permanente.
57.	72/313 , par. 35 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 33	L'Assemblée générale [...] invite de nouveau les présidents de ses réunions et des conférences des Nations Unies, en particulier dans les situations où il y a très peu de temps de disponible pour les débats, à envisager de recommander l'utilisation d'une formule du type « en vos titres et qualités respectifs », l'idée étant que les participants s'abstiennent d'énoncer les expressions protocolaires habituelles lors de leurs interventions.	Présidence de l'Assemblée générale, personnes qui président les réunions, États Membres	Disposition appliquée de manière permanente.

<i>N°</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
58.	71/323 , par. 46	L'Assemblée générale [...] décide [...] de modifier l'article 92 de son règlement intérieur en en supprimant la seconde phrase.	Secrétaire général	Disposition appliquée (voir A/520/Rev.19).
B. Dispositions relatives à l'organisation des séances : plénière, Bureau, grandes commissions				
59.	72/313 , par. 53	L'Assemblée générale [...] prend note de la pratique instaurée pour la procédure de dénombrement des suffrages exprimés au scrutin secret, qui n'autorise aucun téléphone portable ni appareil de communication électronique dans la salle où se déroule le dénombrement, de manière à garantir la confidentialité du scrutin et l'intégrité du secret du vote, et demande que cette pratique soit maintenue.	Secrétariat, États Membres (scrutateurs)	Disposition appliquée de manière permanente.
60.	71/323 , par. 47	L'Assemblée générale [...] décide en outre que les noms des candidats aux élections qui se tiennent dans son enceinte ou dans les grandes commissions doivent être communiqués au Secrétariat, si possible au moins 48 heures avant le scrutin, sauf dispositions contraires prévues par des règles bien précises régissant les élections concernées, et que ces noms doivent être imprimés sur les bulletins de vote, étant entendu qu'il faut garder de la place sur les bulletins de vote pour y inscrire d'autres noms, le cas échéant.	États Membres, Secrétariat	Disposition appliquée. Dans sa résolution 72/313 , l'Assemblée générale s'est félicitée de la bonne application des paragraphes 47 et 48 de la résolution 71/323 relatifs à la conduite des élections dans son enceinte et dans ses grandes commissions (par. 52).
61.	71/323 , par. 48	L'Assemblée générale [...] décide que, afin de préserver la dignité dans son enceinte comme dans ses grandes commissions, il ne peut être distribué le jour du scrutin, dans la salle de l'Assemblée générale ou celle où se réunit	États Membres	Disposition appliquée de manière permanente. Dans sa résolution 72/313 , l'Assemblée générale s'est félicitée de la bonne application des paragraphes 47 et 48 de la résolution 71/323 relatifs à la conduite des élections dans son enceinte et dans ses grandes commissions (par. 52).

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		sa commission, autre chose qu'une seule page d'informations concernant chaque candidat.		
62.	71/323, par. 42 <i>Voir également :</i> 70/305, par. 29	L'Assemblée générale [...] décide également que, sans préjudice des questions d'accessibilité, pour toutes ses séances plénières y compris celles des réunions de haut niveau, la disposition des places suivra l'ordre alphabétique anglais, en commençant par le nom du pays choisi par tirage au sort chaque année et en évitant de faire des distinctions entre les États Membres fondées sur le rang du chef de la délégation.	Présidence de l'Assemblée générale, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Disposition appliquée de manière permanente.
63.	73/341, par. 33 et 34, et 36 et 37 <i>Voir également :</i> 75/325, par. 49	33. [L'Assemblée générale] décide que pour toutes ses séances et celles de ses organes subsidiaires, les dispositions décrites ci-après devraient être prises pour que les représentantes et représentants en situation de handicap disposent de places accessibles : a) lorsqu'une délégation fait une demande de place accessible, l'attribution des places dans une salle de réunion donnée est modifiée de sorte que la délégation qui a fait la demande puisse disposer de la place accessible la plus proche de celle qu'elle occupe conformément à l'ordre établi pour chaque session de l'Assemblée générale ; les autres délégations se décalent d'une place ; b) si plusieurs demandes de place accessible sont présentées, les délégations qui en ont fait la demande prendront les places accessibles les plus proches	Secrétariat, États Membres (Assemblée générale et autres organes principaux de l'Organisation et leurs organes subsidiaires)	Disposition appliquée de manière permanente. Le <i>Journal des Nations Unies</i> a été actualisé en conséquence durant la soixante-seizième session. En application du paragraphe 49 de la résolution 75/325, le Secrétariat informera le Groupe de travail spécial, à sa soixante-seizième session, des progrès accomplis et des moyens à mettre en œuvre pour améliorer l'accessibilité des locaux du Siège de l'Organisation des Nations Unies pour les personnes en situation de handicap.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		<p>des places qu'elles occupent conformément à l'ordre établi pour chaque session de l'Assemblée ; les autres délégations se décalent du nombre de places correspondant, en tenant compte des places réattribuées aux délégations qui en ont fait la demande.</p> <p>34. [Elle] demande à cet égard au Secrétariat d'informer dès que possible les États Membres de toute modification apportée à l'attribution des places dans les salles de conférence.</p> <p>36. [Elle] invite les autres organes principaux de l'Organisation et leurs organes subsidiaires à faire des aménagements semblables à ceux énoncés aux paragraphes 33 et 34 de la présente résolution, pour les séances qu'ils tiennent.</p> <p>37. [Elle] prie le Secrétariat de porter cette décision à l'attention de tout État, organisation ou entité souhaitant organiser une réunion à l'Organisation, et encourage les États, organisations et entités concernés à prendre des dispositions pour attribuer les places accessibles selon les modalités énoncées aux paragraphes 33 et 34 de la présente résolution.</p>		
64.	<p>75/325, par. 19</p> <p><i>Voir également :</i></p> <p>72/313, par. 44 ;</p> <p>71/323, par. 38 ;</p> <p>70/305, par. 26 ;</p> <p>69/321, par. 27 ;</p> <p>68/307, par. 18 ;</p> <p>67/297, par. 18 ;</p>	<p>L'Assemblée générale [...] souligne qu'il est urgent de préserver la place prépondérante et l'importance de son débat général, ainsi que la pratique établie en la matière, et :</p> <p>a) souligne qu'il faut limiter le nombre de manifestations de haut niveau</p>	<p>Présidence de l'Assemblée générale, présidence des grandes commissions, États Membres, Secrétaire général</p>	<p>Disposition appliquée de manière permanente.</p> <p>Le Président de l'Assemblée à sa soixante-douzième session a décidé que la Représentante permanente du Ghana dirigerait les consultations informelles sur le projet de décision de l'Assemblée générale concernant les réunions de haut niveau de l'Assemblée en septembre 2019</p>

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
66/294, par. 20 ; 65/315, par. 16		<p>qui se tiennent en marge du débat général à celles qui revêtent une importance capitale et requièrent l'attention immédiate des chefs d'État ou de gouvernement, et prie sa présidence et les États Membres, en étroite coordination avec le Secrétaire général et les chefs des autres organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, de tenir dûment compte de ces aspects lorsqu'ils planifient les manifestations de la semaine de haut niveau, qui se tient en septembre, et de ne pas perdre de vue les mandats existants sur lesquels les États Membres se sont entendus ;</p> <p>b) engage les États Membres et le système des Nations Unies à limiter, individuellement et collectivement, le nombre de manifestations se tenant parallèlement au débat général ou en marge de celui-ci, ainsi que d'autres réunions de haut niveau, notamment en se consultant pour repérer les manifestations parallèles qui porteraient sur des sujets similaires afin de réduire au minimum les chevauchements et en donnant au Secrétariat des informations détaillées sur les manifestations parallèles prévues ;</p> <p>c) prie le Secrétariat de télécharger dans le <i>Journal des Nations Unies</i> des informations sur les manifestations parallèles, lorsque les organisateurs en donnent ;</p> <p>d) invite les États Membres à poursuivre la réflexion sur</p>		<p>(soixante-quatorzième session). À la 110^e séance plénière de sa soixante-douzième session, le 6 août 2018, l'Assemblée a décidé de transmettre à sa soixante-treizième session le projet de décision, pour suite à donner (voir décision 72/559). À la 52^e séance plénière de sa soixante-treizième session, le 13 décembre 2018, l'Assemblée, sur la proposition de sa présidente, a adopté le projet de décision, tel que révisé oralement (voir décision 73/522).</p> <p>Le Secrétariat joue un rôle dynamique en fournissant, comme il le lui a été demandé, des conseils lors des consultations sur les réunions plénières de haut niveau, débats thématiques de haut niveau, autres manifestations prévues non loin de la date de la tenue du débat général, afin d'en optimiser la programmation et la répartition. Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences tient les États Membres régulièrement informés également des dispositions prises en vue du débat général à venir et d'autres réunions de haut niveau convoquées aux alentours de cette date.</p> <p>Par ailleurs, le Cabinet du Secrétaire général a adopté un mécanisme interne de coordination des initiatives émanant des départements et bureaux du Secrétariat ainsi que des organismes, fonds et programmes des Nations Unies.</p> <p>Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences tient les hauts responsables des autres départements régulièrement informés des enseignements retenus et des pratiques optimales en matière d'organisation et de programmation des réunions de haut niveau.</p>

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		les efforts visant à limiter le nombre de manifestations se tenant parallèlement au débat général ou en marge de celui-ci et d'autres réunions de haut niveau, en vue de faire le point sur la question à sa soixante-dix-huitième session et d'envisager les mesures à prendre pour améliorer encore la situation, le cas échéant.		
65.	70/305, par. 19 <i>Voir également :</i> 69/321, par. 21 ; 68/307, par. 17 ; 67/297, par. 17	L'Assemblée générale [...] se félicite que les membres non permanents du Conseil de sécurité et les membres du Conseil économique et social soient élus six mois environ avant leur entrée en fonctions, se félicite également de la note du Président du Conseil de sécurité dans laquelle celui-ci invite les membres élus au Conseil à assister à certaines de ses réunions et activités à compter du 1 ^{er} octobre précédant immédiatement le début de leur mandat, et se félicite en outre de ce qui est fait pour offrir aux membres élus, en temps opportun, des occasions de se préparer à exercer leur mandat au Conseil de sécurité.	Assemblée générale	Disposition devant être appliquée de manière permanente. Disposition appliquée pour la première fois à la soixante-dixième session (élection des membres du Conseil économique et social le 14 juin 2016 ; election de membres non permanents du Conseil de sécurité le 28 juin 2016). Dans sa résolution 72/313, l'Assemblée générale a salué les efforts qui étaient faits pour donner aux membres élus du Conseil de sécurité les moyens de préparer leur mandat et s'est félicitée de la note du Président du Conseil dans laquelle le Conseil invitait les membres élus à participer à titre d'observateur à certaines de ses séances et activités à compter du 1 ^{er} octobre précédant immédiatement le début de leur mandat (par. 26).
66.	72/313, par. 9 <i>Voir également :</i> 71/323, par. 9 ; 70/305, par. 9 ; 69/321, par. 9 ; 66/294, par. 9 ; 65/315, par. 8	L'Assemblée générale [...] rappelle la pratique voulant que le Secrétaire général la tienne régulièrement informée, à l'occasion de réunions informelles, de ses priorités, de ses voyages et de ses activités les plus récentes, y compris sa participation à des réunions et manifestations internationales organisées en dehors de l'Organisation des Nations Unies, et invite le Secrétaire	Secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente. Le Secrétaire général tient les États Membres régulièrement informés, dans le cadre des séances plénières informelles de l'Assemblée générale, de ses priorités, de ses voyages et de ses activités les plus récentes. Ainsi, à la soixante-seizième session, il a informé l'Assemblée de ses priorités pour 2022 le 19 janvier 2022, lui a présenté son rapport sur le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières le 16 février 2022, fait un compte rendu oral sur la situation relative aux droits

<i>N°</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
		général à continuer de ce faire.		humains en République arabe syrienne le 8 avril 2022 et présenté les recommandations figurant dans son rapport intitulé « Notre Programme commun » (A/75/982) le 4 août 2022.
67.	72/313 , par. 33 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 31 ; 70/305 , par. 24 ; 69/321 , par. 25	L'Assemblée générale [...] rappelle les articles 153 et 154 de son règlement intérieur et engage les présidents des grandes commissions et le Secrétaire général à veiller, dans le cadre de leur mandat, au respect des dispositions qui y sont énoncées.	Présidence des grandes commissions, Secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente.
68.	59/313 , par. 11	L'Assemblée générale [...] engage vivement tous les présidents de séance de l'Assemblée générale à ouvrir les séances à l'heure.	Secrétaire général, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Disposition appliquée de manière permanente par le Secrétariat. Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences fournit périodiquement aux personnes qui président les séances des statistiques sur les incidences financières de l'application de cette disposition (A/61/483 , p. 19, et A/62/608). Dans sa résolution 72/313 , l'Assemblée générale a demandé instamment à tous les présidents et États Membres de respecter scrupuleusement l'heure prévue d'ouverture de ses séances et de celles de ses organes subsidiaires (par. 38).
69.	58/316 , annexe, par. 1 b)	À compter de sa cinquante-neuvième session, les réunions plénières de l'Assemblée générale se tiendront normalement les lundis et jeudis.	Secrétaire général, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Disposition appliquée de manière permanente dans la mesure du possible.
70.	58/126 , annexe, sect. B, par. 2	Les travaux des grandes commissions de l'Assemblée gagneraient peut-être à être organisés en deux périodes de fond par session. Afin de permettre à l'Assemblée d'envisager des changements en la matière, à compter de la	Secrétaire général	Mesure ponctuelle. Comme suite à cette demande, le Secrétariat a fait distribuer une note intitulée « Options pour l'établissement d'un nouveau calendrier pour les travaux des grandes commissions de l'Assemblée générale » (A/58/CRP.3), que l'Assemblée

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		soixantième session de l'Assemblée, le Secrétaire général est prié de soumettre, le 1 ^{er} février 2004 au plus tard, plusieurs options à l'examen du Bureau, compte tenu des exigences des organes intergouvernementaux intéressés et des différents lieux où ils se réunissent, ainsi que du cycle budgétaire.		générale a examinée à sa cinquante-huitième session (A/61/483 , p. 12, et A/62/608 , p. 7).

C. Dispositions relatives au débat général

71.	71/323 , par. 41 <i>Voir également :</i> 70/305 , par. 28	L'Assemblée générale [...] décide que, suffisamment longtemps avant l'ouverture de chaque session ordinaire ou extraordinaire, le Secréariat, notamment les services du protocole et de la sécurité, s'entretiendront avec tous les États Membres sur tous les aspects de l'organisation du débat de haut niveau du débat général et de toutes autres activités nécessitant des dispositions particulières.	Secrétariat (Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences, Département de la sûreté et de la sécurité)	Disposition appliquée de manière permanente. Le Secréariat informe régulièrement les États Membres sur les modalités d'organisation du débat général. En outre, il publie une note d'information avant l'ouverture du débat de haut niveau annuel.
72.	72/313 , par. 46 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 40 ; 70/305 , par. 27 ; 69/321 , par. 28 ; 68/307 , par. 19 ; 57/301 , par. 2 ; 51/241 , annexe, par. 19 et 20 a)	L'Assemblée générale [...] souhaite que les réunions de haut niveau se tiennent durant la première moitié de l'année, dans les limites des ressources existantes, compte tenu du calendrier des conférences et sans préjudice de la pratique actuelle consistant à tenir une réunion de haut niveau en septembre, au début de chacune de ses sessions.	Secrétaire général, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Les débats de haut niveau, notamment thématiques, organisés par la présidence de l'Assemblée générale ont généralement lieu pendant les six premiers mois de l'année (c'est-à-dire durant la reprise de la session).
73.	72/313 , par. 40 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 34	L'Assemblée générale [...] décide de continuer de réfléchir à la façon de rationaliser le nombre de manifestations parallèles qui ont lieu en marge du débat général de haut niveau, en gardant à l'esprit la nécessité que les règles de la	Groupe de travail spécial, États Membres	Disposition appliquée de manière permanente.

<i>N°</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
		bienséance y soient respectées, et de renforcer la pertinence de celui-ci, et préconise que les manifestations parallèles tenues au Siège de l'Organisation des Nations Unies aient lieu en dehors des heures où le débat général s'y déroule.		
74.	51/241 , annexe, par. 20 b) à e)	<p>La liste des orateurs devant intervenir durant le débat général sera établie en fonction des principes suivants :</p> <p>b) Les États Membres seront invités à indiquer trois choix en ce qui concerne le moment où ils préféreraient prendre la parole ;</p> <p>c) Les États Membres désireux d'organiser des réunions de groupe ou de participer à de telles réunions durant la période du débat général seront encouragés à coordonner leur choix et à indiquer clairement leurs préférences ;</p> <p>d) Le Secrétariat sera prié d'établir la liste des orateurs compte tenu des traditions et des préférences indiquées afin de satisfaire au mieux les États Membres ;</p> <p>e) La liste quotidienne des orateurs sera épuisée et aucune intervention ne sera renvoyée au lendemain, quelles que soient les incidences sur les heures de travail.</p>	Secrétaire général, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Disposition appliquée de manière permanente par le Secrétariat. La liste est établie en fonction des préférences qui ont été émises, de la tradition ou de critères internes (demande écrite de la part d'un État Membre, niveau de représentation, tour de parole précédent, représentation équilibrée des femmes et des hommes et répartition géographique).
75.	72/313 , par. 15	L'Assemblée générale [...] recommande à cet égard, sauf décision contraire, de ne prévoir aucun débat sur d'autres points de l'ordre du jour lors des journées consacrées au débat général.	Assemblée générale, Secrétaire général, États Membres	Disposition appliquée de manière permanente.

<i>N°</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
D. Dispositions relatives à la conduite des débats : limitation du temps de parole				
76.	59/313 , par. 10	L'Assemblée générale [...] décide que, pour les séances plénières de l'Assemblée générale et les séances de ses grandes commissions, le temps de parole sera limité conformément aux articles 72 et 114 de son règlement intérieur.	États Membres, Secrétaire général, présidence de l'Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente par le Secrétariat, la présidence de l'Assemblée générale et les États Membres, sans perdre de vue le droit souverain de chaque État Membre d'exprimer sa position.
77.	59/313 , par. 13	L'Assemblée générale [...] invite les délégations qui souscrivent à une déclaration faite au nom d'un groupe d'États Membres à limiter autant que possible toute intervention subsidiaire prononcée au nom de leur pays à des points qui n'ont pas été suffisamment traités dans ladite déclaration, sans perdre de vue le droit souverain de chaque État Membre d'exprimer sa position.	États Membres	Disposition devant être appliquée par les États Membres, sans perdre de vue le droit souverain de chaque État Membre d'exprimer sa position.
78.	51/241 , annexe, par. 22	En dehors du débat général, le temps de parole en séance plénière et dans les grandes commissions sera limité à 15 minutes.	États Membres	Disposition appliquée de manière permanente. Disposition devant être appliquée par les États Membres, sans perdre de vue le droit souverain de chaque État Membre d'exprimer sa position.

E. Dispositions relatives aux technologies modernes

79.	75/325 , par. 47 <i>Voir également :</i> 73/341 , par. 32 ; 72/313 , par. 54 71/323 , par. 49 ; 70/305 , par. 32 ; 69/321 , par. 31 ; 68/307 , par. 20 ; 67/297 , par. 20 et 21 ; 66/294 , par. 15 et 23 ; 64/301 , par. 19	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétariat de continuer d'améliorer, d'harmoniser et de regrouper les services électroniques fournis aux États Membres sur le portail e-deleGATE en vue de créer pour les représentantes et représentants un véritable espace de travail en ligne, dans les six langues officielles, l'objectif étant de faire des économies, de réduire l'empreinte	États Membres, Secrétariat	Disposition appliquée de manière permanente. Les services à l'usage des délégations, pour les réunions plénières comme pour celles des six grandes commissions, sont centralisés grâce au portail e-deleGATE. C'est notamment le cas de eSpeakers, de eSponsorship, de e-List of participants et de CandiWeb. Le portail e-deleGATE facilite l'accès à la documentation d'avant session, de session et d'après session pour ces réunions. Il donne également accès à l'ensemble de la correspondance
-----	--	--	----------------------------	--

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		écologique et d'améliorer la distribution des documents .		<p>officielle de l'Organisation adressée aux États Membres. Il sert aussi à communiquer les lettres de la présidence de l'Assemblée générale et à conserver des archives.</p> <p>Au sein des grandes commissions, les délégations tirent de plus en plus parti de la possibilité qui leur est donnée de diffuser leurs déclarations par voie électronique et de donner lecture d'une version abrégée de leur déclaration. Depuis la soixante-seizième session, tous les projets sont déposés électroniquement via le portail e-deleGATE.</p> <p>Après l'adoption de la résolution 75/325, le Secrétariat a commencé à prendre des dispositions pour que le texte statique qui apparaît sur le portail e-deleGATE soit disponible dans les six langues officielles en 2023.</p> <p>À la soixante- seizième session, un modèle a vu le jour qui permet de consigner les informations relatives aux réunions intergouvernementales de l'Assemblée générale et de ses organes subsidiaires et d'autres organes intergouvernementaux. Le Secrétariat peut ainsi faire des mises à jour automatiques ou publier des récapitulatifs plus tôt et offrir de nouveaux services.</p>
80.	72/313 , par. 36	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétariat d'assurer l'accès, par l'intermédiaire du portail e-deleGATE, aux listes provisoires d'orateurs s'exprimant aux réunions et conférences de l'Organisation des Nations Unies, avant la fin du jour ouvrable qui précède ces réunions ou conférences.	Secrétariat	<p>Disposition appliquée de manière permanente. Les listes provisoires d'orateurs s'exprimant aux réunions de l'Assemblée générale, des grandes commissions et organes subsidiaires de celle-ci ainsi que du Conseil économique et social et des organes subsidiaires de celui-ci qui utilisent le portail e-deleGATE sont généralement distribuées par courrier électronique au plus tard la veille de la réunion.</p> <p>Comme indiqué à l'occasion d'un dialogue interactif tenu à la soixante-seizième session, on s'emploie à communiquer aux délégations les listes d'orateurs de sorte que les</p>

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
				représentants n'aient pas à s'adresser aux membres du personnel du Secrétariat dans les salles de conférence.
81.	72/313 , par. 42 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 36	L'Assemblée générale [...] décide que le dialogue interactif complet entre les missions permanentes et le Secrétariat se tenant dans le cadre du Groupe de travail spécial, comme le prévoit le paragraphe 10 de la résolution 71/323 , sera diffusé sur le Web, à l'instar de son débat général et de ses réunions thématiques.	Département de la communication globale	Disposition appliquée de manière permanente.
82.	71/323 , par. 35	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétariat de prévoir un outil qui permette aux États Membres et aux organismes des Nations Unies de télécharger et de publier des informations sur les manifestations parallèles qu'ils organisent au Siège de l'Organisation tout au long de l'année.	Secrétariat	Dans sa résolution 72/313 , l'Assemblée générale a pris note du fait que les États Membres avaient la possibilité d'annoncer leurs manifestations parallèles dans une section prévue à cet effet de la version numérique du <i>Journal des Nations Unies</i> (par. 41).
83.	71/323 , par. 50	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétariat d'étudier les moyens de mettre à jour en temps réel le calendrier des réunions compte tenu de l'annulation et du report de certaines séances, comme cela se fait actuellement sur les écrans au Siège de l'Organisation, grâce à une application conviviale pour appareils électroniques, et de présenter les options en présence au Groupe de travail spécial à sa soixante-douzième session.	Secrétariat	Disposition appliquée.
84.	70/305 , par. 18 <i>Voir également :</i> 69/321 , par. 20	L'Assemblée générale [...] prie à nouveau le Secrétaire général de faire figurer dans le rapport qu'il lui présentera à sa soixante et onzième session, au titre de la question	Secrétaire général	Disposition appliquée (voir A/71/116 , par. 19).

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		intitulée « Plan des conférences », des renseignements concernant la raison pour laquelle les coûts supplémentaires afférents à l'utilisation des services de conférence du Siège de l'Organisation pendant les heures de travail sont actuellement à la charge des États Membres.		
85.	66/294, par. 24 <i>Voir également :</i> 65/315, par. 19 ; 64/301, par. 21 ; 63/309, par. 9 ; 60/286, annexe, par. 28 ; 59/313, par. 15 ; 55/285, annexe, par. 24 a)	L'Assemblée générale [...] décide que le Groupe de travail spécial continuera d'examiner les moyens de rendre les scrutins plus rapides, plus efficaces et plus sûrs, en insistant de nouveau sur la nécessité d'en garantir la crédibilité, la fiabilité et la confidentialité, et demande au Secrétariat de l'informer de toute nouvelle avancée technologique en la matière, étant entendu qu'elle se prononcera en séance plénière sur l'adoption de tout nouveau système de vote.	Secrétariat, Assemblée générale (Groupe de travail spécial)	Le Groupe de travail spécial est informé périodiquement par le Secrétariat des nouvelles avancées technologiques. Pendant la soixante-treizième session, le Groupe de travail spécial a entendu le Bureau de l'informatique et des communications au cours de consultations.
86.	63/309, par. 7	L'Assemblée générale [...] demande aux États Membres de répondre à l'examen annuel lancé par la Division des réunions et des services de publication du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences relativement à la diffusion de documents sur papier aux missions, en tenant compte des économies et de la réduction de l'impact environnemental qui peuvent en résulter, afin d'améliorer la qualité et la diffusion de ces documents.	États Membres	Disposition appliquée de manière permanente. Les États Membres ont répondu favorablement à l'examen annuel lancé par la Division des réunions et des services de publication, ce qui s'est traduit par une réduction des demandes de documents des organes délibérants sur support papier et par une augmentation du nombre de demandes d'e-abonnement aux exemplaires numériques des documents.
87.	55/285, annexe, par. 24 b) et c)	Vu l'unanimité en la matière, le Secrétaire général est prié de présenter à l'Assemblée	Secrétaire général	Disposition appliquée. Le Système de diffusion électronique des documents est à présent parfaitement opérationnel. Par ailleurs, la section

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		<p>générale pour examen diverses propositions :</p> <p>b) Installation de matériel informatique dans les grandes salles de conférence du Siège, pour permettre aux membres des délégations et aux fonctionnaires du Secrétariat d'accéder au Système de diffusion électronique des documents et aux autres bases de données de l'Organisation ainsi qu'à Internet, de consulter sur écran le texte des déclarations et des rapports et, dans ce dernier cas, d'accéder aux textes dans toutes les langues officielles ;</p> <p>c) Toutes propositions concernant d'autres domaines d'activité de l'Assemblée où l'utilisation des technologies modernes, en particulier des technologies de l'information, contribueraient à renforcer l'efficacité des méthodes de travail de l'Assemblée.</p>		<p>« eStatements » du <i>Journal des Nations Unies</i>, qui a remplacé le portail PaperSmart, permet d'accéder électroniquement aux textes de déclarations des États Membres. À l'instar du Système de diffusion électronique des documents, le <i>Journal</i> et plusieurs sites Web permettent d'accéder électroniquement aux rapports et aux documents destinés aux organes délibérants dans toutes les langues officielles.</p>
88.	51/241, annexe, par. 45	Le Secrétaire général est prié d'appliquer en matière d'informatique un plan offrant diverses options qui permette à toutes les missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies et au grand public d'accéder directement aux documents et aux informations pertinentes des Nations Unies. À moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement, les documents sur papier continueront d'être distribués aux missions permanentes, selon leurs besoins. S'il convient de saluer les progrès accomplis par le Groupe de travail spécial à composition non limitée du Conseil	Secrétaire général	<p>Disposition appliquée. Le Système de diffusion électronique des documents est pleinement opérationnel et accessible. En sus de la diffusion par voie électronique, des documents sur papier continuent d'être distribués aux missions permanentes qui en font la demande.</p> <p>En ce qui concerne le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'informatique du Conseil économique et social, c'est en 2011 que le Conseil a été saisi d'un rapport sur la question pour la dernière fois. À cette époque, le Conseil a pris acte du rapport, mais aucune proposition ne lui a été présentée pour examen. Cette question a été inscrite à l'ordre du jour pour la dernière fois en 2012. Le Conseil économique et social n'a été</p>

<i>N°</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
		économique et social sur l'informatique, de nouveaux efforts pourraient être déployés, dans des délais spécifiés, pour harmoniser et améliorer les systèmes d'information des Nations Unies. Une assistance sera fournie à tous les pays, en particulier les pays en développement, pour qu'ils utilisent pleinement ces outils. Il conviendrait de prendre les dispositions voulues pour former les délégations en ce sens. Dans toute la mesure possible, il faudra également prévoir plus de moyens dans les locaux de l'Organisation pour que les délégations puissent se servir de ces outils. Les documents et informations pertinentes devraient être disponibles en ligne dans toutes les langues officielles de l'Organisation.		saisi d'aucun document ni d'aucune proposition pour examen.
89.	51/241 , annexe, par. 46	Le Secrétaire général est encouragé à faire figurer dans son rapport sur l'exécution des mandats des informations sur l'effet des améliorations technologiques en comparant les résultats obtenus et les objectifs recherchés.	Secrétaire général	Voir les observations formulées au sujet des dispositions 87 et 88 ci-dessus.

F. Dispositions relatives à la documentation : résolutions (voir également partie I)

90.	66/294 , par. 21 <i>Voir également :</i> 65/315 , par. 17	L'Assemblée générale [...] engage les États Membres, les organes de l'Organisation et le Secrétariat à se consulter sur le regroupement des documents, afin d'éviter que certaines tâches soient effectuées en double, et à s'efforcer, en faisant preuve de la plus grande discipline possible, de veiller à ce que les résolutions, rapports et autres documents qu'ils établissent soient concis, notamment en renvoyant aux	États Membres, Secrétariat	Disposition appliquée de manière permanente. Cette question est fréquemment examinée par divers organes intergouvernementaux.
-----	---	---	----------------------------	---

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		documents antérieurs plutôt que d'en reproduire la teneur, et de s'en tenir aux principaux thèmes.		
G. Dispositions relatives à la documentation : regroupement des rapports				
91.	60/286 , annexe, par. 29 <i>Voir également :</i> 59/313 , par. 16 ; 58/316 , annexe, par. 6 c) ; 58/126 , annexe, sect. B, par. 7	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétaire général de continuer à appliquer les mesures énoncées au paragraphe 20 de sa résolution 57/300 relatif au regroupement des rapports, et au paragraphe 6 de l'annexe à sa résolution 58/316 relatif à la documentation.	Secrétaire général	En application de la disposition énoncée dans la résolution 57/300 , le Secrétariat a publié une note intitulée « Contrôle et limitation de la documentation » (A/58/CRP.7). Depuis que cette résolution a été adoptée, un certain nombre de rapports de synthèse ont été établis dans les cas opportuns (A/61/483 , p. 21, et A/62/608). Les grandes commissions examinent régulièrement la question du regroupement de la documentation, notamment lors de l'examen de leurs méthodes de travail dans le cadre de la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale.
92.	59/313 , par. 16 <i>Voir également :</i> 58/316 , annexe, par. 6	À la lumière de sa décision au paragraphe 7 de la section B de l'annexe à la résolution 58/126 , selon laquelle il conviendrait de réduire l'imposante quantité de documents dont l'Assemblée générale est saisie, le Secrétaire général est prié de : a) Mettre à jour la note du Secrétariat intitulée « Contrôle et limitation de la documentation » (A/58/CRP.7), compte tenu des dispositions de la présente résolution ; b) Soumettre la note du Secrétariat mise à jour au Bureau pour examen, lors de discussions ouvertes, afin que celui-ci puisse faire des recommandations à l'Assemblée générale à sa cinquante-neuvième session.	Secrétaire général	En application de la disposition énoncée dans la résolution 57/300 , le Secrétariat a publié une note intitulée « Contrôle et limitation de la documentation » (A/58/CRP.7). Cette note n'a pas été actualisée car la proposition d'actualisation n'a pas été avalisée par les États Membres.

<i>N°</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
93.	55/285 , annexe, par. 16	Lors de l'établissement du mémorandum annuel concernant l'application des résolutions et décisions de l'Assemblée générale, le secrétariat de l'Assemblée, en consultation avec les départements organiques du Secrétariat, devrait chercher à développer des synergies et s'efforcer de fusionner les rapports.	Secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente par le Secrétariat. Le mémorandum annuel concernant l'application des résolutions comprend un paragraphe sur la nécessité de s'efforcer de fusionner les rapports.
H. Dispositions relatives à l'établissement et à la publication des rapports				
94.	66/294 , par. 21 <i>Voir également :</i> 59/313 , par. 18 ; 49/221 B, par. 6 c)	L'Assemblée générale [...] demande [aux États Membres, aux organes de l'Organisation et au Secrétariat] de respecter les dates limites de soumission des documents afin que ceux-ci puissent être traités dans les temps, avant d'être soumis à l'examen des organes intergouvernementaux.	États Membres, Secrétariat	Disposition appliquée de manière permanente. Pour donner suite à cette demande, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a conclu avec le Secrétaire général un accord qui prévoit une tolérance zéro pour le retard dans la soumission des documents (A/61/483 et A/62/608).
95.	55/285 , annexe, par. 18	Le Secrétaire général est invité à formuler de nouvelles suggestions quant aux moyens d'accélérer l'établissement des rapports et de rationaliser l'organisation des réunions. Le Secrétaire général tiendra le Président de l'Assemblée générale et le Bureau régulièrement informés de la situation dans ce domaine, tout au long des sessions de l'Assemblée.	Secrétaire général	Le Secrétaire général continue de faire des recommandations dans ses mémorandums sur l'organisation des travaux de l'Assemblée, l'adoption de l'ordre du jour et la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour (voir par exemple le mémorandum le plus récent, publié sous la cote A/BUR/77/1).
96.	59/313 , par. 17	L'Assemblée générale [...] encourage les États Membres qui ont besoin d'informations additionnelles à demander qu'elles leur soient communiquées oralement ou, si elles le sont par écrit, sous la forme de fiches d'information, d'annexes, de tableaux ou sous d'autres	États Membres	Disposition devant être appliquée par les États Membres.

<i>N°</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
		formes analogues, et les invite à suivre plus systématiquement cette pratique.		
97.	55/285 , annexe, par. 17	Lorsque, en vertu de résolutions de l'Assemblée générale, les États Membres ou les organismes des Nations Unies sont invités à présenter leurs vues ou à fournir des informations, ils devraient s'attacher à le faire dans les délais prescrits.	États Membres	Disposition devant être appliquée par les États Membres.
I. Dispositions relatives au rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation				
98.	55/285 , annexe, par. 14 <i>Voir également :</i> 51/241 , annexe, par. 7	En ce qui concerne l'application du paragraphe 7 de l'annexe à la résolution 51/241 , le Président de l'Assemblée générale, après que l'Assemblée aura examiné le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation, évaluera l'état d'avancement du débat qu'elle aura consacré à ce rapport, pour qu'elle détermine s'il convient de prendre de nouvelles décisions en la matière.	Présidence de l'Assemblée générale	Il est d'usage que le Secrétaire général présente son rapport au début du débat général. La présidence de l'Assemblée générale fait donc part de son évaluation au terme du débat général. Tout autre bilan fait par la présidence est présenté après les séances plénières de l'Assemblée générale.
99.	51/241 , annexe, par. 4	L'introduction [du] rapport [du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation] devrait consister en un résumé de synthèse faisant ressortir les principales questions.	Secrétaire général	Disposition appliquée par le Secrétariat. L'introduction du rapport sur l'activité de l'Organisation est présentée sous la forme d'un résumé faisant ressortir les principales questions.
100.	51/241 , annexe, par. 5 <i>Voir également :</i> 55/285 , annexe, par. 13	Dans le corps du rapport, l'exposé doit être complet, éclairant et analytique, afin que les États Membres puissent déterminer, notamment lorsqu'ils examineront le rapport, dans quelle mesure les activités prescrites par l'Assemblée générale ont été exécutées et fixer un ordre de priorité pour les principales questions	Secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente par le Secrétariat.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		politiques, économiques et sociales, administratives et financières inscrites à l'ordre du jour.		
101.	51/241, annexe, par. 6 <i>Voir également :</i> 55/285, annexe, par. 13	Le rapport devra comprendre un chapitre ayant un caractère prospectif, où seront exposés les buts précis que le Secrétariat se fixe pour l'année à venir dans le contexte du plan de travail de l'Organisation portant sur cette période, compte tenu du plan à moyen terme et du fait que c'est aux États Membres qu'il incombe de fixer l'ordre des priorités.	Secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente par le Secrétariat.
102.	51/241, annexe, par. 9 <i>Voir également :</i> 55/285, annexe, par. 13	Le rapport [du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation] comportera notamment une annexe analytique concise présentant dans le détail le coût des grands programmes et activités de tous les organismes des Nations Unies, situés à New York ou ailleurs, conformément à leurs mandats, pour donner aux États Membres une meilleure vue d'ensemble des questions traitées par l'ensemble du système.	Secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente par le Secrétariat.
103.	51/241, annexe, par. 3	Le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation devrait être disponible dans toutes les langues officielles de l'Organisation 30 jours au moins avant l'ouverture de la session ordinaire de l'Assemblée générale afin de pouvoir être dûment examiné.	Secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente par le Secrétariat. À la soixante-seizième session, le rapport a été publié le 19 juillet 2021.
104.	51/241, annexe, par. 7	Le rapport [du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation] sera examiné en Assemblée plénière immédiatement après le débat général.	Secrétaire général, États Membres (Assemblée générale)	Disposition appliquée de manière permanente par le Secrétariat. Le rapport est examiné en séance plénière immédiatement après le débat général.

<i>N°</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
105.	51/241 , annexe, par. 10	Le Secrétaire général présentera oralement le rapport au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation ».	Secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente par le Secrétaire général. Ce dernier présente oralement le rapport au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation ».
106.	75/325 , par. 22 <i>Voir également :</i> 73/341 , par. 17	L'Assemblée générale [...] prie sa présidence de continuer de programmer ses séances plénières consacrées à l'examen du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation et du rapport du Conseil de sécurité en étroite collaboration avec le Secrétaire général et la présidence du Conseil de sécurité, afin que les discussions sur ces rapports importants ne soient pas organisées pour la forme.	Présidence de l'Assemblée générale, Secrétaire général	<p>À la soixante-quatorzième session, les séances plénières consacrées à l'examen du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation ont été tenues les 22 et 23 janvier 2020, au lieu de l'être immédiatement après le débat général comme prévu au paragraphe 7 de l'annexe à la résolution 51/241 de l'Assemblée générale (voir A/74/PV.54, A/74/PV.55 et A/74/PV.56). À la 54^e séance plénière, le 22 janvier 2020, le Secrétaire général a fait une déclaration, dans laquelle il a exposé ses priorités pour 2020. La séance plénière formelle a ensuite été suspendue, et une séance informelle de questions-réponses a eu lieu (voir les lettres du Président de l'Assemblée générale en date des 6 et 14 janvier 2020).</p> <p>À la soixante-quinzième session, les séances plénières consacrées à l'examen du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation se sont tenues les 28 et 29 janvier 2021 (voir A/75/PV.51, A/75/PV.51 (Resumption 1) et A/75/PV.52). À la 51^e séance plénière, le 28 janvier 2021, le Secrétaire général a fait une déclaration, dans laquelle il a exposé ses priorités pour 2021. La séance plénière formelle a ensuite été suspendue, et une séance informelle de questions-réponses a eu lieu (voir la lettre du Président de l'Assemblée générale en date du 22 janvier 2021).</p> <p>À la soixante-seizième session, les séances plénières consacrées à l'examen du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation</p>

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
				se sont tenues les 21 et 24 janvier 2022 (voir A/76/PV.56 , A/76/PV.56 (Resumption 1) et A/76/PV.57). À la 56 ^e séance plénière, le 21 janvier 2022, le Secrétaire général a fait une déclaration, dans laquelle il a exposé ses priorités pour 2022. La séance plénière formelle a ensuite été suspendue, et une séance informelle de questions-réponses a eu lieu (voir la lettre du Président de l'Assemblée générale en date du 11 janvier 2022).

J. Dispositions relatives à l'ordre du jour de l'Assemblée générale

107.	75/325 , par. 40 <i>Voir également :</i> 73/341 , par. 29 ; 72/313 , par. 27 ; 71/323 , par. 26 ; 70/305 , par. 20 ; 69/321 , par. 22 ; 68/307 , par. 16 ; 67/297 , par. 15 ; 66/294 , par. 18 ; 65/315 , par. 14 ; 64/301 , par. 18 ; 63/309 , par. 6	L'Assemblée générale [...] réaffirme le mandat de chacune de ses grandes commissions et leur demande ce faisant de continuer d'examiner, en consultation avec tous les organes compétents, ce qui manque, ce qui se recoupe et ce qui fait double emploi dans leurs ordres du jour respectifs, en faisant le lien avec le Programme 2030 dans son ensemble, et, à cet égard, invite les bureaux des grandes commissions compétentes, ainsi que le Conseil économique et social et ses organes subsidiaires, à faciliter l'examen par leurs organes intergouvernementaux des principes devant présider à l'alignement des ordres du jour et à soumettre des propositions concrètes aux États Membres.	États Membres (Assemblée générale), grandes commissions	Disposition appliquée de manière permanente. À la soixante-dixième session, la Deuxième Commission a entrepris de tenir des consultations sur la revitalisation de ses travaux. De son côté, le Président de l'Assemblée générale à sa soixante-dixième session a nommé un groupe de facilitateurs chargé de trouver un accord, en concertation avec les États Membres, sur l'alignement stratégique de l'ordre du jour des futures sessions de l'Assemblée sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030, y compris les objectifs de développement durable. À la soixante-quatorzième session, la Deuxième Commission a entrepris de tenir des consultations sur la revitalisation de ses travaux. Toujours à la soixante-quatorzième session, l'Assemblée a adopté la décision 74/537 B du 11 août 2020, intitulée « Revitalisation des travaux de la Deuxième Commission ».
108.	75/325 , par. 32 <i>Voir également :</i> 73/341 , par. 28 ; 72/313 , par. 29 ; 71/323 , par. 28 ; 70/305 , par. 22	L'Assemblée générale [...] prend note de l'analyse pilote, réalisée à sa soixante-quinzième session afin d'examiner en profondeur dans quelle mesure l'objectif de développement durable n° 2 (Faim zéro) est traité dans les ordres du jour, et de l'état des lieux, élaboré à sa	États Membres	Le Président de l'Assemblée générale à sa soixante-dixième session a nommé un groupe de facilitateurs chargé de trouver un accord, en concertation avec les États Membres, sur l'alignement stratégique de l'ordre du jour des futures sessions de l'Assemblée sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030, y compris

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		soixante-treizième session parallèlement à l'analyse pilote, qui restent d'actualité comme documents de référence que les États Membres examineront à sa soixante-dix-huitième session.		<p>les objectifs de développement durable.</p> <p>Le Président de l'Assemblée à sa soixante et onzième session a nommé deux facilitateurs dont le rapport, qui contient des recommandations destinées au Groupe de travail spécial pour examen à la soixante et onzième session, a été distribué dans une lettre du Président de l'Assemblée datée du 17 juillet 2017.</p> <p>Le Président de l'Assemblée à sa soixante-douzième session a décidé que le Représentant permanent de la Belgique et la Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines dirigeraient les consultations intergouvernementales sur ce sujet.</p> <p>La Présidente de l'Assemblée à sa soixante-treizième session a décidé que les Représentantes permanentes du Timor-Leste et de la Tchèque dirigeraient les consultations intergouvernementales sur ce sujet.</p> <p>Le Président de l'Assemblée à sa soixante-quatorzième session a décidé que le Représentant permanent du Botswana et la Représentante permanente du Monténégro dirigeraient les consultations intergouvernementales sur ce sujet.</p> <p>Le Président de l'Assemblée à sa soixante-quinzième session a décidé que les Représentantes permanentes du Bangladesh et de la Slovaquie dirigeraient les consultations intergouvernementales sur ce sujet et convoqué une réunion informelle du Bureau en vue de débattre de la rationalisation de l'ordre du jour (voir les dispositions 109 et 139).</p>
109.	75/325 , par. 44 <i>Voir également :</i> 74/303 , par. 6 ; 73/341 , par. 27 ; 72/313 , par. 31 ; 71/323 , par. 30	L'Assemblée générale [...] prie sa présidence à sa soixante-dix-huitième session de tirer les enseignements de l'application des dispositions visées aux paragraphes 13 à 18 et 32 à 44 de la présente	Présidence de l'Assemblée générale, États Membres, Groupe de travail spécial	À ses soixante-douzième et soixante-treizième sessions, la présidence de l'Assemblée a convoqué une réunion du Bureau pour un échange de vues visant à recenser les prochaines étapes qui permettraient de combler les lacunes et d'éliminer les doubles

<i>N°</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
		<p>résolution sur la revitalisation de ses travaux et de déterminer ce qu'il convient d'aligner également et, dans l'intervalle, prie le Groupe de travail spécial de tenir, à ses soixante-seizième et soixante-dix-septième sessions, une ou deux réunions, selon qu'il conviendra, visant expressément à faire le point sur l'application des dispositions susmentionnées.</p>		<p>emplois qu'il y aurait dans l'ordre du jour de l'Assemblée en ce qui concerne le Programme de développement durable à l'horizon 2030.</p> <p>Le Président de l'Assemblée à sa soixante-douzième session a décidé que le Représentant permanent de la Belgique et la Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines dirigeraient les consultations intergouvernementales sur ce sujet.</p> <p>La Présidente de l'Assemblée à sa soixante-treizième session a décidé que les Représentantes permanentes du Timor-Leste et de la Tchèque dirigeraient les consultations intergouvernementales sur ce sujet.</p> <p>Le Président de l'Assemblée à sa soixante-quatorzième session a décidé que le Représentant permanent du Botswana et la Représentante permanente du Monténégro dirigeraient les consultations intergouvernementales sur ce sujet.</p> <p>Le Président de l'Assemblée à sa soixante-quinzième session a décidé que les Représentantes permanentes du Bangladesh et de la Slovaquie dirigeraient les consultations intergouvernementales sur ce sujet et convoqué une réunion informelle du Bureau en vue de débattre de la rationalisation de l'ordre du jour (voir les dispositions 108 et 139).</p>
110.	73/341 , par. 23	L'Assemblée générale [...] souligne qu'il est souhaitable pour elle d'alléger davantage l'ordre du jour et de consacrer plus de temps au dialogue ainsi qu'à l'examen de l'application des résolutions qu'elle adopte.	États Membres (Assemblée générale)	Disposition appliquée de manière permanente.
111.	58/316 , annexe, par. 2 a) et d)	a) Conformément au paragraphe 4 de la section B de l'annexe à sa résolution 58/126 , l'ordre du jour de	Secrétaire général, États Membres	Mesure ponctuelle. À compter de la cinquante-neuvième session, l'ordre du jour de l'Assemblée générale a été articulé autour de titres

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		l'Assemblée générale sera articulé autour de titres correspondant aux priorités de l'Organisation, tels qu'ils figurent dans le plan à moyen terme pour la période 2002-2005 (ou dans le cadre stratégique, selon les cas), avec un titre supplémentaire « Questions d'organisation, questions administratives et autres questions » ; d) Les dispositions de la présente section seront examinées par l'Assemblée à sa soixante et unième session en vue d'apporter de nouvelles améliorations, selon que de besoin.	(Assemblée générale)	correspondant aux priorités de l'Organisation, tels qu'ils figurent dans le plan à moyen terme pour la période 2002-2005, puis dans le cadre stratégique pour la période 2006-2007, avec un titre I supplémentaire, « Questions d'organisation, questions administratives et autres questions » (A/61/483, p. 13, et A/62/608). Aucune modification n'a été apportée par l'Assemblée générale à la soixante et unième session.
112.	58/316, annexe, par. 4	Dispositions relatives à la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour (pour plus de précisions, voir résolution 58/316, annexe, par. 4).	États Membres, Secrétaire général	Mesure ponctuelle. Les dispositions énoncées dans ce paragraphe ont été mises en application à partir de la cinquante-neuvième session et il en a été tenu compte depuis dans l'ordre du jour de chaque session (A/62/608 et résolution 58/316, annexe, par. 4).
113.	55/285, annexe, par. 3 à 9	Dispositions relatives au regroupement des points de l'ordre du jour concernant la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales ou autres (pour plus de précisions, voir résolution 55/285, annexe, par. 3 à 9).	États Membres, Secrétaire général	Mesure ponctuelle. Dispositions appliquées et prises en compte dans l'ordre du jour de chaque session.
114.	55/285, annexe, par. 10 et 11	Dispositions relatives à l'examen biennal de points de l'ordre du jour (pour plus de précisions, voir résolution 55/285, annexe, par. 10 et 11).	États Membres, Secrétaire général	Mesure ponctuelle. Les dispositions ont été appliquées comme cela avait été demandé.
115.	55/285, annexe, par. 12	Le point ci-après sera examiné par la Troisième Commission à partir de la cinquante-sixième session : « Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la	États Membres, Secrétaire général	Mesure ponctuelle. La disposition a été appliquée comme cela avait été demandé.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale ».		
116.	58/126, annexe, sect. B, par. 4	Afin de permettre de mieux cerner le contenu de l'ordre du jour de l'Assemblée générale, le Secrétaire général est prié de soumettre à celle-ci pour examen, le 1 ^{er} mars 2004 au plus tard, un schéma d'ordre du jour tenant compte de tous les points de l'ordre du jour de la cinquante-huitième session et articulé autour des priorités de l'Organisation pour la période 2002-2005. Le Bureau consacrera des débats ouverts au schéma d'ordre du jour, avant de saisir l'Assemblée de recommandations sur la question pour décision le 1 ^{er} juillet 2004 au plus tard.	Secrétaire général, Bureau	Mesure ponctuelle. Comme suite à cette demande, le Secrétariat a fait distribuer une note intitulée « Schéma d'ordre du jour de l'Assemblée générale » (A/58/CRP.4), que l'Assemblée a examinée à sa cinquante-huitième session (A/61/483, p. 13). Voir également les observations formulées au sujet de la disposition 111 ci-dessus.
117.	58/126, annexe, sect. B, par. 5	Le Président de l'Assemblée générale, à sa cinquante-huitième session, est prié de soumettre au Bureau, en consultation avec le Secrétaire général et après avoir consulté les États Membres intéressés, le 1 ^{er} avril 2004 au plus tard, des propositions en vue de favoriser la biennalisation, la triennalisation, le regroupement ou l'élimination de points de l'ordre du jour habituel de l'Assemblée. Le Bureau consacrera des discussions ouvertes à ces propositions avant de soumettre à l'Assemblée pour décision des recommandations sur la question le 1 ^{er} juillet 2004 au plus tard.	Présidence de l'Assemblée générale	Mesure ponctuelle. À la suite de l'adoption de la résolution 58/126, le Secrétariat a fait distribuer une note intitulée « Étude de l'ordre du jour de l'Assemblée générale » (A/58/CRP.6), que le Bureau a examinée lors de consultations à participation non limitée.
118.	55/285, annexe, par. 2	L'Assemblée générale devrait continuer à rationaliser et à simplifier son ordre du jour de façon à pouvoir se	États Membres (Assemblée générale)	Disposition appliquée de manière permanente.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
	<i>Voir également :</i> 51/241 , annexe, par. 24	concentrer sur les questions prioritaires. S'agissant des modifications de l'ordre du jour et des suggestions s'y rapportant, il est entendu que les États Membres peuvent à tout moment proposer que l'Assemblée se saisisse d'une question ou d'un point quelconque et l'examine.		
119.	51/241 , annexe, par. 23	Compte tenu de l'article 81 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, les modalités actuelles continueront de s'appliquer en ce qui concerne la réouverture du débat sur un point de l'ordre du jour que l'Assemblée a déclaré clos et la procédure à suivre par les délégations sera indiquée clairement par une déclaration du Président de l'Assemblée. Toute délégation désireuse de rouvrir le débat sur un point de l'ordre du jour en fera la demande écrite au Président de l'Assemblée. Celui-ci cherchera alors à connaître le sentiment général sur cette demande. Compte tenu des sondages qu'il aura faits, il annoncera dans le <i>Journal des Nations Unies</i> la date de la séance à laquelle l'Assemblée examinera la question de la réouverture du débat sur ce point, compte tenu des dispositions de l'article 81.	États Membres (Assemblée générale), présidence de l'Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente.
120.	51/241 , annexe, par. 25	En règle générale, les points de l'ordre du jour qui pourraient être examinés en commission seront renvoyés aux grandes commissions et non à l'Assemblée plénière.	Assemblée générale, Secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
K. Dispositions relatives aux pratiques et méthodes de travail des grandes commissions de l'Assemblée générale				
121.	72/313 , par. 23 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 22	L'Assemblée générale [...] demande que soit maintenue la pratique établie consistant à organiser des réunions en vue de la passation de fonctions entre les bureaux sortants et ceux qui leur succéderont, afin qu'ils échangent des vues sur les résultats et le programme de la session suivante, ainsi que celle voulant que les présidents des grandes commissions présentent à leurs successeurs un rapport sur les pratiques optimales et les enseignements tirés de l'expérience.	Présidence des grandes commissions	Disposition appliquée de manière permanente.
122.	72/313 , par. 25 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 24	L'Assemblée générale [...] demande aux présidents des six grandes commissions de continuer à se réunir périodiquement pendant la session afin de mutualiser les meilleures pratiques et d'améliorer la cohérence et la complémentarité des travaux des grandes commissions.	Présidence des grandes commissions	Disposition appliquée de manière permanente.
123.	69/321 , par. 16 <i>Voir également :</i> 68/307 , par. 13 ; 60/286 , annexe, par. 25 ; 59/313 , par. 8	L'Assemblée générale [...] se félicite des réunions d'information que les présidents des grandes commissions ont tenues pour présenter au Groupe de travail spécial les méthodes de travail de leurs commissions respectives lors de la soixante-neuvième session et, à cet égard, invite les grandes commissions : a) À coordonner dûment leurs travaux en évitant chevauchements et doubles emplois ; b) À tenir les élections des bureaux des grandes commissions trois mois au	Grandes commissions	Les grandes commissions tiennent régulièrement des réunions informelles sur leurs méthodes de travail. Le portail e-deleGATE facilite leurs travaux. Plusieurs grandes commissions ont déjà étudié divers moyens et possibilités de coopérer davantage. Par exemple, les bureaux des Deuxième et Troisième Commissions se sont réunis ensemble à plusieurs reprises aux soixantième et soixante et unième sessions.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		<p>moins avant l'ouverture de chaque session et de préférence jusqu'à six mois avant la session, et engage les groupes régionaux à procéder aux nominations suffisamment tôt et conformément à la disposition transitoire énoncée dans sa décision 68/505 du 1^{er} octobre 2013 ;</p> <p>c) À tirer parti de leurs intranets respectifs et autres services en ligne pour faciliter la bonne organisation et la ponctualité de leurs travaux ;</p> <p>d) À approfondir encore l'échange d'informations sur leurs travaux et activités au sein de chacune d'entre elles ;</p> <p>e) À améliorer encore la gestion du mécanisme de négociation de ses résolutions.</p>		
124.	<p>75/325, par. 29 et 31</p> <p><i>Voir également :</i></p> <p>73/341, par. 26 ;</p> <p>72/313, par. 22 ;</p> <p>71/323, par. 21 ;</p> <p>70/305, par. 17 ;</p> <p>69/321, par. 19 ;</p> <p>68/307, par. 14 ;</p> <p>67/297, par. 13 ;</p> <p>66/294, par. 19 ;</p> <p>65/315, par. 15</p>	<p>L'Assemblée générale [...] prie chacune des grandes commissions d'approfondir la réflexion sur ses méthodes de travail et invite à cet égard la présidence de chacune à continuer d'informer le Groupe de travail spécial, pendant la soixante-seizième session, des pratiques optimales et des enseignements tirés de l'expérience, afin d'améliorer les méthodes de travail, et à coordonner les réunions d'information, notamment en dégageant, le cas échéant, les points communs constatés dans ces méthodes et enseignements.</p> <p>Prie chacune des grandes commissions de faire à l'intention du Groupe de travail spécial, à sa soixante-seizième session, un bilan par</p>	<p>Grandes commissions, présidence des grandes commissions, Groupe de travail spécial, Secrétariat</p>	<p>Disposition appliquée de manière permanente. Les présidences des grandes commissions ont communiqué des informations au Groupe de travail spécial de la soixante-cinquième à la soixante-quinzième session. Des informations ont été communiquées le 11 mai 2022 et le bilan écrit figure à l'annexe II du présent rapport.</p>

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		écrit des progrès accomplis à ce jour en ce qui concerne l'amélioration des méthodes de travail des commissions, en tenant compte, le cas échéant, des recommandations du Groupe de travail spécial, et encourage celui-ci à désigner, à sa soixante-seizième session, deux personnes référentes qui travailleront en étroite collaboration avec les présidences et les bureaux des grandes commissions, son président et le Secrétariat, afin d'aider les coprésidents du Groupe de travail spécial à élaborer des propositions concrètes que le Groupe de travail examinera en vue de l'application des paragraphes 29 et 30 de la présente résolution et des rapports soumis par les grandes commissions.		
125.	69/321, par. 17 Voir également : 59/313, par. 9	L'Assemblée générale [...] engage les présidents sortants des grandes commissions à informer leurs successeurs des pratiques les meilleures et des enseignements tirés des sessions antérieures des commissions et à communiquer par écrit leurs observations et enseignements à leurs successeurs immédiats, et invite les nouveaux présidents et bureaux des grandes commissions à tenir, peu après leur élection, des consultations avec les États Membres sur les travaux qui seront menés durant la session à venir.	Grandes commissions	Disposition appliquée de manière permanente par les grandes commissions. Les observations et les enseignements tirés de l'expérience sont présentés au cours de réunions informelles entre les membres sortants des bureaux des différentes commissions et leurs successeurs.
126.	58/316, annexe, par. 3 a)	Chaque grande commission accordera une attention particulière à la rationalisation de ses futurs ordres du jour en	Grandes commissions	Pour donner suite à cette demande, les grandes commissions ont présenté des recommandations à

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
	<i>Voir également :</i> 59/313 , par. 7 ; 51/241 , annexe, par. 26	biennalisant, triennalisant, regroupant et éliminant des points de l'ordre du jour, et présentera à l'Assemblée générale réunie en plénière des recommandations aux fins de décision le 1 ^{er} avril 2005 au plus tard.		l'Assemblée générale aux cinquante-neuvième et soixantième sessions.
127.	58/316 , annexe, par. 3 b) <i>Voir également :</i> 51/241 , annexe, par. 30	Chaque grande commission devra adopter un programme de travail provisoire à la fin de la session pour la session suivante en vue d'aider à mieux planifier, préparer et organiser, et dans ce contexte, à examiner les besoins connexes en matière de documentation.	Grandes commissions	Disposition appliquée à partir de la cinquante-neuvième session (on ne dispose généralement pas d'informations sur le programme de travail de la Cinquième Commission en raison du calendrier des travaux de cette commission) (A/61/483 , p. 14, et A/62/608).
128.	58/316 , annexe, par. 3 c)	La pratique de débats interactifs et de discussions de groupe sera utilisée ou étendue, en fonction des besoins, à toutes les grandes commissions, de façon à développer des discussions approfondies informelles et réunir des spécialistes de différents domaines sans nuire aux progrès des travaux de fond des grandes commissions.	Grandes commissions	Disposition appliquée de manière permanente. Les commissions ont souvent recours aux débats interactifs et discussions de groupe ; ces dernières sont par exemple particulièrement importantes pour les travaux de la Deuxième Commission.
129.	58/316 , annexe, par. 3 d) <i>Voir également :</i> 51/241 , annexe, par. 53	La pratique des séances de questions sera introduite, le cas échéant, dans toutes les grandes commissions en vue de favoriser un échange de vues dynamique et franc avec les responsables des départements et des bureaux, les représentants du Secrétaire général et les rapporteurs spéciaux.	Grandes commissions	Disposition appliquée de manière permanente. À partir de la cinquante-neuvième session, les grandes commissions ont introduit des séances de questions, qui sont particulièrement importantes pour leurs travaux.
130.	58/316 , annexe, par. 3 e)	Les sites Web de chaque grande commission seront améliorés puis périodiquement mis à jour et leur contenu sera administré par les secrétariats des grandes commissions.	Grandes commissions	Disposition appliquée de manière permanente. Les secrétariats des grandes commissions continuent d'améliorer et de mettre à jour périodiquement les sites Web des commissions (A/61/483 , p. 15, et A/62/608).

<i>N°</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
131.	58/316 , annexe, par. 3 f)	Les bureaux nouvellement élus des grandes commissions se réunissent immédiatement à l'issue de leur élection en vue de discuter de l'organisation et de la répartition de leurs travaux.	Grandes commissions	Disposition appliquée de manière permanente. Disposition appliquée depuis la cinquante-huitième session.
132.	58/316 , annexe, par. 3 g)	En vue d'assurer la continuité et l'organisation efficace de leurs travaux, les nouveaux bureaux des grandes commissions se réuniront, deux semaines au plus tard après leur élection, avec les bureaux en fin de mandat en vue de les consulter et d'examiner les questions concernant le fonctionnement efficace des grandes commissions.	Grandes commissions	Disposition appliquée par la plupart des grandes commissions depuis la cinquante-huitième session.
133.	58/316 , annexe, par. 3 h) <i>Voir également :</i> 51/241 , annexe, par. 30	Avant l'ouverture de la session, des séances d'information officielles de chaque grande commission seront convoquées en vue de discuter de l'organisation des travaux.	Grandes commissions	Disposition appliquée depuis la cinquante-neuvième session.
134.	58/126 , annexe, sect. B, par. 8	Les grandes commissions de l'Assemblée générale sont régies par le Règlement intérieur de l'Assemblée générale, bien que leurs pratiques et méthodes de travail diffèrent. Afin de déterminer les pratiques optimales et les meilleures méthodes de travail, et compte tenu de ce que les grandes commissions continuent de faire pour rationaliser leurs travaux, le Secrétaire général est prié de soumettre pour examen au Bureau, le 1 ^{er} avril 2004 au plus tard, en s'inspirant de l'expérience des anciens présidents des grandes commissions, une note historique et analytique sur les pratiques et méthodes de	Secrétaire général	Comme suite à cette demande, le Secrétariat a distribué une « Note historique et analytique sur les pratiques et méthodes de travail des grandes commissions » (A/58/CRP.5), que le Bureau a examinée lors de consultations à participation non limitée (A/61/483 , p. 13, et A/62/608).

<i>N°</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
		travail des grandes commissions. Le Bureau consacrera des débats ouverts à cette note avant de soumettre à l'Assemblée des recommandations sur la question pour décision le 1 ^{er} juillet 2004 au plus tard.		
135.	51/241 , annexe, par. 51	Les grandes commissions devront examiner de manière plus détaillée et structurée les rapports du Comité des commissaires aux comptes, du Corps commun d'inspection et du Bureau des services de contrôle interne concernant leurs travaux de fond.	Grandes commissions	Certains rapports sont examinés par les grandes commissions si besoin est.
136.	51/241 , annexe, par. 31	Les grandes commissions ne commenceront leurs travaux de fond qu'à l'issue du débat général.	Grandes commissions	Disposition appliquée de manière permanente.
137.	51/241 , annexe, par. 36	La Première Commission et la Quatrième Commission ne siègeront pas en même temps ; elles pourront envisager de se réunir l'une à la suite de l'autre durant la session ordinaire de l'Assemblée générale, sauf si cela doit nuire à leur identité, à l'exécution de leur programme de travail et au bon examen de leur ordre du jour.	Grandes commissions	Disposition appliquée de manière permanente. Les secrétaires des Première et Quatrième Commissions se consultent afin d'éviter que ces deux commissions ne siègent en même temps.

L. Dispositions relatives au Bureau

138.	72/313 , par. 24 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 23	L'Assemblée générale [...] prie la Présidente élue pour sa nouvelle session de maintenir la pratique consistant à rencontrer de façon informelle les nouveaux membres du Bureau avant le début de la session ordinaire en vue d'examiner le projet de programme de travail des grandes commissions, l'objectif étant d'améliorer l'efficacité et la	Présidence de la session à venir	Disposition appliquée de manière permanente. Le Président élu pour la soixante-seizième session a réuni les nouveaux membres du Bureau pour un échange de vues informel avant l'ouverture de la session.
------	---	---	----------------------------------	--

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		complémentarité de leurs travaux et d'éviter, dans la mesure du possible, que leurs séances ne se chevauchent, afin de permettre à un plus grand nombre d'États Membres d'y participer.		
139.	75/325 , par. 41 <i>Voir également :</i> 73/341 , par. 13 ; 72/313 , par. 30 ; 71/323 , par. 29	L'Assemblée générale [...] prie le Bureau, dans l'exercice des fonctions qui lui sont dévolues en vertu de l'article 40 du Règlement intérieur, et dans le cadre de son mandat, d'envisager également d'examiner ce qui manque, ce qui se recoupe et ce qui fait double emploi et de soumettre des recommandations aux États Membres.	Bureau	Disposition appliquée de manière permanente. À la soixante-treizième session, la Présidente a convoqué des réunions informelles du Bureau le 5 décembre 2018 pour procéder à un échange de vues sur le programme de travail afin de combler les lacunes et d'éliminer les doubles emplois qu'il y aurait dans l'ordre du jour en ce qui concerne le Programme de développement durable à l'horizon 2030, conformément à sa résolution 72/313 , en particulier aux paragraphes 29, 30 et 31, et le 17 avril 2019 afin d'examiner a) l'amélioration des méthodes de travail de l'Assemblée générale et de ses grandes commissions et b) le renforcement du rôle du Bureau dans l'amélioration des méthodes de travail. À la soixante-quinzième session, le Président a convoqué une réunion informelle du Bureau le 9 décembre 2020 en vue de débattre des priorités et des mandats pour la reprise de la session, ainsi que de la rationalisation de l'ordre du jour.
140.	72/313 , par. 43 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 37	L'Assemblée générale [...] rappelle ses résolutions 1898 (XVIII) du 11 novembre 1963, 2837 (XXVI) du 17 décembre 1971, 45/45 du 28 novembre 1990, 51/241 du 31 juillet 1997, 58/126 du 19 décembre 2003 et 58/316 , et demande de nouveau à la présidence de continuer de faire pleinement usage du Bureau tout au long de la session, comme le prévoit l'article 42 de son règlement	Présidence de l'Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente.

<i>N°</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
		intérieur, pour passer en revue son programme de travail et celui de ses grandes commissions.		
141.	60/286 , annexe, par. 27 <i>Voir également :</i> 58/316 , annexe, par. 5 b)	L'Assemblée générale [...] demande de nouveau que l'article 42 de son règlement intérieur soit effectivement appliqué.	Bureau	Depuis l'adoption de la résolution 58/316 , le Bureau se réunit tout au long de la session de l'Assemblée générale.
142.	51/241 , annexe, par. 33	Le Bureau usera de son autorité et de sa compétence, compte tenu de l'article 43 du règlement intérieur, pour autoriser les États Membres qui ne sont pas représentés parmi ses membres à participer à ses débats. Le processus de décision sera maintenu sous sa forme actuelle.	Bureau	Disposition appliquée de manière permanente.
143.	58/316 , annexe, par. 5 a)	Les travaux du Bureau sont menés conformément à la section VI du Règlement intérieur de l'Assemblée générale.	Bureau	Disposition appliquée de manière permanente.
144.	58/316 , annexe, par. 5 b)	Le Bureau continue de se réunir pendant toute la durée de la session et d'être le principal conseiller de l'Assemblée pour ce qui concerne l'efficacité de l'organisation, de la coordination et de la gestion de ses travaux.	Bureau	Depuis l'adoption de la résolution 58/316 , le Bureau se réunit tout au long de la session et il est le principal conseiller de l'Assemblée pour ce qui concerne l'organisation des travaux. Au cours de la soixante-quatorzième session, le Bureau a fréquemment tenu des consultations. Compte tenu de l'évolution rapide de la situation liée à la COVID-19, l'Assemblée générale a mené ses travaux en recourant à des moyens novateurs pour garantir la continuité des activités et limiter la propagation de la maladie. Comme le lui a proposé son président dans sa lettre du 24 mars 2020, l'Assemblée a adopté, selon la procédure d'approbation tacite, la décision 74/544 du 27 mars 2020, intitulée « Procédure de prise de décisions applicable à l'Assemblée générale pendant la pandémie de maladie à coronavirus ».

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
				<p>(COVID-19) », dont les dispositions ont ensuite été étendues aux grandes commissions par la décision 74/555 du 15 mai 2020. La procédure décrite dans ces deux textes a ensuite été étendue par les décisions 74/558 du 18 juin 2020 et 74/561 du 21 juillet 2020, ce qui a permis à l'Assemblée de prendre des décisions essentielles selon la procédure d'approbation tacite entre mars et août 2020, après consultation du Bureau, lorsqu'il n'était pas possible de tenir une séance plénière en raison de la pandémie de COVID-19.</p> <p>À la soixante-quinzième et à la soixante-seizième session, le Bureau a continué de se réunir pour débattre de diverses questions, dont la continuité des activités.</p>
145.	58/316, annexe, par. 5 c)	Pour assurer une application effective de l'article 42 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Bureau se réunit régulièrement pendant toute la session avec les bureaux des grandes commissions afin d'examiner l'évolution des travaux de ces dernières et de faire des recommandations pour la poursuite de ces progrès.	Bureau	Depuis l'adoption de cette disposition, le Bureau se réunit tout au long des sessions de l'Assemblée générale pour assurer l'application effective de l'article 42 du Règlement intérieur. Les présidences des grandes commissions tiennent le Bureau régulièrement informé de leurs travaux.
146.	58/316, annexe, par. 5 d)	Chaque année en juillet, le Bureau étudie le projet de programme de travail de la prochaine session de l'Assemblée générale, sur la base d'un rapport présenté par le Secrétaire général, et soumet des recommandations sur la question à l'Assemblée. Le Secrétaire général indique dans son rapport la situation concernant les documents destinés à la session à venir.	Bureau	Disposition devant être appliquée de manière permanente. Comme suite à cette demande, le Secrétaire général présente chaque année un rapport à l'Assemblée générale, qui comprend l'information demandée sur l'état d'avancement de la documentation.
147.	58/316, annexe, par. 5 f)	Sur la base des propositions du Président de l'Assemblée générale et compte tenu de	Bureau	Aux cinquante-huitième et cinquante-neuvième sessions, le Bureau a tenu un certain nombre de

<i>N°</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
		l'expérience positive acquise pendant la cinquante-huitième session, le Bureau sera encouragé, selon qu'il conviendra, à continuer de prévoir des séances d'information officielles sur des questions d'actualité.		réunions d'information informelles sur des questions d'actualité. Étant donné le nombre croissant de débats thématiques, il a ensuite tenu moins de réunions d'information informelles de façon à ne pas traiter deux fois des mêmes thèmes.
148.	58/316 , annexe, par. 5 h)	Le Bureau continuera de rechercher les moyens d'améliorer davantage ses méthodes de travail en vue d'accroître son efficacité et son utilité sur tous les plans, et fera des recommandations sur la question à l'Assemblée générale, qui en décidera le 1 ^{er} avril 2005 au plus tard.	Bureau	Le Bureau continue de rechercher des moyens d'améliorer ses méthodes de travail. Aucune recommandation n'a été faite à ce sujet depuis l'adoption de cette disposition.
149.	58/126 , annexe, sect. B, par. 1	Le Bureau se réunit pendant toute la durée de la session et perfectionne ses méthodes de travail afin d'accroître son efficacité et son efficacité. Il est le principal conseiller de l'Assemblée pour ce qui concerne l'efficacité de l'organisation, de la coordination et de la gestion de ses travaux. À ce propos, l'Assemblée examine également les mesures proposées pour réformer le Bureau.	Bureau	À sa cinquante-huitième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 58/316 , par laquelle elle a, entre autres, pris diverses mesures concernant la réforme du Bureau.
150.	55/285 , annexe, par. 20	Pour que le Bureau soit mieux en mesure d'aider le Président de l'Assemblée générale dans la conduite des débats de l'Assemblée et pour assurer la continuité entre les sessions, dès le début de chaque session, chaque Vice-Président désignera une personne qui sera chargée d'assurer des fonctions de liaison pendant toute la durée de la session. Il pourra le faire à titre informel, sans qu'il faille modifier l'article 39 du règlement intérieur de l'Assemblée, au	Bureau	Disposition appliquée de manière permanente.

<i>N°</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
		moyen d'une lettre adressée au Président de l'Assemblée.		
151.	51/241 , annexe, par. 34	Chaque année avant la clôture de la session, le Bureau pourra formuler des suggestions, fondées sur son expérience, à l'intention du bureau suivant.	Bureau	Des suggestions sont régulièrement formulées lors de réunions informelles entre les membres du Bureau en fin de mandat et leurs successeurs.
152.	51/241 , annexe, par. 35	Le Bureau étudiera les modes d'opération et autres dispositions à adopter pour simplifier et rationaliser ses travaux et il présentera à l'Assemblée générale les recommandations correspondantes. Chaque fois qu'il sera proposé de mettre un nouveau point de l'ordre du jour à l'étude, le Bureau déterminera si ce point doit ou non être inscrit à l'ordre du jour provisoire, en considérant les recommandations des précédents bureaux et les décisions antérieures de l'Assemblée.	Bureau	Dispositions relatives au débat général.
M. Questions diverses				
153.	73/341 , par. 21 <i>Voir également :</i> 72/313 , par. 63	L'Assemblée générale [...] prend également note des propositions du Secrétariat concernant le coût de l'utilisation par les délégations du restaurant des délégués et d'autres lieux du Siège de l'Organisation à New York, et décide de poursuivre l'examen de cette question à sa soixante-quatorzième session.	Département de l'appui opérationnel	À la soixante-treizième session (le 9 avril 2019), le Groupe de travail spécial a entendu un exposé du Département de l'appui opérationnel, qui lui a présenté trois possibilités pour examen (voir le complément d'information annexé à la lettre de la Présidente de l'Assemblée générale en date du 18 avril 2019). De plus amples informations ont été fournies lors de consultations. Il n'y a pas eu d'exposé à la soixante-quatorzième session, le dialogue interactif entre le Secrétariat et les missions permanentes ayant été annulé à cause de la pandémie de COVID-19. Un exposé a été présenté à la soixante-quinzième session, le 25 mars 2021.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
154.	72/313 , par. 64	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétariat de lui fournir, au format électronique uniquement, la liste des noms de celles et ceux qui assurent la présidence et la vice-présidence et des membres des bureaux des grandes commissions, ainsi que des membres du Conseil de sécurité, des membres du Conseil économique et social et des États Membres et observateurs de l'Organisation des Nations Unies.	Secrétariat	Les listes des noms de celles et ceux qui assurent la présidence et la vice-présidence et des membres des bureaux des grandes commissions, des membres du Conseil de sécurité, des membres du Conseil économique et social et des États Membres et observateurs de l'Organisation des Nations Unies ont été publiées sur les sites Web des organes concernés. En 2019, un nouveau module a été ajouté au portail e-deleGATE pour permettre la recherche des noms de celles et ceux qui assurent la présidence et la vice-présidence de l'Assemblée et des membres des bureaux des grandes commissions, ainsi que des membres du Conseil économique et social.
155.	73/341 , par. 19	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétariat de communiquer à l'avance aux missions permanentes toutes les instructions administratives nouvelles ou actualisées et autres documents ayant une incidence sur les États Membres pour ce qui est de la prestation de services administratifs de base.	Secrétariat	Disposition appliquée de manière permanente.

Thème III : Sélection et nomination du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale et des autres chefs de secrétariat

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
A. Dispositions générales relatives à la sélection du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale				
156.	72/313 , par. 66 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 57 ; 70/305 , par. 37 ; 69/321 , par. 34 ; 68/307 , par. 26 ; 60/286 , annexe, par. 17 ; 51/241 , annexe, par. 57	L'Assemblée générale [...] rappelle que la procédure de sélection et de nomination du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale diffère de celle concernant les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies, compte tenu du rôle que lui assigne l'Article 97 de la Charte et du rôle que cet article assigne au		Disposition appliquée de manière permanente.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		Conseil de sécurité, et souligne en particulier que la sélection du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale doit être guidée par les principes de transparence et d'ouverture, faire fond sur les pratiques les meilleures et compter avec la participation de tous les États Membres.		
157.	72/313, par. 67 et 68 <i>Voir également :</i> 71/323, par. 58 70/305, par. 40 ; 69/321, par. 39 ; 60/286, annexe, par. 22	L'Assemblée générale [...] souligne, en particulier, la nécessité de veiller à ce que le poste de secrétaire général soit attribué au meilleur candidat ou à la meilleure candidate possible, qui possédera les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, fera preuve d'un attachement ferme aux buts et aux principes des Nations Unies, aura des qualités de chef et d'administrateur avérées, une vaste expérience des relations internationales et de solides aptitudes dans les domaines de la diplomatie et de la communication, et maîtrisera plusieurs langues. [Elle] souligne également que, lorsqu'il s'agit de trouver et de nommer le meilleur candidat ou la meilleure candidate possible au poste de secrétaire général, le roulement régional et le principe de l'égalité des genres doivent continuer d'être pris en considération.		Disposition appliquée de manière permanente.
158.	73/341, par. 41	L'Assemblée générale [...] encourage ses futurs présidents et présidentes à contribuer activement à l'application des directives régissant la sélection et la nomination du neuvième Secrétaire général, énoncées dans toutes les résolutions	Présidence de l'Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		pertinentes, notamment ses résolutions 69/321 et 70/305 , et souligne que la sélection et la nomination du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale et d'autres chefs de secrétariat doivent être guidées par les principes de transparence et d'ouverture.		
159.	75/325 , par. 57 <i>Voir également :</i> 73/341 , par. 43	L'Assemblée générale [...] décide de continuer d'évaluer plus avant, à sa soixante-dix-septième session, la procédure de sélection et de nomination du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale, de consolider les acquis de ses résolutions sur la question et d'étudier les mesures qui pourraient être prises, dans le respect de l'Article 97 de la Charte, pour améliorer encore la procédure à l'avenir, y compris sa collaboration avec le Conseil de sécurité.	Groupe de travail spécial, États Membres	Le dialogue informel avec M. António Guterres, du Portugal, candidat au poste de secrétaire général, a eu lieu le 7 mai 2021, conformément à la résolution 69/321 et aux résolutions connexes ultérieures. Le Président de l'Assemblée générale a communiqué le format de ce dialogue à l'ensemble des représentantes et représentants permanents et des observateurs et observatrices permanents auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York dans sa lettre du 26 avril 2021. Il a aussi communiqué la vision stratégique du Secrétaire général en exercice pour le prochain mandat commençant le 1 ^{er} janvier 2022 dans sa lettre du 25 mars 2021.
160.	75/325 , par. 59 <i>Voir également :</i> 73/341 , par. 44	L'Assemblée générale [...] réaffirme qu'il serait possible d'assortir la procédure de sélection et de nomination du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale d'échéances estimatives conformément au paragraphe 72 de sa résolution 72/313 , et décide de poursuivre l'examen de cette question à sa soixante-dix-septième session dans le cadre du Groupe de travail spécial.	Groupe de travail spécial, États Membres	Le Groupe de travail a examiné la question à la soixante-quatorzième et à la soixante-quinzième session. Cette question sera examinée plus avant à la soixante-dix-septième session.

B. Dispositions relatives à la procédure de sélection

161.	75/235 , par. 52 <i>Voir également :</i> 73/341 , par. 40 ; 72/313 , par. 69 ; 71/323 , par. 59 ; 70/305 , par. 41 ;	L'Assemblée générale [...] redit qu'elle est déterminée à continuer d'examiner en profondeur, dans le cadre du Groupe de travail spécial et conformément aux dispositions de l'Article 97 de	Groupe de travail spécial, États Membres	Disposition appliquée de manière permanente. Le Groupe de travail spécial a consacré une réunion thématique à cette question à chacune de ses récentes sessions. À la soixante-dixième session, les coprésidents ont organisé une
------	---	--	--	---

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
	69/321 , par. 32 ; 68/307 , par. 25 ; 67/297 , par. 23 ; 66/294 , par. 25 ; 65/315 , par. 20 ; 64/301 , par. 14	la Charte, les questions relevant du troisième thème retenu par le Groupe de travail concernant la revitalisation de ses travaux, y compris les moyens innovants d'améliorer, sous tous ses aspects, la procédure de sélection et de nomination du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale et des autres chefs de secrétariat, et rappelle toutes les résolutions sur la question, en particulier les résolutions 11 (I) du 24 janvier 1946, 46/77 du 12 décembre 1991, 47/233 du 17 août 1993, 48/264 du 29 juillet 1994, 51/241 du 31 juillet 1997, 52/163 du 15 décembre 1997, 55/14 du 3 novembre 2000, 55/285 du 7 septembre 2001, 56/509 du 8 juillet 2002, 57/300 du 20 décembre 2002, 57/301 du 13 mars 2003, 58/126 du 19 décembre 2003, 58/316 du 1 ^{er} juillet 2004, 59/313 du 12 septembre 2005, 60/286 du 8 septembre 2006, 61/292 du 2 août 2007, 62/276 du 15 septembre 2008, 63/309 du 14 septembre 2009, 64/301 du 13 septembre 2010, 65/315 du 12 septembre 2011, 66/294 du 17 septembre 2012, 67/297 du 29 août 2013, 68/307 du 10 septembre 2014, 69/321 du 11 septembre 2015, 70/305 du 13 septembre 2016, 71/323 du 8 septembre 2017, 72/313 du 17 septembre 2018 et 73/341 du 12 septembre 2019, tout en réaffirmant les procédures applicables établies dans son règlement intérieur, en particulier à l'article 141, et en tenant compte de ses pratiques existantes en la matière.		réunion de réflexion informelle consacrée, entre autres, à la possibilité de modifier la durée du mandat, qui deviendrait unique et non renouvelable, et de recommander plus d'une candidature à l'Assemblée générale. En application du paragraphe 4 de la résolution 75/325 , la question intitulée « sélection et nomination du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale et des autres chefs de secrétariat » sera examinée par le Groupe de travail spécial à la soixante-dix-septième session.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
162.	72/313 , par. 70 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 60 ; 70/305 , par. 42 ; 69/321 , par. 33	L'Assemblée générale [...] engage la présidence à suivre et à examiner la suite donnée aux résolutions susmentionnées.	Présidence de l'Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente.
163.	69/321 , par. 35 <i>Voir également :</i> 75/325 , par. 55 et 56 ; 60/286 , annexe, par. 19 ; 51/241 , annexe, par. 60	L'Assemblée générale [...] prie son Président et celui du Conseil de sécurité de commencer à solliciter des candidatures au poste de secrétaire général dans une lettre commune adressée à tous les États Membres qui décrira la procédure applicable dans son intégralité et qui sollicitera la présentation de candidatures dans les meilleurs délais.	Présidence de l'Assemblée générale, présidence du Conseil de sécurité	<p>Une lettre commune du Président de l'Assemblée générale et de la Présidente du Conseil de sécurité datée du 15 décembre 2015 a été envoyée à tous les États Membres (voir A/70/623-S/2015/988).</p> <p>Une lettre commune du Président de l'Assemblée générale et de la Présidente du Conseil de sécurité datée du 5 février 2021 a été envoyée à tous les États Membres (voir A/75/780-S/2021/179).</p> <p>Dans sa résolution 75/325, l'Assemblée générale a recommandé que sa présidence et celle du Conseil de sécurité, dans les lettres communes sur la procédure de sélection et de nomination du Secrétaire général ou de la Secrétaire générale qu'elles adresseraient aux États Membres à l'avenir, encouragent ceux-ci à diffuser l'appel à candidatures, notamment auprès de la société civile et d'autres parties prenantes, l'objectif étant de trouver des candidates et candidats potentiels (par. 55) et décidé que, pour être diffusées dans une lettre commune de sa présidence et de celle du Conseil de sécurité conformément à la procédure visée dans la résolution 69/321, les candidatures devaient être présentées par au moins un État Membre, dans le respect de la pratique en vigueur (par. 56).</p>
164.	69/321 , par. 36	L'Assemblée générale [...] prie également son Président et celui du Conseil de sécurité de communiquer conjointement et au fur et à mesure à tous les États Membres le nom des personnes dont la candidature au poste de secrétaire général	Présidence de l'Assemblée générale, présidence du Conseil de sécurité	La présidence de l'Assemblée générale et la présidence du Conseil de sécurité ont communiqué conjointement le nom des personnes dont la candidature au poste de secrétaire général avait été présentée pour examen pendant les soixante-dixième, soixante et onzième

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		a été présentée pour examen ainsi que les documents qui l'accompagnent, en particulier le curriculum vitae.		sessions et soixante-quinzième session.
165.	70/305 , par. 38 <i>Voir également :</i> 69/321 , par. 37	L'Assemblée générale [...] note que la sélection et la nomination du prochain secrétaire général sont prévues en 2016, et invite donc son Président à sa soixante et onzième session, sans préjudice des prérogatives des principaux organes établies par l'Article 97 de la Charte, à appuyer activement cette procédure conformément au rôle que lui confèrent les résolutions sur la question, y compris la présente résolution.	Présidents de l'Assemblée générale à ses soixante-dixième et soixante et onzième sessions	Disposition appliquée par les Présidents de l'Assemblée générale à ses soixante-dixième et soixante et onzième sessions.
166.	75/325 , par. 68 <i>Voir également :</i> 70/305 , par. 39 ; 69/321 , par. 38 ; 68/307 , par. 28 ; 66/294 , par. 26 ; 60/286 , annexe, par. 18 ; 51/241 , annexe, par. 56 et 59	L'Assemblée générale [...] note qu'aucune femme n'a encore été Secrétaire générale et invite les États Membres à garder cela présent à l'esprit à l'avenir, lorsqu'ils proposeront des candidatures.	États Membres (Assemblée générale, Conseil de sécurité)	Disposition appliquée de manière permanente.
167.	69/321 , par. 42 <i>Voir également :</i> 75/325 , par. 58 ; 60/286 , annexe, par. 20	L'Assemblée générale [...] décide, sans préjudice des prérogatives reconnues aux principaux organes par l'Article 97 de la Charte, d'organiser des échanges ou des réunions informels avec les personnes candidates au poste de secrétaire général, sans préjuger de la candidature de celles qui n'y participent pas, ce qui contribuera ainsi à la transparence et à l'ouverture de la procédure.	Assemblée générale, présidence de l'Assemblée générale	Les Présidents de l'Assemblée générale à ses soixante-dixième et soixante et onzième sessions ont organisé des échanges informels avec toutes les personnes dont la candidature au poste de secrétaire général avait été présentée pour examen. Dans sa résolution 72/313 , l'Assemblée générale a rappelé que les échanges et réunions informels avec les personnes candidates au poste de secrétaire général prévus au paragraphe 42 de sa résolution 69/321 étaient une partie importante de la procédure de sélection et de nomination et encouragé la

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
				<p>présidence à continuer d'améliorer, en coopération étroite avec les États Membres, les modalités de ces échanges de façon à les rendre plus efficaces et à mieux y associer les États Membres (par. 71).</p> <p>Le dialogue informel avec M. António Guterres, du Portugal, candidat au poste de secrétaire général, a eu lieu le 7 mai 2021, conformément à la résolution 69/321 et aux résolutions connexes ultérieures. Le Président de l'Assemblée générale a communiqué le format de ce dialogue à l'ensemble des représentantes et représentants permanents et des observateurs et observatrices permanents auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York dans sa lettre du 26 avril 2021.</p> <p>Dans sa résolution 75/325, l'Assemblée générale note avec satisfaction que le Secrétaire général en exercice a présenté une vision stratégique et participé à un dialogue informel avec les États Membres et les observateurs sur la teneur de cette vision stratégique, notamment qu'il a eu des échanges avec la société civile conformément à la lettre de sa présidence datée du 26 avril 2021, et encourage la poursuite de ces pratiques (par. 58).</p>

C. Dispositions relatives à la nomination et à la durée du mandat

168.	73/341 , par. 45 <i>Voir également :</i> 75/325 , par. 60	L'Assemblée générale [...] décide que la personne élue au poste de secrétaire général prêterait serment devant l'Assemblée générale, lors d'une cérémonie d'investiture, comme indiqué en détail à l'annexe de la présente résolution.	Personne élue au poste de secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente. À la soixante-quinzième session, le 18 juin 2021, le Secrétaire général élu a prêté serment devant l'Assemblée générale lors d'une cérémonie d'investiture, comme indiqué en détail à l'annexe de la résolution 73/341 de l'Assemblée (voir A/75/PV.82).
169.	60/286 , annexe, par. 21	L'Assemblée générale [...] rappelle le paragraphe 61 de sa résolution 51/241 , selon lequel, pour que la transition se fasse efficacement et sans	Assemblée générale, Conseil de sécurité	Disposition appliquée dans toute la mesure possible. La résolution 71/4 , par laquelle l'Assemblée générale a nommé António Guterres Secrétaire général de l'Organisation des Nations

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
	<i>Voir également :</i> 51/241 , annexe, par. 61	problème, le Secrétaire général doit être nommé le plus tôt possible et, en tout état de cause, un mois au plus tard avant la date à laquelle le mandat de son prédécesseur vient à expiration.		Unies pour un mandat allant du 1 ^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2021, a été adoptée le 13 octobre 2016. La résolution 75/286 , par laquelle l'Assemblée a nommé António Guterres Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour un mandat allant du 1 ^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026, a été adoptée le 18 juin 2021.
170.	51/241 , annexe, par. 58	La question de la durée du ou des mandats du Secrétaire général, y compris la possibilité de prévoir un mandat unique, sera examinée avant la nomination du prochain secrétaire général.	États Membres	Les États Membres décident de la durée du mandat du Secrétaire général au cas par cas, suivant la recommandation du Conseil de sécurité. À la soixante-dixième session, les coprésidents du Groupe de travail spécial ont organisé une réunion de réflexion informelle consacrée, entre autres, à la possibilité de modifier la durée du mandat, qui deviendrait unique et non renouvelable, et de recommander plus d'un candidat à l'Assemblée générale. Le Groupe de travail a poursuivi l'examen de la question aux sessions suivantes.

D. Divers/autres

171.	75/325 , par. 69 <i>Voir également :</i> 73/341 , par. 50 ; 72/313 , par. 80 71/323 , par. 65 ; 69/321 , par. 40	L'Assemblée générale [...] prie le Bureau des ressources humaines du Secrétariat de continuer, à sa soixante-dix-septième session, la pratique consistant à faire un exposé au Groupe de travail spécial sur le respect de l'équilibre entre les genres et de l'équilibre géographique parmi les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies et les membres du Conseil de direction de l'Organisation, en précisant lesquelles parmi ces personnes sont originaires des États qui sont membres permanents du Conseil de sécurité.	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	À la soixante-neuvième session, le Groupe de travail spécial avait entendu, le 22 mars 2016, un exposé du Directeur par intérim de la Division de la planification stratégique, du recrutement et des affectations, qui relève du Bureau de la gestion des ressources humaines (Département de la gestion), sur l'équilibre entre les genres parmi les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies et les membres du Conseil de direction de l'Organisation et l'origine régionale de ceux-ci. À la soixante-douzième session, le Groupe de travail spécial a entendu un exposé de la Sous-Secrétaire générale aux ressources humaines sur le respect de l'équilibre entre les genres parmi les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies et les membres du Conseil de direction
------	---	---	---	---

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
				<p>de l'Organisation, et l'origine géographique de ceux-ci.</p> <p>À la soixante-quatorzième session, le Groupe de travail spécial a entendu un exposé de la Sous-Secrétaire générale aux ressources humaines sur le respect de l'équilibre entre les genres et de l'équilibre géographique parmi les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies et les membres du Conseil de direction de l'Organisation.</p> <p>À la soixante-quinzième session, le Directeur de la Division des stratégies et des politiques du Bureau des ressources humaines (Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité) a présenté au Groupe de travail un exposé sur l'équilibre entre les genres et l'équilibre géographique parmi les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies et les membres du Conseil de direction de l'Organisation.</p> <p>À la soixante-dix-septième session, le Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité fera un exposé.</p>
172.	73/341 , par. 46 <i>Voir également :</i> 72/313 , par. 75 71/323 , par. 61 ; 70/305 , par. 43	<p>L'Assemblée générale [...] se félicite de nouveau que le Secrétaire général s'efforce de parvenir à une répartition juste et équitable des postes de chef de secrétariat des organismes des Nations Unies ainsi qu'au Conseil de direction de l'Organisation, pour ce qui est de l'équilibre entre les genres et de l'équilibre géographique, tout en s'assurant que les intéressés possèdent les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, conformément à l'Article 101 de la Charte et à ses résolutions 46/232 du 2 mars 1992, 51/241 et 71/263 du 23 décembre 2016, salue en</p>	Secrétaire général	<p>Disposition appliquée de manière permanente.</p> <p>Dans sa résolution 72/313, l'Assemblée générale a pris note de la demande adressée par le Secrétariat à tous les États Membres, qu'il avait engagé à désigner des candidats afin de compléter les recherches du Secrétaire général et à constituer ainsi un vaste vivier de candidats aux postes de haut responsable (par. 76).</p> <p>Dans ses résolutions 73/341 et 75/325, l'Assemblée a salué le fait que la parité des genres avait été atteinte au Conseil de direction et s'est félicitée de l'engagement pris par le Secrétaire général de parvenir à la parité des genres et de recruter le personnel sur une base géographique</p>

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		particulier le fait que la parité des genres a été instaurée au sein du Conseil de direction et demande que d'autres mesures effectives soient prises à cet égard.		aussi large que possible dans l'ensemble de l'Organisation.
173.	72/313 , par. 77 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 62 ; 70/305 , par. 44 ; 69/321 , par. 43	L'Assemblée générale [...] rappelle sa résolution 52/12 B du 19 décembre 1997, en particulier le paragraphe 2 dans lequel elle a noté que le Secrétaire général nommerait le vice-secrétaire général à l'issue de consultations avec les États Membres, souligne que la nomination, par le Secrétaire général, des hauts responsables de l'Organisation doit se faire de manière transparente et inclusive et être conforme aux dispositions des règlements intérieurs pertinents et à celles de la Charte et prie à cet égard le Secrétaire général d'annoncer suffisamment à l'avance les postes à pourvoir.	Secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente. Dans sa résolution 73/341 , l'Assemblée générale a appuyé la demande adressée par le Secrétaire général aux États Membres pour qu'ils soumettent le nom et la notice biographique de nationaux de leur pays dont la candidature à un poste de chef de secrétariat ou de haut responsable du Secrétariat pourrait être envisagée (par. 47).
174.	75/325 , par. 67 <i>Voir également :</i> 73/341 , par. 49 ; 72/313 , par. 78 ; 71/323 , par. 63 ; 70/305 , par. 45	L'Assemblée générale [...] réaffirme la nécessité d'assurer une répartition juste et équitable qui repose sur un équilibre entre les genres et une base géographique aussi large que possible, tout en veillant à la diversité du point de vue du multilinguisme, et rappelle à cet égard ses résolutions 46/232 et 51/241 , adoptées sans mise aux voix, énonçant les principes selon lesquels la considération dominante dans le recrutement du personnel doit être la nécessité d'assurer à l'Organisation les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de compétence et d'intégrité, et selon lesquels il doit être tenu	Secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		compte de l'indépendance des candidates et candidats.		
175.	75/325 , par. 66 <i>Voir également :</i> 72/313 , par. 79 ; 71/323 , par. 64	L'Assemblée générale [...] prie de nouveau le Secrétaire général de continuer à s'efforcer de parvenir à une répartition géographique équitable au Secrétariat et de garantir une répartition géographique aussi large que possible dans tous les départements et bureaux et pour les postes de toutes les classes, y compris les postes de directeur et ceux de la catégorie des fonctionnaires de rang supérieur.	Secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente.
176.	72/313 , par. 81	L'Assemblée générale [...] invite les institutions spécialisées, les fonds et les programmes à tenir à jour sur leurs sites Web officiels les informations concernant les chefs de secrétariat passés et en fonctions dans un souci de transparence et d'accessibilité des archives.	Institutions spécialisées, fonds et programmes	Le Secrétariat a informé les chefs de secrétariat des institutions spécialisées, fonds et programmes de l'invitation de l'Assemblée. Un certain nombre d'entre eux ont répondu que cette disposition avait déjà été appliquée.
177.	72/313 , par. 82	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétariat de présenter au Groupe de travail spécial à la soixante-treizième session un exposé sur la question des candidatures des hauts responsables de l'Organisation des Nations Unies actuellement en fonctions de manière à renforcer la transparence et l'équité de la procédure de nomination.	Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité	À la soixante-treizième session, la Sous-Secrétaire générale aux ressources humaines a présenté un exposé au Groupe de travail.

Thème IV : Renforcement de la mémoire institutionnelle du Bureau de la présidence de l'Assemblée générale

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
A. Dispositions relatives aux compétences de la présidence de l'Assemblée générale				
178.	70/305 , par. 57	L'Assemblée générale [...] décide que son Président élu prêtera serment, comme indiqué à l'annexe I de la présente résolution, au moment où le marteau lui sera remis, à la dernière séance plénière de la session finissante, et décide que le texte du serment sera annexé à son Règlement intérieur.	Présidence de l'Assemblée générale, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Disposition appliquée de manière permanente. Le Président élu pour la soixante et onzième session de l'Assemblée générale a été le premier à prêter serment, à la 118 ^e séance plénière de la soixante-dixième session de l'Assemblée, le 13 septembre 2016. Le Règlement intérieur révisé a été publié sous la cote A/520/Rev.19 ; le texte du serment figure à l'annexe X dudit document. Dans sa résolution 71/323 , l'Assemblée générale s'est félicitée que son Président à sa soixante et onzième session ait prêté serment et observé un code de conduite, dont le texte figurait aux annexes X et XI du Règlement intérieur, contribuant ainsi à renforcer la transparence et la responsabilité du Bureau (par. 67).
179.	70/305 , par. 58	L'Assemblée générale [...] décide également que son Président respectera un code de conduite, comme indiqué à l'annexe II de la présente résolution, et décide que le texte dudit code sera annexé à son Règlement intérieur.	Présidence de l'Assemblée générale, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Disposition appliquée de manière permanente. Le Règlement intérieur révisé a été publié sous la cote A/520/Rev.20 ; le texte du code de conduite que doit suivre le (la) Président(e) de l'Assemblée générale figure à l'annexe XI dudit document.
180.	72/313 , par. 85 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 69 ; 70/305 , par. 49 ; 69/321 , par. 46 ; 68/307 , par. 31 ; 67/297 , par. 27 ; 66/294 , par. 29 ; 65/315 , par. 24 ; 64/301 , par. 13 ; 63/309 , par. 4	L'Assemblée générale [...] invite la présidence à continuer de tenir régulièrement des réunions d'information sur ses activités, y compris ses voyages, à l'intention des États Membres.	Présidence de l'Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente.
181.	70/305 , par. 51	L'Assemblée générale [...] invite tout président élu à avoir des échanges avec le	Présidence de l'Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
	<i>Voir également :</i> 69/321 , par. 48 ; 68/307 , par. 33	Conseil des présidents de l'Assemblée générale afin de tirer parti de l'expérience de ses prédécesseurs en ce qui concerne les meilleures pratiques et les enseignements qu'ils en ont tirés.		
182.	72/313 , par. 90	L'Assemblée générale [...] félicite vivement son Président à sa soixante-douzième session d'avoir établi les dialogues du matin, discussions informelles entre représentants permanents consacrées aux aspects de fond et aux aspects pratiques de ses activités, et se déclare extrêmement favorable à la poursuite de la précieuse pratique consistant à tenir régulièrement des rencontres entre la présidence et les représentants permanents.	Présidence de l'Assemblée générale, États Membres	Le Président de l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session a inauguré la pratique consistant à tenir régulièrement des dialogues du matin avec les représentantes et représentants permanents. Cette pratique s'est poursuivie jusqu'à la soixante-quinzième session.
183.	73/341 , par. 60 <i>Voir également :</i> 72/313 , par. 87 ; 71/323 , par. 71 ; 70/305 , par. 52 ; 69/321 , par. 49 ; 67/297 , par. 32 ; 66/294 , par. 36 ; 65/315 , par. 28 ; 64/301 , par. 17 ; 60/286 , annexe, par. 9	L'Assemblée générale [...] souligne l'importance que revêt le rapport de passation de fonctions pour la mémoire institutionnelle du Bureau de la présidence, conformément à sa résolution 69/321 et à d'autres mandats sur la question énoncés dans les résolutions sur la revitalisation de ses travaux.	Présidence de l'Assemblée générale, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Disposition appliquée de manière permanente. Dans une lettre datée du 17 septembre 2018, le Président de l'Assemblée générale à sa soixante-douzième session a communiqué à l'ensemble des États Membres le condensé des meilleures pratiques et des enseignements tirés établi par son prédécesseur sur la base du document type élaboré par le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et avec l'assistance technique de ce dernier. La Présidente de l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session a poursuivi cette pratique et a communiqué à tous les États Membres, dans une lettre datée du 16 septembre 2019, le rapport de passation de fonctions destiné à son successeur. Dans une lettre datée du 15 septembre 2020, le Président de l'Assemblée à sa soixante-quatorzième session a communiqué à

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
				tous les États Membres le rapport de passation de fonctions destiné à son successeur. Dans une lettre datée du 14 septembre 2021, le Président de l'Assemblée à sa soixante-quinzième session a communiqué à tous les États Membres le rapport de passation de fonctions destiné à son successeur.
184.	75/325 , par. 80 <i>Voir également :</i> 73/341 , par. 59	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétariat de publier à sa soixante-dix-septième session, dans la limite des ressources existantes, en coordination avec le Bureau de la présidence, un recueil des pratiques optimales des présidences passées qui pourrait contribuer à renforcer la mémoire institutionnelle du Bureau de la présidence.	Secrétariat, en coordination avec le Bureau de la présidence de l'Assemblée générale	Des informations à jour seront communiquées à la soixante-dix-septième session.
185.	72/313 , par. 101 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 84 ; 70/305 , par. 69 ; 69/321 , par. 56 ; 68/307 , par. 40 ; 67/297 , par. 29	L'Assemblée générale [...] prie sa Présidente, en coopération avec le Secrétariat, de rendre compte au Groupe de travail spécial, à sa soixante-treizième session, de l'exécution de toutes les tâches confiées à elle en vertu de la présente résolution et des résolutions antérieures.	Présidence de l'Assemblée générale, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Disposition appliquée de manière permanente. La présidence de l'Assemblée générale rend compte de la question au Groupe de travail.
186.	58/126 , annexe, sect. A, par. 7	En juin de chaque année, après avis des États Membres et consultations avec le Président en exercice et le Secrétaire général, le Président élu de l'Assemblée générale propose une ou plusieurs questions d'intérêt mondial sur lesquelles les États Membres seront invités à faire des observations au cours du débat général de la session à venir de l'Assemblée. Il faudrait que l'ensemble des États Membres reçoivent un résumé des vues	Présidence de l'Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente. Le Président élu pour la soixante-quatorzième session a proposé le thème suivant : « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion ». Le Président élu pour la soixante-quinzième session a proposé le thème suivant : « L'avenir que nous voulons, l'ONU qu'il nous faut : réaffirmons notre attachement collectif au multilatéralisme – faire face à la COVID-19 au moyen d'une réelle action multilatérale ». Le

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		communiquées par certains d'entre eux. Ces propositions sur la (les) question (s) sont sans préjudice du droit souverain qu'ont les États Membres de décider seuls de la teneur de leur déclaration au débat général.		Président élu pour la soixante-seizième session a proposé le thème suivant : « Miser sur l'espoir pour renforcer la résilience afin de se relever de la COVID-19, reconstruire durablement, répondre aux besoins de la planète, respecter les droits des personnes et revitaliser l'Organisation des Nations Unies ».
187.	71/323, par. 73	L'Assemblée générale [...] décide, dans le plein respect du principe du roulement géographique établi dans sa résolution 33/138 du 19 décembre 1978, de tenir des dialogues interactifs informels avec les candidats au poste de président de l'Assemblée générale, contribuant ainsi à la transparence et à l'ouverture de la procédure, et demande aux candidats de lui exposer leur vision stratégique.	Assemblée générale	<p>Disposition appliquée de manière permanente. Dans sa résolution 72/313, l'Assemblée a accueilli avec la plus grande satisfaction l'organisation de dialogues informels avec les candidats au poste de président de l'Assemblée générale et la communication de leur vision stratégique, comme prévu au paragraphe 73 de la résolution 71/323 (par. 88).</p> <p>Le 13 mai 2019, la Présidente de l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session a organisé un dialogue interactif informel avec le candidat à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session.</p> <p>Le 15 mai 2020, le Président de l'Assemblée à sa soixante-quatorzième session a organisé virtuellement un dialogue interactif informel avec le candidat à la présidence de l'Assemblée à sa soixante-quinzième session.</p> <p>Le 6 mai 2021, le Président de l'Assemblée à sa soixante-quinzième session a organisé des dialogues interactifs avec les deux candidats à la présidence de l'Assemblée à sa soixante-seizième session.</p>
188.	72/313, par. 89	L'Assemblée générale [...] prie le Groupe de travail spécial d'établir en consultation étroite avec la présidence de l'Assemblée générale des lignes directrices sur le dialogue interactif informel avec les candidats au poste de président de l'Assemblée générale portant	Groupe de travail spécial	Dans sa résolution 73/341, l'Assemblée générale a invité son président à organiser, conformément à la résolution 71/323, un dialogue interactif informel entre les États Membres et le, la ou les candidat(e)(s) à la présidence sous la forme d'une séance de questions-réponses ciblées et pertinentes, qui s'inscrive dans le prolongement de

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		entre autres sur la question des participants, la durée et les modalités du dialogue.		l'exposé de la vision stratégique du, de la ou des candidat(e)(s) et s'appuie sur les plans et les priorités que chaque candidat(e) envisage pour son mandat, et insisté sur la nécessité de prévoir suffisamment de temps pour que tous les participants aient la possibilité de poser des questions (par. 61). Pour les dates auxquelles les dialogues interactifs ont eu lieu, voir la disposition 187.

B. Dispositions relatives à l'appui financier, logistique et technique apporté à la présidence de l'Assemblée générale

189.	72/313 , par. 96 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 79 ; 70/305 , par. 64 ; 69/321 , par. 54 ; 68/307 , par. 38	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétaire général de lui proposer, dans le projet de budget-programme pour l'exercice 2020, une révision des ressources allouées au Bureau de la présidence selon les procédures existantes et en particulier l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale et compte tenu des délibérations tenues par le Groupe de travail spécial sur la question et, à cet égard, attend avec intérêt d'examiner ces propositions durant la partie principale de sa soixante-quatorzième session.	Secrétaire général	En application de la résolution 70/305 , le Secrétaire général a fait, dans le cadre du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019, les propositions suivantes : a) création d'un emploi de temporaire (autre que pour les réunions) de classe P-5, dont le (la) titulaire serait chargé(e) de gérer la continuité et le transfert des connaissances entre les présidences et entre les sessions et de contribuer à l'établissement du rapport de fin de mandat de la présidence ainsi qu'à la passation de pouvoirs ; b) création de quatre emplois de temporaire (autres que pour les réunions) supplémentaires (2 D-2, 1 D-1 et 1 P-5) pendant la période d'un mois où les équipes se chevauchent, et ce sur une base annuelle, afin de permettre aux nouvelles présidences de tirer le meilleur parti de la période de transition (voir A/72/6 (Sect. 1) , par. 1.8 et 1.26). Au terme de la partie principale de sa soixante-douzième session, l'Assemblée générale a décidé de ne pas créer l'emploi de classe P-5 demandé, mais elle a approuvé la création des emplois de temporaire (autre que pour les réunions) pendant la période d'un mois où les équipes se chevauchent afin de permettre aux nouvelles présidences de tirer le meilleur parti de la période de transition (voir résolution 72/263 .
------	---	--	--------------------	--

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
				Conformément à la résolution 72/313 et à la recommandation formulée dans le rapport de l'Équipe spéciale sur le fonctionnement du Bureau de la présidence de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a de nouveau inscrit dans le projet de budget-programme pour 2020 la création d'un emploi de classe P-5 supplémentaire en vue d'aider le Bureau de la présidence à assurer la continuité des activités et le transfert des connaissances entre les présidences et entre les sessions, et de contribuer à l'établissement du rapport de fin de mandat de la présidence ainsi qu'à la transmission des informations lors de la passation des pouvoirs (voir A/74/6 (Sect. 1) , par. 1.7). À la fin de la partie principale de la soixante-quatorzième session, l'Assemblée générale a décidé de ne pas approuver la proposition de création de l'emploi de classe P-5 demandé et a décidé de maintenir la durée de la période de transition à un mois (voir résolution 74/262 , par. 36).
190.	72/313 , par. 83 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 66 ; 70/305 , par. 46	L'Assemblée générale [...] félicite son Président à sa soixante-douzième session d'avoir renforcé la transparence et l'ouverture du Bureau de la présidence, notamment grâce à la poursuite des pratiques décrites au paragraphe 66 de la résolution 71/323 et d'avoir fourni de sa propre initiative le résumé de sa déclaration de situation financière personnelle, et invite ses futurs présidents à suivre ces bonnes pratiques.	Présidence de l'Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente. Des informations détaillées sur les finances, les voyages, la dotation en personnel et les activités du Bureau de la présidence de l'Assemblée générale sont diffusées sur le site Web de la présidence.
191.	70/305 , par. 53	L'Assemblée générale [...] prie également son Président de préserver les archives et la mémoire institutionnelle au cours de son mandat et de se servir des installations dont l'Organisation dispose pour la	Présidence de l'Assemblée générale	Disposition devant être appliquée de manière permanente.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		tenue et l'archivage des dossiers, en tenant compte des normes et pratiques en la matière.		
192.	71/323, par. 72 <i>Voir également :</i> 70/305, par. 54	L'Assemblée générale [...] soutient les efforts faits jusqu'à présent par le Bureau de son Président, avec l'aide de la Section des archives et de la gestion des dossiers du Département de la gestion du Secrétariat, en matière d'archivage et de tenue des dossiers, et souligne qu'il est nécessaire de continuer à réfléchir aux méthodes à adopter afin de bien préserver la mémoire institutionnelle du Bureau.	Secrétaire général	Disposition devant être appliquée de manière permanente, sachant que les documents pertinents doivent être transmis par le Bureau de la présidence de l'Assemblée générale.
193.	75/325, par. 79 <i>Voir également :</i> 73/341, par. 58.	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires à la préservation et au renforcement de la mémoire institutionnelle du Bureau de la présidence et à la revitalisation de ses travaux, en se servant des moyens dont l'Organisation dispose pour la tenue et l'archivage des dossiers, en particulier la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et le Département de la communication globale du Secrétariat.	Secrétariat	Disposition devant être appliquée de manière permanente.
194.	70/305, par. 59	L'Assemblée générale [...] prie le Bureau de la déontologie du Secrétariat et le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences d'organiser une séance d'orientation à l'intention de tous ses présidents et des membres de leur Bureau,	Bureau de la déontologie, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Disposition appliquée de manière permanente. Les 7 et 8 septembre 2016, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a organisé, à l'intention du Président élu pour la soixante et onzième session et de son équipe, une séance d'orientation comprenant notamment des exposés sur les sujets suivants : appui à la gestion des

<i>N°</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
		avant qu'ils n'entrent en fonctions.		conférences ; Règlement intérieur de l'Assemblée générale ; programme de travail de la soixante et onzième session ; déontologie, principe de responsabilité et contrôle ; meilleures pratiques en matière de gestion des archives numériques ; communication et médias ; questions relatives au budget, aux finances, aux ressources humaines et à l'administration ; services protocolaires mis à la disposition du Président de l'Assemblée générale. Des séances d'orientation ont été organisées à l'intention des Présidents élus de la soixante-treizième, soixante-quatorzième et soixante-quinzième session et leurs équipes en septembre 2018, 2019 et 2020.
195.	72/313 , par. 94 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 77 ; 70/305 , par. 61	L'Assemblée générale [...] demande de nouveau au Secrétaire général d'envisager de détacher du personnel au Bureau de la présidence de façon plus systématique à la demande de celle-ci et invite de nouveau les chefs de secrétariat des fonds, programmes et institutions spécialisées à faire de même.	Secrétaire général, chefs de secrétariat des institutions spécialisées, fonds et programmes	Disposition devant être appliquée de manière permanente.
196.	70/305 , par. 62	L'Assemblée générale [...] décide que ses Présidents doivent faire une déclaration de situation financière lorsqu'ils prennent et quittent leurs fonctions, dans le respect du dispositif de transparence financière concernant les fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies.	Présidence de l'Assemblée générale	Disposition devant être appliquée de manière permanente.
197.	70/305 , par. 65	L'Assemblée générale [...] prie également le Secrétaire général de mettre les ressources autres que les ressources humaines à la	Secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente. Dans sa résolution 72/313 , l'Assemblée générale a pris note de la pratique consistant à mettre les ressources prévues au budget-programme à l'intention du Bureau de la présidence, autres que

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		disposition de ses présidents dès la date de leur élection.		celles qui concernent le personnel, à la disposition de ses présidents dès la date de leur élection (par. 97).
198.	72/313 , par. 100 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 83 ; 70/305 , par. 67	L'Assemblée générale [...] demande de nouveau que les contributions autres qu'en nature transitent par le fonds d'affectation spéciale et se félicite des mesures prises à cet égard par son Président à sa soixante-douzième session.	Présidence de l'Assemblée générale, Bureau de la déontologie	Disposition devant être appliquée de manière permanente. Dans sa résolution 72/313 , l'Assemblée générale s'est félicitée de la poursuite de la pratique consistant à obtenir l'aval du Bureau de la déontologie pour toutes les contributions provenant de sources autres que les États Membres, et a préconisé instamment l'adhésion à cette pratique (par. 99).
199.	73/341 , par. 62 <i>Voir également :</i> 70/305 , par. 68	L'Assemblée générale [...] encourage le Bureau de la présidence à publier sans tarder tous les documents utiles, y compris les déclarations, lettres, comptes rendus de voyage, comptes rendus d'activité, décisions et communiqués de presse, sur les sites Web correspondants de l'Organisation.	Présidence de l'Assemblée générale	Disposition appliquée de manière permanente.
200.	72/313 , par. 98 <i>Voir également :</i> 71/323 , par. 81 ; 70/305 , par. 66 ; 69/321 , par. 55 ; 68/307 , par. 39 ; 67/297 , par. 28 ; 66/294 , par. 33 ; 64/301 , par. 12	L'Assemblée générale [...] souligne l'importance des contributions des États Membres au fonds d'affection spéciale pour le Bureau de la présidence, note à cet égard avec satisfaction les contributions qui ont été versées au fonds et encourage les États Membres à continuer d'y contribuer et à permettre que les contributions non dépensées durant une session restent disponibles au cours des mandats suivants.	États Membres	Depuis l'adoption de la résolution 66/294 , un certain nombre de contributions ont été versées au fonds d'affectation spéciale pour le Bureau de la présidence de l'Assemblée générale. En outre, chaque nouveau Président ou nouvelle Présidente de l'Assemblée reçoit des informations sur le fonds d'affectation spéciale et ses modalités de fonctionnement. Depuis la soixante et onzième session, les présidences publient sur leur site Web des informations concernant les contributions versées au fonds d'affectation spéciale.
201.	73/341 , par. 52 <i>Voir également :</i> 72/313 , par. 92 ; 71/323 , par. 74 ; 70/305 , par. 55 ; 69/321 , par. 50 ; 68/307 , par. 34	L'Assemblée générale [...] invite les États Membres à examiner sur un pied d'égalité les candidatures féminines et masculines à sa présidence et engage ses présidentes et présidents élus à continuer de s'employer à	États Membres	Disposition devant être appliquée de manière permanente.

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		parvenir à un équilibre entre les genres et à un équilibre géographique au Bureau de la présidence.		
202.	<p>75/325, par. 76 et 78</p> <p><i>Voir également :</i></p> <p>73/341, par. 56 ; 72/313, par. 93 ; 71/323, par. 75 ; 70/305, par. 56 ; 69/321, par. 51 ; 68/307, par. 35 ; 67/297, par. 30 ; 66/294, par. 34 ; 65/315, par. 26</p>	<p>76. L'Assemblée générale [...] prie le Secrétaire général de continuer à apporter à son président ou à sa présidente, dans la limite des ressources existantes, l'appui administratif, technique, logistique et protocolaire qui lui est nécessaire pour s'acquitter efficacement des mandats qui lui sont confiés en sa qualité de responsable de l'un des organes principaux de l'Organisation.</p> <p>78. [Elle] prie le Secrétariat de faire à l'intention du Groupe de travail spécial, à sa soixante-dix-septième session, un bilan par écrit, assorti de recommandations, ainsi qu'un exposé sur le fonctionnement du Bureau de la présidence, pour donner suite au rapport de l'équipe spéciale convoquée par le Secrétaire général en novembre 2015 distribué en annexe à la lettre datée du 11 mars 2016 adressée à son président par le Secrétaire général, en tenant compte de ses précédentes résolutions sur la question.</p>	Secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente. Le Secrétaire général adjoint chargé du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences a présenté un exposé au Groupe de travail spécial le 9 juin 2020, à la soixante-quatorzième session, et le 11 mars 2021, à la soixante-quinzième session. Un exposé et un bilan par écrit seront faits à la soixante-dix-septième session.
203.	<p>66/294, par. 35</p> <p><i>Voir également :</i></p> <p>65/315, par. 27 ; 64/301, par. 11 ; 59/313, par. 3 d)</p>	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétaire général de continuer à s'employer, dans les limites des ressources convenues, à faire en sorte que le Président dispose des services de protocole et de sécurité nécessaires et des bureaux dont il a besoin pour s'acquitter de ses fonctions dans des conditions qui reflètent le niveau et le prestige de sa charge.	Secrétaire général	Le Département de la sûreté et de la sécurité continue d'assurer la protection rapprochée de la Présidente ou du Président de l'Assemblée générale dans les limites des ressources existantes et le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences continue de fournir des services protocolaires au Bureau de la présidence de l'Assemblée. De plus, de nouveaux locaux ont été mis

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
				à la disposition du Bureau dans le bâtiment des conférences rénové.
204.	71/323 , par. 76 <i>Voir également :</i> 70/305 , par. 60 ; 69/321 , par. 52 ; 68/307 , par. 36 ; 67/297 , par. 31 et 32 ; 66/294 , par. 36 ; 65/315 , par. 28 ; 63/309 , par. 5 ; 60/286 , annexe, par. 9	L'Assemblée générale [...] souligne qu'il importe de mettre à la disposition du Bureau de son Président, dans les limites des ressources convenues, des membres du personnel du Secrétariat chargés de coordonner la transition entre le président sortant et son successeur de façon efficace et compétente, de gérer les relations entre le Président et le Secrétaire général et de préserver la mémoire institutionnelle, remercie les États Membres qui ont détaché du personnel de leur Mission permanente auprès du Bureau de son Président et encourage la poursuite de cette bonne pratique existante.	Secrétariat, Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences	Disposition appliquée de manière permanente. Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences fournit un appui technique, procédural et fonctionnel au Bureau de la présidence de l'Assemblée générale tout au long de l'année et informe les futures présidences et leurs équipes sur les travaux de la session à venir. Depuis 2016, le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences organise chaque année des séances d'orientation. Le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences est aussi le coordonnateur des activités visant à préserver la mémoire institutionnelle concernant les travaux et pratiques de l'Assemblée générale.
205.	59/313 , par. 3 b)	L'Assemblée générale [...] décide de renforcer le rôle et l'autorité du Président de l'Assemblée générale : b) En renforçant les moyens mis à la disposition du Bureau du Président, dans les limites des ressources disponibles et sous réserve de l'examen par l'Assemblée générale du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007, en vue de financer deux postes de haut niveau supplémentaires qui, à compter de la soixantième session de l'Assemblée, seront pourvus annuellement à la suite d'une concertation entre le Président sortant et son successeur.	Secrétaire général	Disposition appliquée depuis la soixantième session (A/61/483 , p. 18).
206.	58/126 , annexe, sect. A, par. 10	Les ressources en personnel et autres moyens d'appui du Bureau de la Présidence de l'Assemblée générale seront accrus dans les limites des	Secrétaire général	Disposition appliquée depuis la cinquante-neuvième session (A/61/483 , p. 12, et A/62/608).

N°	Résolution	Texte de la disposition	Responsable(s) de l'application	Observations
		ressources existantes, en tenant compte des dispositions du paragraphe 22 de l'annexe à la résolution 55/285 . Cinq postes supplémentaires seront créés pour compléter l'appui actuel, dont trois seront pourvus sur une base annuelle, après consultations avec le nouveau Président ou la nouvelle Présidente, à compter de la cinquante-neuvième session de l'Assemblée.		
207.	55/285 , annexe, par. 22 <i>Voir également :</i> 51/241 , annexe, par. 44	De nouvelles mesures doivent être prises pour appliquer le paragraphe 44 de l'annexe à la résolution 51/241 , en particulier en ce qui concerne l'appui fonctionnel à apporter au Président de l'Assemblée générale. En conséquence, des ressources adéquates devraient être mises à la disposition du bureau du Président dans les domaines d'activité qui relèvent de sa compétence. Le Secrétaire général est prié de prendre des mesures appropriées à cette fin et de présenter aux différentes commissions des propositions qu'elles examineront lors de la cinquante-sixième session de l'Assemblée.	Secrétaire général	Disposition appliquée de manière permanente. Voir également les autres dispositions pertinentes.
208.	59/313 , par. 3 c)	L'Assemblée générale [...] décide de renforcer le rôle et l'autorité du Président de l'Assemblée générale : c) En mettant à la disposition du Président de l'Assemblée générale des bureaux et salles de conférence qui lui permettent de s'acquitter de ses fonctions dans des conditions appropriées au niveau et au prestige de sa charge.	Secrétaire général	Depuis la soixante-huitième session, de nouveaux bureaux sont mis à la disposition du Bureau de la présidence de l'Assemblée générale dans le bâtiment des conférences rénové.

<i>N°</i>	<i>Résolution</i>	<i>Texte de la disposition</i>	<i>Responsable(s) de l'application</i>	<i>Observations</i>
209.	60/286 , annexe, par. 11 <i>Voir également :</i> 58/126 , annexe, sect. A, par. 11	L'Assemblée générale [...] prie le Secrétaire général de continuer à prendre les dispositions voulues pour que des bureaux provisoires et autres moyens d'appui soient mis à la disposition de son président élu, comme le prévoit sa résolution 58/126 .	Secrétaire général	Depuis la cinquante-neuvième session, des bureaux provisoires et autres moyens d'appui sont mis à la disposition de la future présidence (A/61/483 , p. 12, et A/62/608 , p. 7).

Annexe II

Bilan des progrès accomplis en ce qui concerne l'amélioration des méthodes de travail des grandes commissions de l'Assemblée générale, en application de la résolution 75/325

1. En application du paragraphe 31 de la résolution 75/325, dans lequel l'Assemblée générale a prié « chacune des grandes commissions de faire à l'intention du Groupe de travail spécial, à sa soixante-seizième session, un bilan par écrit des progrès accomplis à ce jour en ce qui concerne l'amélioration des méthodes de travail des commissions, en tenant compte, le cas échéant, des recommandations du Groupe de travail spécial », et comme suite à la lettre des coprésidents datée du 17 août 2022, les bilans présentés par les présidents des grandes commissions et le Secrétaire de la Troisième Commission par l'intermédiaire des coprésidents du Groupe de travail sont reproduits dans la présente annexe.

I. Bilan du Président de la Première Commission (soixante-seizième session)

2. Malgré les restrictions liées à la pandémie de COVID-19, pour la soixante-seizième session, la Première Commission a pu élaborer un programme de travail qui, comme par le passé, s'est décliné en trois volets : débat général, discussions thématiques et examen et adoption des projets de textes. Elle a pu atteindre les objectifs qu'elle s'était fixé, à savoir contribuer véritablement aux travaux de l'Assemblée générale dans le domaine du désarmement et de la sécurité internationale. Au total, 16 points et 36 sous-points de l'ordre du jour lui ont été renvoyés, et elle a tenu 18 réunions en présentiel (3 de plus qu'à la soixante-quinzième session) et 3 réunions virtuelles.

3. La Commission a continué de prendre des mesures temporaires en raison de la pandémie : elle a ainsi imposé le strict respect du temps de parole pour les déclarations (les micros étaient automatiquement coupés une fois le temps de parole écoulé), rassemblé les déclarations portant sur certaines questions thématiques et reflétant les positions des délégations qui n'avaient pas pu être prononcées en personne, et nettement limité le temps imparti pour les déclarations faites dans le cadre des explications de vote et de l'exercice du droit de réponse.

4. Les États ayant souhaité revenir aux méthodes de travail établies de la Commission, les discussions thématiques habituelles, qui avaient été suspendues en 2020, ont repris en 2021. Compte tenu des contraintes de temps, la Commission a accepté que les déclarations soient faites en personne, par écrit ou sous forme de déclarations préenregistrées. À la présente session, comme la Commission n'a tenu que peu de séances en présentiel, les déclarations n'ont pas été faites au titre de chacun des sept groupes thématiques mais ont été regroupées. La disponibilité des salles de conférence étant limitée, le secrétariat a tenu ses consultations informelles au format virtuel.

5. Au moment où il finissait de déterminer les modalités de travail pour la session, le Bureau a examiné un document dans lequel le secrétariat envisageait la meilleure et la pire des situations qui pourraient se produire en raison de la pandémie. À la fin du mois d'août, il n'y avait pas de doute que les États préféreraient s'inspirer de l'expérience de la soixante-quinzième session plutôt que de procéder comme à cette session, étant donné que la plupart des membres des délégations étaient vaccinés. Ils préféreraient aussi tenir un plus grand nombre de séances et avoir une seule salle de

conférence pour le volet consacré à l'adoption des projets de texte, et ils souhaitent que plusieurs représentants soient présents dans la salle. Entre le 30 août et le 30 septembre 2021 (date de la séance d'organisation de la Commission), le Bureau a consacré cinq réunions au programme de travail de la Commission et décidé finalement le 22 septembre d'y inscrire les discussions thématiques et de donner la priorité à la distanciation physique dans sa décision concernant les salles de conférence.

6. Au fil des ans, la Commission des questions de désarmement et de la sécurité internationale (Première Commission) s'est efforcée de rationaliser ses travaux en réaménageant son ordre du jour et en améliorant l'organisation de son travail. L'Assemblée générale s'est prononcée en ce sens, notamment dans ses résolutions 42/42N du 30 novembre 1987, 48/87 du 16 décembre 1993, 49/85 du 15 décembre 1994, 57/300 du 20 décembre 2002, 58/41 du 8 décembre 2003, 58/126 du 19 décembre 2003, 58/316 du 1^{er} juillet 2004 et 59/95 du 3 décembre 2004, ainsi que dans sa décision 52/416 B du 8 septembre 1998.

7. Au cours des quelques années qui ont précédé la réunion plénière de haut niveau de la soixantième session de l'Assemblée générale (Sommet mondial de 2005), plusieurs grandes initiatives ont été prises par l'Assemblée et la Première Commission précisément pour revoir leurs méthodes de travail. À l'époque, de l'avis général, l'Assemblée, principal organe délibérant, représentatif et décisionnel de l'ONU, était sous-performante, son ordre du jour manquait de transparence, ses méthodes de travail étaient dépassées et l'image qu'elle projetait était terne. La Première Commission était préoccupée par le fait que le vide qui existait sur le plan multilatéral dans les domaines de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération pourrait être comblé par le Conseil de sécurité et des mécanismes ad hoc ; il était donc impératif que l'ONU ait une Assemblée et une Première Commission efficaces et utiles, et que les activités de tel organe créé par la Charte empiètent au minimum sur celles des autres.

8. En priant le Secrétaire général, dans sa résolution 58/126, de lui soumettre un ordre du jour articulé autour des priorités de l'Organisation, l'Assemblée générale a reconnu qu'elle gagnerait à contracter son ordre du jour, de façon à pouvoir examiner à fond toutes les questions et afin que ses décisions puissent avoir un plus grand impact. Pour la Première Commission, il a été décidé d'examiner certains points de l'ordre du jour tous les deux ou trois ans et de fusionner certaines questions. Les États Membres ont par ailleurs été encouragés à réduire le nombre de projets de résolution qu'ils déposaient chaque année et à éviter de présenter des projets de résolution « de routine ». Les textes « de routine » ou « de procédure » pourraient être adoptés sous forme de décisions qui seraient proposées par la présidence de la Première Commission à l'issue de consultations avec les États Membres. Ces premières tentatives de rationalisation de l'ordre du jour de la Première Commission se sont ensuite heurtées à la résistance politique des États Membres, ce qui a conduit à la multiplication des questions inscrites à l'ordre du jour de la Commission.

9. Il est certain que la planification et la préparation des travaux de la Première Commission se sont améliorées depuis que le Bureau au complet est élu trois mois avant la session de l'Assemblée générale, conformément à la résolution 58/126. Depuis la quarante-neuvième session de l'Assemblée, l'élection à la présidence de la Première Commission se fait par roulement entre les groupes régionaux. L'usage veut que le groupe régional dont est issu le (la) rapporteur(se) assure la présidence de la Commission l'année suivante, mais cette pratique n'est pas suivie systématiquement. Depuis la soixante-cinquième session, on observe la tendance suivante : le groupe régional dont est issu le (la) président(e) assure les fonctions de rapporteur l'année suivante.

10. Au fil des ans, les méthodes de travail de la Première Commission continuent d'être influencées par les décisions prises par la Plénière (par exemple, la décision 68/505 du 1^{er} octobre 2013 sur l'ordre de roulement à la présidence des grandes commissions et la résolution 68/307 et son annexe sur les directives concernant l'élection des présidents et rapporteurs des grandes commissions) et les recommandations du Groupe de travail spécial sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale. Conformément à la décision 52/416 B du 8 septembre 1998, les travaux de la Première Commission ne dépassent pas cinq semaines, et compte tenu des résolutions 58/316 et 59/95, le programme de travail de la Commission est divisé en trois volets : le débat général, les discussions thématiques et l'examen et l'adoption des projets de texte. À sa quarante-huitième session, souhaitant réaménager l'ordre du jour annuel de la Première Commission, l'Assemblée générale avait déjà décidé d'adopter une approche thématique en regroupant les questions présentées par les États Membres en 10 grands domaines pour que la discussion soit plus approfondie et plus ciblée : armes nucléaires ; autres armes de destruction massive ; armes classiques ; désarmement et sécurité sur le plan régional ; mesures de confiance, y compris la transparence dans le domaine des armements ; espace extra-atmosphérique (aspects relatifs au désarmement) ; mécanismes de désarmement ; autres mesures de désarmement sécurité internationale ; questions de désarmement et questions connexes liées à la sécurité internationale (voir résolution 48/87). Dix ans plus tard, à la cinquante-neuvième session, le Président de la Commission a fait part au Président de l'Assemblée, dans une lettre datée du 5 novembre 2004, de l'initiative que la Commission avait prise de classer les points et sous-points qui lui sont renvoyés en sept groupes : armes nucléaires ; autres armes de destruction massive ; espace extra-atmosphérique (aspects relatifs au désarmement) ; armes classiques ; désarmement et sécurité sur le plan régional ; autres mesures de désarmement et sécurité internationale ; mécanismes de désarmement.

11. Ces dernières années, les discussions sur les méthodes de travail de la Commission ont porté sur des aspects bien précis. Les États Membres ont demandé à être avertis à l'avance des projets pour lesquels des incidences sur le budget-programme seraient publiées. Ils ont également demandé que le texte des déclarations orales soit distribué au moins un jour à l'avance et qu'une communication et une coordination plus étroites soient instaurées entre les différentes entités du Secrétariat qui participaient à la procédure relative aux incidences sur le budget-programme. Les discussions sur les incidences financières peuvent toutefois se heurter à des difficultés d'ordre politique plutôt que technique, certaines délégations estimant que les incidences sur le budget-programme ne devraient pas influencer les propositions sur le fond et que, s'il est vrai que le Comité doit tenir compte de la disponibilité des ressources, ces considérations ne devraient pas déterminer les programmes et les mandats relatifs au désarmement et à la sécurité internationale.

12. En ce qui concerne les discussions de groupe (introduites en 2004) et les séances d'information, certaines délégations considéraient qu'elles étaient importantes et instructives, mais de nombreuses autres estimaient qu'elles n'étaient pas aussi efficaces ni interactives que prévu. Les sujets étaient répétitifs et les invités présentaient des rapports standards sur les travaux des entités qu'ils représentaient. Certains considéraient qu'il faudrait équilibrer et diversifier la composition des groupes de discussion et inviter d'anciens chefs d'entités des Nations Unies et des experts de la société civile, y compris des universitaires. Il faudrait aussi que les thèmes retenus soient pertinents, intéressants et pluriels et qu'ils soient d'actualité.

13. En ce qui concerne la gestion du temps, la Commission était d'avis que le non-respect du temps de parole nuisait à son fonctionnement. Des appels ont été lancés pour que le temps de parole soit strictement respecté. Il a été proposé qu'au moment

de l'examen et de l'adoption des projets de texte, les délégations s'abstiennent de faire des déclarations générales ou qu'elles les réservent exclusivement à la présentation ou à la révision des projets. Certains ont souhaité aussi que les projets qui ne contiennent que des mises à jour techniques soient examinés seulement tous les deux ou trois ans, voire tous les quatre ans. Compte tenu des discussions sur la gestion du temps, depuis plus de cinq ans, un signal sonore sert à avertir les États que leur temps de parole est écoulé. La mise en service du portail e-deleGATE, notamment des modules e-Speakers et e-Sponsors, a été bien accueillie.

Figure
Statistiques relatives au débat général

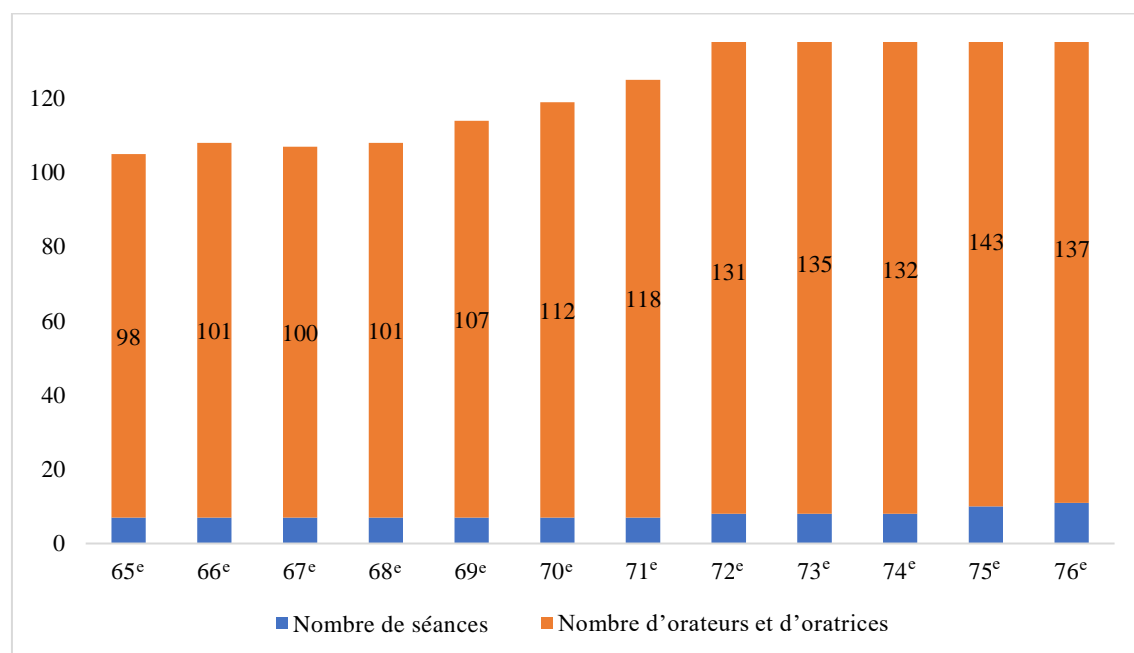


Tableau
Votes de la Première Commission

Session	65 ^e	66 ^e	67 ^e	68 ^e	69 ^e	70 ^e	71 ^e	72 ^e	73 ^e	74 ^e	75 ^e	76 ^e
Adoption avec mise aux voix (votes séparés)	25	21	25	32	31	29	35 (29)	30 (27)	39 (50)	40 (58)	40 [80]	37 [66]
Adoption sans mise aux voix	33	31	34	21	32	28	34	28	29	19	31	24

II. Bilan de la Présidente de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) (soixante-seizième session)

14. Le bilan des méthodes de travail de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) est présenté au Groupe de travail spécial sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale comme suite à la réunion d'information du 11 mai 2022 et conformément à la résolution [75/325](#) de l'Assemblée.

15. Le bilan se compose de trois parties : un résumé des méthodes de travail de la Quatrième Commission avant la pandémie de COVID-19 ; les mesures innovantes prises pour les soixante-quizième et soixante-seizième sessions, en raison des restrictions liées à la pandémie ; un résumé de la réunion informelle que la Commission a tenue sur ses méthodes de travail le 22 avril 2022.

A. Résumé des méthodes de travail avant la pandémie de COVID-19

16. On se souviendra que jusqu'en 1993, date à laquelle l'Assemblée générale comptait sept grandes commissions, la Commission politique spéciale était citée dans les documents et publications des Nations Unies dans l'ordre chronologique, entre la Première et la Deuxième Commission. Après la fusion de la Commission politique spéciale et de la Quatrième Commission en application de la résolution 47/233 du 17 août 1993, la Commission a été nommée « Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) » et a pris la place de la Commission politique spéciale dans l'ordre chronologique, après la Première Commission. En conséquence, dans certaines publications telles que le Journal, les Commissions sont citées dans l'ordre suivant : Première, Quatrième, Deuxième, Troisième, Cinquième, Sixième.

1. Organisation des travaux

17. Les séances de la Quatrième Commission se sont tenues exclusivement en présentiel, principalement dans la salle de conférence 4.

18. Traditionnellement, la session commençait par six séances, au cours desquelles la Commission examinait les cinq points relatifs à la décolonisation et entendait les déclarations des représentants des territoires non autonomes et des pétitionnaires (par exemple, à la soixante-dixième et à la soixante et onzième session). Le nombre de séances consacrées à ce thème a été porté à sept en 2017 et 2018 (aux soixante-douzième et soixante-treizième sessions) et à huit en 2019 (à la soixante-quatorzième session).

19. Parmi les autres thèmes examinés annuellement par la Quatrième Commission figuraient les suivants : « Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace » (trois ou quatre séances), « Questions relatives à l'information » (trois séances), « Effets des rayonnements ionisants » (une séance), « Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects » (quatre séances), « Étude d'ensemble des missions politiques spéciales » (une séance), « Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient » (deux séances) et « Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés » (trois séances) ; une séance finale était tenue également pour que la Commission se prononce sur les deux derniers thèmes et examine les questions de la « Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale » et de la « Planification des programmes ».

20. En outre, la Commission examinait un point tous les deux ans, l'« Assistance à la lutte antimines » (une séance), et un point tous les trois ans, l'« Université pour la paix » (une séance).

21. À la soixante-huitième session, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans sa résolution 67/123, la question intitulée « Étude d'ensemble des missions politiques spéciales » a été ajoutée à l'ordre du jour de la Commission. Aucune nouvelle question n'a été ajoutée depuis.

22. En dehors de la partie principale de la session de l'Assemblée générale, la Commission tient habituellement deux séances pendant la reprise de la session, l'une pour se prononcer sur les projets de texte portant sur des questions de fond qui figurent dans le rapport du Comité spécial des opérations de maintien de la paix et l'autre, sur l'élection du nouveau Bureau ; elle tient aussi une réunion informelle consacrée aux missions politiques spéciales au cours de laquelle a lieu un dialogue interactif avec des représentants de haut niveau du Secrétariat.

2. Débats généraux et examen et adoption des projets de texte

23. Avant la pandémie, la Commission examinait les points de son ordre du jour selon le schéma suivant, à quelques exceptions près : un débat général par point de l'ordre du jour, suivi de l'examen et de l'adoption des projets de texte présentés au titre du point.

24. Les exceptions concernaient les points relatifs à la décolonisation, dont la Commission avait regroupé l'examen : elle tenait un débat général portant sur plusieurs points puis se prononçait sur les projets de textes présentés au titre de ces points. La Commission entendait également des représentants des territoires non autonomes et des pétitionnaires à ce moment-là.

25. En outre, la Commission tenait des débats généraux distincts sur les points de l'ordre du jour qui concernaient l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et les pratiques israéliennes, mais elle se prononçait en général à la même séance sur les projets de texte présentés au titre de ces deux points.

26. Les projets de texte provenaient de différentes sources. Certains étaient déposés par la présidence, d'autres par des États Membres individuellement, d'autres encore au nom d'un groupe. Certains projets figuraient dans les rapports annuels des organes subsidiaires, tels que le Comité spécial des opérations de maintien de la paix, le Comité de l'information ou le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

27. Suivant le schéma habituel, la Commission adoptait certains projets par consensus et d'autres en les mettant aux voix.

3. Déclarations liminaires et dialogues interactifs

28. Là encore, la Commission a rompu avec la pratique établie en choisissant d'entendre les déclarations liminaires de représentants d'organes subsidiaires et de tenir des dialogues interactifs avec des représentants de haut niveau du Secrétariat et des chefs d'entités avant de commencer les débats généraux sur certains points de l'ordre du jour, conformément aux dispositions de la résolution [58/316](#) de l'Assemblée générale.

29. Les points concernés étaient les suivants : « Questions relatives à l'information », « Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects », « Étude d'ensemble des missions politiques spéciales » et « Effets des rayonnements ionisants » ; en outre, l'examen des points « Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient » et « Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés » comportait un volet questions-réponses.

4. Alternance entre la Première et la Quatrième Commission

30. Conformément à la résolution 51/241 de l'Assemblée générale, la Première et la Quatrième Commissions ont tenu leurs séances le matin ou l'après-midi, une semaine sur deux, en alternance. Les secrétariats des deux Commissions se sont coordonnés pour établir le projet de programme de travail de chaque session. Cette pratique est bénéfique, car elle permet aux petites délégations de prendre une part active aux séances de la Première comme de la Quatrième Commission. Toutefois, la charge de travail de la Quatrième Commission ayant augmenté, il est parfois inévitable que l'horaire de ses séances chevauche celui de séances de la Première Commission.

5. Table ronde commune des Première et Quatrième Commissions

31. Dans le prolongement des efforts visant à renforcer la coordination et la coopération entre les grandes commissions de manière à mieux cerner et traiter les questions intersectorielles, tout en respectant la répartition des responsabilités, les Première et Quatrième Commissions organisent, tous les deux ans, depuis la soixante-dixième session, une table ronde commune sur les risques éventuels pour la sécurité et la viabilité des activités spatiales (soixante-dixième, soixante-douzième et soixante-quatorzième sessions).

6. Gestion du temps

32. Pour ce qui est du temps de parole pour les interventions, avant la pandémie de COVID-19, la Commission suivait les dispositions de la décision 34/401 de l'Assemblée générale, qui guident ses travaux en ce qui concerne les explications de vote et les droits de réponse (document A/520/Rev.19, annexe V). Le temps de parole pour les motions d'ordre était régi par la décision que le Bureau avait prise à sa première réunion de la session (soixante-quinzième session, le 20 septembre 2019). Pour les orateurs et oratrices, la Commission se référait au paragraphe 4 de la résolution 49/221 B, dans lequel l'Assemblée avait prié les présidents des organes et organes subsidiaires concernés de proposer aux États Membres, au début de chaque session, de limiter le temps de parole des intervenants. Les temps de parole étaient les suivants :

- a) Déclarations faites dans le cadre du débat général portant sur plusieurs points : 15 minutes pour les déclarations faites au nom d'un groupe et 10 minutes pour les déclarations faites au nom d'un pays ;
- b) Explications de vote : 10 minutes ;
- c) La première intervention d'une délégation dans l'exercice du droit de réponse sur tout point de l'ordre du jour à une séance donnée est limitée à 10 minutes et la seconde, à cinq minutes ;
- d) Motions d'ordre : cinq minutes ;
- e) Les déclarations des pétitionnaires étaient limitées à quatre minutes (les micros étaient automatiquement coupés une fois le temps de parole écoulé).

7. Audition des pétitionnaires

33. La Quatrième Commission a suivi la pratique susmentionnée consistant à entendre des représentants des territoires non autonomes et des pétitionnaires en présentiel, au titre de la question de la décolonisation, le nombre de pétitionnaires augmentant régulièrement (16 en 2002 contre 130 en 2019).

8. Composition du Bureau

34. L'élection à la présidence de la Commission s'est déroulée selon l'ordre de roulement figurant à l'annexe des résolutions 68/307 et 72/313 de l'Assemblée générale.

35. Comme suite à une initiative prise à la soixante-quatorzième session, mais concrétisée seulement à la soixante-quinzième session, et afin de mettre en place une procédure prévisible et transparente pour l'élection de son rapporteur ou de sa rapporteuse, la Commission a adopté le projet de décision orale suivant :

« La Commission décide, conformément au paragraphe 4 de l'annexe de la résolution 68/307 de l'Assemblée générale, que le Rapporteur de la Quatrième Commission sera élu parmi les membres du groupe régional du président de cette commission à la session précédente, et demande que le groupe régional concerné désigne un candidat au poste de Rapporteur de la Commission en conséquence » (voir A/C.4/75/SR.1).

36. Il s'est avéré utile d'organiser une réunion entre le Bureau sortant et le Bureau entrant peu après l'élection du nouveau Bureau, conformément aux dispositions de la résolution 71/323 et des résolutions ultérieures.

9. Diffusion sur le Web

37. Enfin, comme l'a décidé l'Assemblée générale dans sa résolution 66/246, toutes les séances de la Quatrième Commission ont été diffusées sur le Web, ce qui a permis d'assurer la transparence et constitue une source de référence utile.

B. Mesures innovantes prises en raison des restrictions liées à la pandémie

38. On trouvera ci-après une description des mesures innovantes prises à la soixante-quinzième session et à la présente session pour faciliter le travail de la Commission. Ces mesures ont été prises en raison des circonstances exceptionnelles liées à la pandémie de COVID-19 et ne sauraient créer de précédent.

1. Organisation des travaux

39. La répartition des questions à l'ordre du jour de la Quatrième Commission est restée inchangée par rapport aux années précédant la pandémie. Toutefois, en raison des règles de distanciation physique, l'Assemblée générale et ses six grandes commissions ont tenu leurs réunions en présentiel uniquement dans la salle de l'Assemblée générale et dans les salles de conférence 1, 2 et 3. En outre, le Secrétariat a mis à leur disposition des plateformes pour la tenue de réunions informelles virtuelles.

40. Comme à la session précédente, les travaux de la Quatrième Commission pendant la présente session ont été organisés en étroite consultation avec la Présidente entrante, les membres du Bureau désignés, les États Membres, les observateurs et le secrétariat de la Commission, coordination qui s'est avérée nécessaire en raison des restrictions imposées par la pandémie.

41. Tirant parti de l'expérience acquise à la session précédente, le Bureau a su trouver un équilibre entre les séances en présentiel, le débat général portant sur plusieurs points, une réunion informelle et une réunion virtuelle consacrée aux déclarations liminaires, compte tenu de la disponibilité limitée de salles de conférence pour les réunions en présentiel pendant la partie principale de la session.

42. À la soixante-quinzième session, en raison de la pandémie, la Commission a tenu pour la première fois, à titre exceptionnel et sans créer de précédent, un débat général portant sur tous les points inscrits à son ordre du jour et organisé des réunions virtuelles ou hybrides. Elle a procédé de même à la présente session, à titre exceptionnel et sans créer de précédent, étant donné que les effets de la pandémie continuaient de se faire sentir (voir complément d'information ci-dessous).

2. Réunion des Bureaux entrants et sortants

43. Suivant la pratique établie, les membres du Bureau entrant ont rencontré les membres du Bureau sortant lors d'une réunion de passage de relais, conformément aux dispositions de la résolution 71/323 et des résolutions ultérieures. En raison de la pandémie, cette réunion s'est tenue virtuellement.

3. Débat général portant sur plusieurs points et examen et adoption des projets de texte

44. En raison du nombre limité de séances qui lui a été accordé pendant la pandémie, la Commission a tenu un débat général sur toutes les questions de fond inscrites à son ordre du jour, au cours duquel elle a entendu 131 déclarations (12 faites par des groupes), dont 34 faites par des représentantes. En outre, 25 déclarations écrites soumises au secrétariat de la Commission ont été téléchargées sur e-deleGATE dans l'espace réservé à la Quatrième Commission et affichées sur son site Web.

45. Comme à la soixante-quinzième session, à la fin de la session, la Commission s'est prononcée sur les projets de texte présentés au titre de toutes les questions inscrites à son ordre du jour, dans l'ordre de la numérotation des points, à deux séances tenues les 9 et 11 novembre 2021. Elle a adopté 38 projets, dont 12 avaient été mis aux voix. On trouvera la liste des projets figurant dans les rapports que la Commission a présentés à la Plénière et le compte rendu des décisions de la Plénière du 9 décembre 2021 dans le document [A/C.4/76/INF/3/Rev.1](#).

46. La Commission a repris l'examen du point 56 de l'ordre du jour, « Étude d'ensemble de toute la question des opérations de maintien de la paix sous tous leurs aspects » et adopté une résolution à sa 17^e séance, le 20 avril 2022.

4. Déclarations liminaires et dialogues interactifs

47. La Commission a continué d'entendre les déclarations liminaires des représentants de ses organes subsidiaires et des hauts fonctionnaires du Secrétariat et tenu un dialogue interactif avec ces derniers lors de séances en présentiel et de réunions informelles virtuelles. Les réunions virtuelles, modalité innovante adoptée à la session précédente, ont continué : une réunion hybride s'est tenue le 15 octobre 2021 et une réunion virtuelle sur la plateforme Zoom, le 18 octobre 2021, avant le début du débat général portant sur plusieurs points.

5. Temps de parole

48. Compte tenu de son ordre du jour chargé et des limites imposées par la pandémie au nombre de réunions qu'elle pouvait tenir, la Commission a approuvé, à titre exceptionnel, pour ses soixante-quinzième et soixante-seizième sessions, les temps de parole indiqués ci-après, dans un souci d'efficacité. La nouveauté imposée par la pandémie a consisté pour la Commission à faire respecter scrupuleusement le temps de parole accordé pour les déclarations d'États Membres et à fixer, à sa séance d'organisation, un temps de parole pour la présentation des projets de texte, comme suit :

- a) Débat général portant sur plusieurs points : 10 minutes pour les déclarations faites au nom d'un pays et 15 minutes pour les déclarations faites au nom d'un groupe ;
- b) Explications de vote : cinq minutes ;
- c) La première intervention d'une délégation dans l'exercice du droit de réponse sur tout point de l'ordre du jour à une séance donnée est limitée à cinq minutes et la seconde, à trois minutes ;
- d) Motions d'ordre : trois minutes ;
- e) Présentation des projets de texte par les auteurs principaux : trois minutes (nouveau, pas de limite auparavant) ;
- f) Les déclarations des pétitionnaires étaient limitées à quatre minutes, comme avant la pandémie (les micros étaient automatiquement coupés une fois le temps de parole écoulé).

6. Pétitionnaires

49. Durant la soixante-quinzième session, aucun représentant des territoires non autonomes ni aucun pétitionnaire n'a pu être entendu au titre des points relatifs à la décolonisation en raison des restrictions imposées aux réunions en présentiel. À la soixante-seizième session, bien que la pandémie continue, la Commission a pu reprendre ses échanges annuels avec les représentants des territoires non autonomes et les pétitionnaires, au titre des points de l'ordre du jour relatifs à la décolonisation. Les difficultés d'ordre logistique et technique ont poussé la Commission à innover pour atténuer les risques et respecter les consignes de distanciation physique.

50. Ainsi, les pétitionnaires n'étant pas autorisés à se rendre dans la salle de l'Assemblée générale (galerie comprise), les auditions ont eu lieu dans les salles 1, 2 et 3. Une autre salle de conférence a servi de salle d'attente : les pétitionnaires devaient y attendre leur tour puis étaient escortés dans la salle de conférence 2, où ils s'exprimaient du fond de la salle. Ils devaient quitter la salle après leur intervention. Les sièges étaient nettoyés avant que les pétitionnaires suivants soient escortés de la salle de conférence 4 par le personnel du secrétariat.

51. À la soixante-seizième session, la Commission a entendu 70 pétitionnaires et 4 représentants de 5 territoires non autonomes au titre des points relatifs à la décolonisation.

7. Taille des délégations

52. Dans le cadre des mesures d'atténuation des risques liés à la COVID-19, seuls quatre représentants par délégation étaient autorisés à prendre place dans la salle de l'Assemblée générale et deux, dans les salles de conférence 1, 2 et 3. Les observateurs étaient priés de limiter leur délégation à un seul représentant. Les représentants étaient invités à gagner le siège réservé à leur pays immédiatement après être entrés dans la salle de l'Assemblée générale ou dans les salles de conférence 1, 2 et 3. Des plans des salles avaient été établis dans le respect des consignes de distanciation physique et communiqués aux délégations via le portail e-deleGATE. Une fois assis, les représentants étaient priés de rester à leur place pendant toute la durée de la séance. Les délégations prenaient la parole depuis leur place.

8. Innovations technologiques

53. La Quatrième Commission a eu recours à des plateformes virtuelles pour mener à bien ses travaux durant la soixante-quinzième et la soixante-seizième session,

notamment Microsoft Teams (pour les réunions du Bureau), Cisco WebEx (pour les consultations informelles avec les auteurs principaux des projets de texte) et Zoom (pour les réunions informelles de la Commission à la soixante-seizième session). Elle a tenu une réunion informelle au format hybride et une réunion informelle virtuelle.

54. La Commission a également continué de tirer parti des modules électroniques qu'offre le portail e-deleGATE, notamment du module eStatements où le texte complet des déclarations prononcées pendant la session a été affiché.

9. Diffusion sur le Web

55. Enfin, comme l'a décidé l'Assemblée générale dans sa résolution 66/246, la Commission a continué de retransmettre ses séances sur le Web durant la soixante-quinzième et la soixante-seizième session, ce qui s'est avéré particulièrement utile pour les délégations qui ne pouvaient pas assister aux séances en personne.

C. Réunion informelle sur les méthodes de travail

56. La Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation a continué d'examiner les moyens de revitaliser ses travaux, en application des résolutions de l'Assemblée générale, notamment de la résolution 75/325. Le Bureau a ainsi décidé de tenir pour la première fois une réunion informelle consacrée à l'examen de ses méthodes de travail, le 22 avril 2022.

57. La réunion n'avait pas pour objet de prendre des décisions, et le fait que les délégations échangent en toute transparence a été un bon moyen d'engager la discussion et de commencer à revitaliser les méthodes de travail de la Commission.

58. Les délégations ont été encouragées à saisir cette occasion pour réfléchir aux meilleures pratiques et aux enseignements à retenir pour améliorer les méthodes de travail de la Quatrième Commission. Les États Membres ont exprimé leurs vues sur les méthodes de travail adoptées exceptionnellement à la soixante-seizième session, qui s'est déroulée dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

59. La Commission doit continuer à examiner ses méthodes de travail, mais il importe pour elle de saisir l'occasion qui lui est donnée de faire part de ses observations sur certains aspects même si lesdites méthodes méritent d'être examinées plus avant :

- a) Veiller au strict respect des temps de parole pour les déclarations ;
- b) Maintenir les séances en présentiel tout en tirant parti des possibilités de participation virtuelle pour certaines réunions, notamment pour les exposés présentés par des hauts fonctionnaires des Nations Unies dans le cadre des dialogues interactifs de la Commission ;
- c) Éviter que les Commissions tiennent simultanément des séances formelles et des réunions informelles, en prenant exemple sur ce que font la Première et la Quatrième Commission, qui se réunissent en alternance ;
- d) Publier la liste des orateurs et oratrices avant les réunions.

60. Il n'y a pas eu de position commune concernant le débat général consacré à plusieurs points de l'ordre du jour. Certaines délégations ont accueilli favorablement cette modalité, d'autres ont exprimé leur préférence pour la manière dont la Quatrième Commission travaillait auparavant. Il a été souligné qu'il importait d'organiser des débats consacrés exclusivement à certains points, tels que la décolonisation.

61. Une préoccupation a été exprimée concernant la limitation du temps de parole imposée pour les déclarations faites dans l'exercice du droit de réponse et il a été jugé préférable de continuer de limiter le temps de parole, comme prévu dans le Règlement intérieur de l'Assemblée générale.

62. Les délégations ont aussi recommandé ce qui suit :

a) Il serait bon de disposer d'un référentiel des méthodes de travail de la Commission et d'informations concernant les organes subsidiaires qui interviennent dans ses travaux ;

b) Il conviendrait de tirer parti des plateformes en ligne pour que les rapports et autres documents des organes subsidiaires qui font rapport à la Commission lui soient communiqués à l'avance et soient plus accessibles ;

c) Il faudrait qu'une communication multilingue efficace soit assurée à égalité dans toutes les langues officielles de l'Organisation aux réunions de la Commission.

63. En outre, il fallait trouver un juste milieu pour déterminer s'il convenait de n'examiner certaines questions que tous les deux ou trois ans et d'en regrouper ou d'en supprimer certaines de l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Le droit des États Membres de proposer de nouvelles questions et de nouveaux projets de texte a également été évoqué.

64. Dans l'ensemble, la réunion informelle consacrée à l'examen des méthodes de travail a été accueillie favorablement par les délégations, qui y ont vu un moyen d'aborder l'évolution des pratiques de la Commission et de faire en sorte que les États Membres aient la possibilité de réfléchir à la manière d'améliorer son important travail. La Présidente a souligné qu'il importait de tirer pleinement parti du point de l'ordre du jour intitulé « Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale » aux sessions que la Commission tiendrait à l'avenir.

III. Bilan de la Présidente de la Deuxième Commission (soixante-seizième session)

65. Je me réjouis de l'occasion qui m'est donnée de communiquer au Groupe de travail spécial le bilan des progrès accomplis en ce qui concerne les méthodes de travail de la Deuxième Commission. La Commission poursuit en effet l'examen de ses méthodes de travail en se fondant sur les décisions 75/548B et 74/537B de l'Assemblée générale, qui ont été adoptées respectivement en juillet 2021 et août 2020 à l'issue des discussions que la Commission a tenues durant la reprise de la soixante-quinzième et de la soixante-quatorzième session.

66. Je tiens à souligner le rôle clé que la Deuxième Commission joue en donnant des orientations politiques et en facilitant la concrétisation des engagements pris par l'Assemblée générale en ce qui concerne les dimensions du développement durable, les politiques macroéconomiques et la croissance, le financement du développement et les différents moyens de mise en œuvre, les partenariats mondiaux et les activités opérationnelles de développement. Les délibérations de la Commission et les accords auxquels elle parvient sont essentiels pour la réalisation des objectifs de développement durable et d'autres accords historiques conclus sous les auspices de l'ONU. Il est donc vital que la Deuxième Commission continue de bien fonctionner pour que nous tenions nos promesses et que nous réalisions nos ambitions communes.

Décisions 75/548B et 74/537B

67. En adoptant les décisions 75/548B et 74/537B, l'Assemblée a approuvé un certain nombre de mesures visant à revitaliser les travaux de la Commission. On retiendra notamment les suivantes :

- a) Adopter un thème pour le débat général de la Commission ;
- b) Regrouper davantage les points à l'ordre du jour à examiner lors des discussions générales ;
- c) Limiter le nombre de manifestations parallèles à trois au maximum ;
- d) Prier le Secrétaire général de faire porter ses rapports notamment sur la mise en œuvre du Programme 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba et leurs liens réciproques et d'y formuler des recommandations pouvant être suivies d'effets.

68. En ce qui concerne les projets de résolution, l'Assemblée :

- a) a invité les délégations qui proposaient des projets de résolution à communiquer leurs textes à l'avance, dans un format éditable, en suivi des modifications et en faisant des renvois aux sources pour les nouvelles formulations qu'elles proposaient ;
- b) est convenue de simplifier, de renommer et d'ajuster la périodicité des projets de résolution et de fixer un délai pour la présentation des projets en plénière.

69. Pour l'essentiel, les mesures ont été appliquées à la soixante-seizième session et on a tiré parti de l'expérience acquise à la soixante-quinzième session. En outre, en raison des restrictions imposées aux réunions en présentiel par la pandémie de COVID-19, la Commission s'est entendue sur un certain nombre de mesures spéciales, qui ont été appliquées à la soixante-seizième session. Il a été décidé que ces mesures ne constitueraient pas de précédent pour les sessions à venir.

70. Parmi ces mesures spéciales figuraient les suivantes :

- a) Limitation du nombre de séances en présentiel : au cours de la session, la Commission a tenu 10 séances en présentiel, dont 1 séance d'organisation, 4 séances consacrées au débat général, 1 séance avec le Conseil économique et social et 4 séances pour l'adoption des projets de résolution ;
- b) Les discussions générales sur les points de l'ordre du jour se sont tenues sous la forme de réunions informelles virtuelles, et l'interprétation a été assurée à l'aide d'une plateforme d'interprétation simultanée à distance ;
- c) Outre l'examen conjoint des points de l'ordre du jour relatifs aux politiques macroéconomiques et au financement du développement qui se tient habituellement, des discussions générales conjointes ont eu lieu sur les points de l'ordre du jour suivants : « Technologies de l'information et des communications au service du développement durable » et « Mondialisation et interdépendance » ; « Élimination de la pauvreté et autres questions liées au développement », et « Développement agricole, sécurité alimentaire et nutrition » et sous-points ; « Groupes de pays en situation particulière » et sous-points, avec le point intitulé « Vers des partenariats mondiaux ». En conséquence, toutes les discussions générales ont été tenues en 11 séances, contre 15 en 2019 ;
- d) Le temps de parole pour les déclarations faites dans le cadre du débat général et pour les discussions générales sur tel ou tel point a été écourté d'une minute et les déclarations vidéo préenregistrées ont été autorisées ;

e) Une seule manifestation parallèle (réunion virtuelle sur le thème « La transition énergétique pour le développement durable et l'action climatique ») a été organisée par la Commission le 19 octobre ;

f) Le dialogue avec les secrétaires exécutifs des commissions régionales a eu lieu sous la forme d'une réunion virtuelle informelle le 18 octobre ;

g) En ce qui concerne les textes des projets de résolution, il a été exceptionnellement convenu que le nombre de modifications apportées devait être limité, que le préambule devait comporter un alinéa sur l'impact de la COVID-19 sur l'économie et le développement et pas plus d'un alinéa consacré aux questions de fond liées à la COVID-19, et qu'il ne devait pas y avoir plus de deux paragraphes du dispositif consacrés, entre autres, aux questions relatives à la COVID-19, dans lesquels seraient proposées des solutions orientées vers l'action et des moyens d'aller de l'avant pour surmonter les difficultés liées au thème de la résolution. Des mises à jour techniques essentielles à la résolution ont également été faites ;

h) Toutes les négociations sur le fond ont été limitées aux nouveaux paragraphes proposés par les auteurs des projets ;

i) Les consultations informelles sur les projets de résolution ont été limitées en règle générale à trois par projet et organisées selon un calendrier global affiché sur une plateforme virtuelle, en évitant autant que possible les négociations parallèles et les négociations en dehors des heures de travail ;

j) La présentation des projets de résolution ne pouvait se faire que par écrit ;

k) Compte tenu des restrictions imposées, les États Membres étaient fortement encouragés par le Bureau à ne pas présenter de nouveaux projets de résolution, ce qu'ils ont fait.

71. À partir des améliorations apportées progressivement aux méthodes de travail de la Commission depuis la soixante-dixième session et dans le respect des décisions 74/537 et 75/548B de l'Assemblée générale, d'autres mesures ont été appliquées comme suit :

a) Tenir avant la session une réunion d'information informelle virtuelle consacrée aux préparatifs de fond et à l'organisation de la session ;

b) Faire connaître à l'avance les facilitateurs et cofacilitateurs des projets de résolution afin que le Bureau tienne des réunions d'information à leur intention ;

c) Continuer de suivre la pratique établie à la soixante-treizième session, à savoir établir un calendrier global des consultations informelles des facilitateurs et cofacilitateurs pour tous les projets de résolution, affiché sur le portail e-deleGATE et mis à jour en temps réel ;

d) Respecter strictement le temps de parole, aux séances en présentiel comme aux réunions virtuelles, et communiquer clairement les délais impartis pour le dépôt des projets et les respecter ;

e) Tirer le meilleur parti du portail e-deleGATE, notamment des modules e-Speakers, e-Sponsorship et e-Submission, afin de communiquer quotidiennement des informations à jour.

72. En outre, en ma qualité de Présidente, j'ai communiqué avec des groupes et des délégations avant et pendant la session. Le Bureau a adopté des pratiques utiles, telles que celle consistant à diffuser les comptes rendus de ses réunions et des messages communs ou à communiquer les notes de procédure établies à l'intention de la présidence. La pratique consistant à élire la rapporteuse ou le rapporteur parmi les membres de la délégation qui avait assuré la présidence de la session précédente a

permis d'assurer la continuité des travaux du Bureau. À la soixante-seizième session, à titre expérimental, le Secrétariat a établi des résumés informels d'une page des rapports du Secrétaire général, une pratique qui a été accueillie favorablement par certaines délégations.

73. Ces mesures, associées au travail acharné, au dévouement et à la participation constructive des représentants siégeant à la Deuxième Commission, ont permis à la Commission de terminer ses travaux un jour avant la date prévue, le 23 novembre 2021.

74. Tout en saluant notre réussite collective, je tiens à faire observer qu'il reste encore des choses à faire.

75. De nombreuses délégations ont fait remarquer que les négociations sur les projets de texte étaient parfois difficiles, en partie à cause du grand nombre de projets qui étaient présentés. À cet égard, il importe de faire en sorte que la grande majorité des textes soient adoptés par consensus, comme le fait traditionnellement la Commission.

76. En ce qui concerne la poursuite de l'examen des méthodes de travail, en adoptant la décision 76/546, l'Assemblée générale a décidé que le Bureau de la Deuxième Commission tiendrait jusqu'à deux réunions informelles consacrées à cet examen au début de 2022 et prié le Bureau de mettre à jour le document de séance sur les méthodes de travail de la Deuxième Commission à l'issue de ces discussions. Après la réunion informelle tenue le 7 avril, le Bureau a mis la dernière main au document de séance portant la cote [A/C.2/76/CRP.4](#) qui a été distribué aux délégations¹.

77. Je suis d'avis que de nombreuses possibilités s'offrent au prochain Bureau de la Commission lorsqu'il se réunira à nouveau à l'automne. Je souhaite que les nombreuses restrictions qui nous ont empêchés d'examiner pleinement les projets de résolution pourront être levées pour la soixante-dix-septième session. Signe encourageant, les délégations ont récemment pu négocier intégralement les documents finaux des différents organes subsidiaires du Conseil économique et social et du prochain forum politique de haut niveau. Je souhaite que la soixante-dix-septième session marque un nouveau départ pour la Commission et qu'elle soit l'occasion pour elle d'examiner toutes les résolutions dans leur intégralité et de les actualiser en tenant compte des orientations politiques les plus récentes, comme prévu dans le mandat des grandes commissions de l'Assemblée générale. L'Assemblée doit faire entendre sa voix face à l'enchevêtrement de crises que connaît le monde, qui entravent les progrès sur la voie du développement durable. La Commission doit formuler des recommandations novatrices, fondées sur des données factuelles, au sujet des grandes questions inscrites à son ordre du jour, en tenant compte des défis qu'il nous faut relever aujourd'hui.

IV. Bilan du Président de la Troisième Commission

78. La Troisième Commission a tenu 45 réunions, réparties en 16 séances en présentiel et 29 réunions informelles virtuelles, pendant lesquelles elle s'est entretenue dans le cadre de dialogues interactifs avec des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et d'autres experts, et elle a achevé ses travaux un jour plus tôt que prévu. Le nombre de réunions était sensiblement le même que celui de 2020 (44) mais nettement inférieur à la moyenne antérieure à la pandémie, qui s'établissait à 54 séances depuis la soixante-septième session. Cette situation tient

¹ Disponible sur le site Web de la Commission.

principalement au fait que la Commission n'a tenu qu'un débat général, qui a remplacé les discussions générales sur tel ou tel point ou groupe de points de l'ordre du jour. La Commission a tenu 230 consultations informelles, soit sensiblement le même nombre qu'avant la pandémie, la moyenne s'établissant à 235 depuis la soixante-septième session.

79. Pour la deuxième année consécutive, en consultation avec les membres de la Commission, le Bureau a proposé un aménagement des modalités de travail pendant la session, tenant compte des directives régissant les mesures d'hygiène et de sécurité au Siège. Les enseignements tirés des mesures temporaires exceptionnelles pourraient servir à rationaliser davantage les travaux de la Commission.

80. La Commission a tenu un seul débat général étalé sur six séances en présentiel, au lieu de discussions générales pour chaque point ou groupe de points de l'ordre du jour. Le texte des longues déclarations pouvait être soumis par écrit.

81. La durée des interventions faites dans le cadre du débat général était limitée à six minutes pour les délégations s'exprimant à titre individuel et à huit minutes pour les déclarations faites au nom d'un groupe d'États. Avant 2020, la durée des interventions faites au nom d'un groupe pouvait aller jusqu'à 12 minutes, et, sachant que de plus en plus de déclarations sont faites au nom d'un groupe, la Commission pourrait envisager de limiter davantage le temps de parole de manière à continuer de rationaliser ses travaux.

82. Les dialogues interactifs avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et d'autres experts et fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies ont eu lieu dans le cadre de réunions informelles virtuelles et l'interprétation a été assurée à l'aide d'une plateforme d'interprétation simultanée à distance. Les modalités de ces dialogues sont restées conformes à la pratique de la Commission. La Commission a entendu 65 rapporteurs spéciaux, experts indépendants et présidents de groupes de travail du Conseil des droits de l'homme, ainsi que des fonctionnaires du Secrétariat qui lui ont présenté des rapports, et elle a eu des échanges et tenu des dialogues avec eux. Au total, 1 184 déclarations ont été faites au cours des dialogues interactifs, un nombre record qui dépasse nettement la moyenne de 504 déclarations faites par session depuis la soixante-septième session. L'augmentation de la participation s'explique au moins en partie par le fait que ces réunions se tiennent au format virtuel. En 2008, la Commission avait entendu environ 25 rapporteurs spéciaux et autres titulaires de mandats au titre des procédures spéciales qui lui font rapport. Ce nombre a plus que doublé, alors que le nombre de réunions est resté inchangé, ce qui met la Commission en difficulté, car elle doit aménager en conséquence son calendrier de réunions, qui ne s'étale que sur huit semaines.

83. Chaque titulaire de mandat au titre des procédures spéciales a disposé d'une heure pour son exposé et le dialogue interactif qui a suivi. De nombreuses délégations ayant souhaité s'exprimer pendant les dialogues interactifs, le temps de parole a été fixé à trois minutes par intervention et a parfois dû être limité à une minute. Le fait que le temps de parole varie selon les besoins entraîne un manque de prévisibilité, mais c'est la seule solution que la Commission ait trouvée pour laisser la parole à toutes les délégations qui souhaitent intervenir. La limitation du temps de parole pourrait être un atout, car elle favorise les échanges : les délégations peuvent faire des observations ou poser des questions plutôt que lire leur déclaration.

84. Pour la première fois, des rapporteurs spéciaux et d'autres experts se sont exprimés lors de deux séances d'information conjointes organisées en consultation avec les invités et consacrées à un thème commun. Les exposés ont été suivis d'un seul dialogue interactif, ce qui a permis d'améliorer la qualité des discussions et d'accroître l'efficacité des travaux de la Commission. Il faut continuer de dissuader

les délégations de lire des déclarations établies à l'avance pour privilégier les questions et les observations à chaud.

85. La Commission a adopté 63 projets de texte (62 projets de résolution et un projet de décision sur son programme de travail pour la soixante-dix-septième session). En tout, 18 projets de résolution ont été adoptés à l'issue d'un vote enregistré, soit un de moins que l'année précédente. Seuls deux amendements ont été examinés, et rejetés. Trois projets de résolution ont donné lieu à la publication d'états d'incidences sur le budget du programme. La Commission s'est prononcée sur les projets de texte à des séances tenues en présentiel.

86. D'une manière générale, le nombre de résolutions adoptées par la Commission ces dernières années a varié, atteignant un maximum de 71 à la soixante-huitième session et un minimum de 50 à la soixante-dixième et à la soixante-quinzième session. À la soixante-quatorzième et à la soixante-quinzième session, l'une des principales recommandations faites par le Bureau concernait la périodicité des rapports et des projets de résolution. Celui-ci avait aussi fortement déconseillé aux délégations de présenter les projets de texte, à moins qu'il ne s'agisse d'un texte nouveau, et il avait encouragé les auteurs principaux à ne faire qu'une seule brève déclaration avant que la Commission se prononce sur les projets. Aucun des 62 projets de résolution n'avait fait l'objet d'une présentation formelle.

87. En ce qui concerne son ordre du jour, 15 points (dont 14 sous-points) avaient été renvoyés à la Troisième Commission ; toutes les questions dont elle est saisie sont examinées annuellement. Ces dernières années, progressivement, certains rapports et projets de résolution ne sont examinés que tous les deux ans, et le Bureau recommande que la Commission continue d'organiser ainsi ses travaux. À la soixante-quatorzième session, la Commission a décidé de n'examiner que tous les deux ans le projet de résolution relatif aux droits de l'enfant. Depuis la soixante-huitième session, elle examine deux questions subsidiaires tous les deux ou trois ans.

88. Certains points de l'ordre du jour sont traditionnellement regroupés par thème – les alinéas a) à d) de la question relative aux droits de l'homme, par exemple – et d'autres points sont examinés ensemble. Les délégations peuvent néanmoins, si elles le souhaitent, faire une déclaration pour chaque point ou sous-point.

89. Le programme est chargé, et les délais, serrés, de sorte que les membres de la Commission doivent s'astreindre à respecter strictement les délais de soumission et les temps de parole, les micros étant coupés automatiquement une fois le temps de parole écoulé.

90. En ce qui concerne le portail e-deleGATE, la Commission a continué à utiliser les modules e-Sponsor, e-Submissions, e-Speakers et e-List of participants. Le calendrier affiché sur le portail a également été utile.

91. Le document de séance où sont décrites les méthodes de travail de la Commission, qui avait été établi par le Bureau à la soixante-cinquième session, est mis à jour depuis la soixante-treizième session et constitue un document de référence où l'on trouve des informations détaillées sur la conduite des travaux. À la présente session, le Bureau l'a mis à jour et l'a communiqué aux membres de la Commission (A/C.3/76/CRP.3)². Depuis la soixante-quinzième session, ce document comporte une annexe où sont récapitulées les principales recommandations relatives aux méthodes de travail et aux meilleures pratiques.

92. La Troisième Commission continuera à examiner les moyens de revitaliser ses travaux, comme l'a demandé l'Assemblée générale dans ses résolutions. Pendant la

² Disponible sur le site Web de la Commission.

reprise de la session, le Bureau se réunit pour examiner les méthodes de travail de la Commission en se fondant notamment sur les recommandations formulées dans le document de séance sur les enseignements tirés de l'expérience et les meilleures pratiques.

V. Bilan du Président de la Cinquième Commission (soixante-seizième session)

A. Considérations générales

93. La Cinquième Commission a continué de s'employer à dégager les meilleures pratiques et à tirer les enseignements de l'expérience, ainsi qu'à s'intéresser aux idées novatrices et pratiques proposées par les délégations.

B. Continuité des opérations

94. Dans le prolongement des pratiques suivies aux deux dernières sessions, la Commission a pris plusieurs mesures pour conduire ses travaux pendant la partie principale de la soixante-seizième session et la reprise de la session, malgré les limitations imposées par la pandémie de COVID-19.

a) Le nombre de séances officielles étant limité, la Commission s'est réunie en présentiel pour les débats généraux sur les questions d'organisation, pour la présentation de quelques points et pour se prononcer sur les projets de résolution et de décision.

b) Pour les points restants, les déclarations du Secrétariat et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et les déclarations des délégations, la Commission a distribué les documents par voie électronique et affiché les textes sur son site Web.

c) Les consultations informelles ont eu lieu virtuellement, le Bureau s'efforçant de réunir les conditions nécessaires à la tenue de réunions en présentiel pour la phase finale des négociations.

d) La Commission a géré son programme de travail avec souplesse, cherchant à aborder avec méthode les points complexes afin d'achever les négociations le plus tôt possible pour donner au Secrétariat le temps de préparer la documentation nécessaire pour l'adoption des projets de texte.

95. Ces mesures ont permis d'assurer la continuité des opérations dans des circonstances difficiles, et la Commission a pu adopter dans les délais impartis les textes requis, notamment les résolutions sur le budget ordinaire, la planification des programmes et les barèmes des quotes-parts et d'autres décisions importantes.

96. Pour la deuxième partie de la reprise de la session, en règle générale, la Cinquième Commission a recommencé à se réunir en présentiel. Elle a continué de tirer parti des connaissances, des idées et de l'expérience acquise pour rationaliser ses travaux selon qu'il convenait. Cette expérience et les enseignements qui en découlent concernent notamment le recours au format virtuel dans certains cas pour les consultations informelles, l'utilisation intensive de plateformes en ligne, la réduction du volume de la documentation imprimée, la distribution des déclarations par voie électronique et la distribution à l'avance des projets de résolution compilés.

C. Collaboration entre les grandes commissions

97. La collaboration qu'entretiennent les grandes commissions de l'Assemblée générale est capitale pour l'efficacité des travaux de la Cinquième Commission. La prise de décision en temps et en heure sur les projets de résolution ayant des incidences sur le budget-programme permet à la Cinquième Commission d'examiner en connaissance de cause les points en question. À cet égard, il importe que la plénière et les grandes commissions se conforment strictement à l'article 153 du Règlement intérieur et à l'alinéa d) du paragraphe 13 de la décision 34/401, qui dispose qu'un minimum de 48 heures doit être prévu entre la présentation d'une proposition et le vote sur cette proposition afin de permettre au Secrétaire général d'établir l'état des incidences sur le budget-programme des propositions soumises à l'Assemblée. Durant la partie principale de la soixante-seizième session, la collaboration a également joué un rôle important pour ce qui est de l'examen des points relatifs à la planification des programmes, qui sont renvoyés à toutes les grandes commissions, ainsi qu'à la plénière de l'Assemblée générale. Orchestrée par le Président de l'Assemblée générale, la coordination a été déterminante pour les travaux de la Cinquième Commission.

D. Prise de décision par consensus

98. Comme on le sait, les travaux de la Cinquième Commission revêtent une importance cruciale pour le fonctionnement de l'Organisation, car les décisions qui sont prises encadrent d'un point de vue administratif et budgétaire les activités menées sur le terrain. Il est donc vital que la pratique selon laquelle les décisions sont prises par consensus à la Cinquième Commission soit préservée. Dans le cadre de ses travaux, la Commission a continué de mettre l'accent sur des négociations inclusives, une utilisation plus efficace du temps imparti pour les travaux et sur la collégialité et l'esprit d'équipe, afin de créer les conditions nécessaires pour qu'un consensus se dégage.

E. Nombre de rapports et périodicité

99. Compte tenu du grand nombre de points renvoyés à la Cinquième Commission, et donc du grand nombre de rapports dont elle est saisie, dont certains sont reportés de sessions antérieures, l'ordre du jour est souvent chargé, de sorte que, en raison de la durée limitée de la session et de la spécificité des négociations, la Commission ne peut pas examiner comme elle le voudrait toutes les questions inscrites à son programme de travail. Aussi, pour avoir le temps d'examiner chaque point, elle pourrait envisager de n'examiner que tous les deux ans certaines questions qui n'ont pas d'incidences budgétaires et administratives directes ou immédiates, ce qui lui permettrait d'alléger son programme de travail.

F. Respect des délais pour la documentation et les compléments d'information sur les prévisions budgétaires

100. Autre caractéristique propre au travail de la Cinquième Commission, presque tous les points de l'ordre du jour donnent lieu à au moins deux rapports, étant donné que chaque rapport ayant des incidences administratives et budgétaires doit être accompagné du rapport correspondant établi par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Il importe par conséquent que ces rapports soient établis en temps voulu dans toutes les langues officielles de l'Organisation et

que le Secrétariat communique les compléments d'information sur les prévisions budgétaires en temps utile également. Cela suppose que la Commission se coordonne avec le Secrétariat, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et d'autres entités. Il convient de continuer à rationaliser les procédures écrites pour les questions et les réponses et de mieux tirer parti du temps imparti pendant les heures de travail. En application de la résolution 74/262 de l'Assemblée générale, la Cinquième Commission est saisie des réponses écrites communiquées par le Secrétariat au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. Cette procédure permet d'éviter les doublons et de réduire au minimum le nombre de questions posées à la Cinquième Commission.

G. Données chiffrées

101. Pendant la partie principale de la session, la Commission a examiné 197 rapports, posé 1 764 questions auxquelles le Secrétariat était invité à répondre par écrit et recommandé 16 projets de résolution et 15 projets de décision qui ont ensuite été adoptés par l'Assemblée générale. Durant la première partie de la reprise de la session, en mars, elle a examiné 72 rapports, posé 239 questions auxquelles le Secrétariat était invité à répondre par écrit et recommandé 4 projets de résolution et 1 projet de décision qui ont ensuite été adoptés par l'Assemblée générale.

102. On trouvera ci-dessous les vues de l'Union européenne, du Groupe des 77 et de la Chine, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ainsi que celles des délégations des États-Unis et du Royaume-Uni sur la question de l'amélioration des méthodes de travail de la Commission.

Pièce jointe

Observations formulées par plusieurs délégations sur la question de l'amélioration des méthodes de travail de la Cinquième Commission

Canada, Australie et Nouvelle-Zélande

1. En dehors des heures de travail de l'Organisation (10 heures-18 heures), les coordonnateurs font des essais de réunions virtuelles, et l'on s'accorde à penser qu'il y a moyen d'éviter que les délégations doivent se plier à des exigences déraisonnables, comme passer la nuit à l'ONU.
2. Plusieurs délégations, dont le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ont proposé au Président de la Commission que les négociations soient menées uniquement entre 9 heures et 21 heures, sauf en cas de nécessité absolue les derniers jours de la session.
3. Il semblerait que le Siège de New York n'ait pas le matériel et les ressources nécessaires pour organiser des réunions hybrides. Il faut s'intéresser à cette question dans le contexte de l'augmentation du nombre de cas de COVID-19 parmi les membres des délégations, ainsi que pour préparer l'avenir en cas de pandémie, et faire évoluer les méthodes de travail. Il semblerait par ailleurs que, dans le cadre de travaux de rénovation de l'Office des Nations Unies à Genève, il soit prévu d'équiper les salles de conférence d'installations hybrides.
4. Il pourrait être judicieux dans certains cas d'examiner tous les deux ans les questions qui n'ont pas d'incidences budgétaires et administratives directes ou immédiates, car cela permettrait d'alléger le programme de travail, mais, dans d'autres cas, cela pourrait avoir pour effet de retarder telle ou telle discussion, entretenant ainsi les polémiques. Par ailleurs, il vaudrait mieux ne pas s'écarter du cycle budgétaire annuel et tirer parti d'un cycle d'examen plus ramassé.

5. Pour sortir de l'impasse avant que les questions soient formellement négociées, il faudrait encourager la tenue de réunions de groupes de travail interrégionaux, qui se dérouleraient entre les sessions de la Commission et seraient l'occasion d'examiner les questions restant à régler depuis longtemps.

6. Le rôle fédérateur de la présidence, qui a parfois porté à la connaissance des membres de la Commission des textes susceptibles de recueillir la plus large adhésion possible, a beaucoup contribué à clore certaines discussions en temps utile, et il est très apprécié.

7. Un manuel de la Cinquième Commission est en cours d'élaboration ; on y trouve un chapitre sur les méthodes de travail visant à clarifier et à améliorer les procédures.

8. Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande aimeraient que la Cinquième Commission consacre une séance à l'examen de propositions d'amélioration des méthodes de travail à laquelle toutes les délégations seraient invitées à participer.

Union européenne

9. Les États membres de l'Union européenne remercient le Président de la Cinquième Commission d'avoir fait le bilan des travaux et décrit les méthodes de la Commission à la soixante-seizième session. Nous sommes d'accord avec nombre d'observations formulées et apprécions les efforts faits par beaucoup pour améliorer en continu les méthodes de travail. En plus des remarques formulées dans la présente pièce jointe, les États membres de l'Union européenne souhaiteraient faire des observations en complément de la lettre du Président (voir les observations faites à la fin de la pièce jointe). Nous tenons à exprimer notre soutien à l'actuel Président et aux futures présidences de la Commission, qui ne ménagent pas leurs efforts pour améliorer encore les méthodes de travail.

10. Les États membres de l'Union européenne aimeraient faire observer que les principaux problèmes liés aux méthodes de travail de la Commission sont sans rapport avec les effets de la pandémie de COVID-19. En particulier, les heures de travail extensibles (week-ends et nuits) et la pression à laquelle est soumise la prise de décision sont deux problèmes qui se posaient déjà avant la pandémie. Nous tenons à souligner que ces facteurs nuisent gravement à la transparence et à l'ouverture des procédures de la Commission. Le travail à des heures tardives, les réunions le week-end ou les propositions faites au dernier moment ne font qu'exclure de fait de nombreuses délégations des négociations. Cette situation pèse aussi sur la vie de famille des membres des délégations et entame la réputation de l'Organisation, car on se demande si les décisions sont prises avec discernement. Pour ne citer qu'un exemple, la clôture de la partie principale de la session le 24 décembre à 4 heures du matin illustre le manque d'efficacité et les conséquences que les problèmes susmentionnés entraînent.

11. Les États membres de l'Union européenne tiennent à souligner qu'ils attachent une grande importance au principe de la prise de décision par consensus à la Cinquième Commission. Nous estimons que pour qu'un consensus puisse continuer d'être dégagé, il faut que la Commission évite de revenir sur des décisions prises ou sur des mandats arrêtés par d'autres organes de l'ONU. La Cinquième Commission est le seul organe à être investi de la responsabilité de fournir des ressources pour l'exécution des mandats. Les États membres de l'Union européenne tiennent à souligner qu'il est regrettable que de plus en plus de textes soient mis aux voix parce que certaines délégations privilégient leur intérêt national au détriment du consensus.

12. Les États membres de l'Union européenne restent des partisans résolus du cycle budgétaire annuel. Pour que la réforme ainsi engagée porte tous ses fruits, nous devons encore renforcer le principe de la délégation de pouvoirs dans l'Organisation

et nous engager à accorder au Secrétaire général plus d'indépendance et d'autorité en matière de gestion. Depuis plusieurs années, la question du format et de la longueur des documents budgétaires alimente à juste titre le débat. Les États membres de l'Union européenne sont convaincus que le fait de faire figurer dans les rapports des informations de plus en plus détaillées ne contribue pas, bien au contraire, à la fluidité du processus budgétaire. Étant donné que la Commission abordera cette question au moment de l'examen du budget annuel durant la partie principale de la prochaine session, nous nous contenterons de formuler quelques observations à la fin de la présente pièce jointe.

13. Les États membres de l'Union européenne continuent de s'employer à réduire le nombre de questions posées durant les délibérations. Le meilleur moyen d'y parvenir est d'examiner en profondeur les rapports du Secrétaire général et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et de tirer parti des compléments d'information sur les prévisions budgétaires. Nous soulignons également l'importance des séances de questions-réponses et soutenons que tous les efforts doivent être faits pour régler le plus grand nombre possible de questions en suspens à cette occasion. Pour ce faire, le Secrétariat et les États Membres doivent se mobiliser davantage et mieux se préparer. Il conviendrait également que les échanges se multiplient entre la Cinquième Commission et le Comité consultatif afin que les malentendus soient levés et les pertes de temps évitées. Ainsi, de nombreuses questions posées par les membres de la Cinquième Commission concernent des recommandations faites par le Comité consultatif. Il pourrait donc être plus efficace – et nous aimerions que cette possibilité soit envisagée – d'organiser des séances de questions-réponses sur tel ou tel point de l'ordre du jour en présence du Président ou des Vice-Présidents du Comité consultatif, comme c'est actuellement le cas lorsque nous examinons les recommandations du Comité des commissaires aux comptes ou du Corps commun d'inspection.

Considérations générales additionnelles

14. Les États membres de l'Union européenne sont favorables à la tenue de réunions sur des questions d'organisation liées aux travaux de la Cinquième Commission, comme cela a été fait par le passé, et demandent que soient organisées des réunions informelles supplémentaires sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale où serait examinée la question de l'amélioration des méthodes de travail.

15. Nous encourageons le Bureau de la Cinquième Commission à produire un document informel sur les méthodes de travail de la Commission, et à le mettre à jour annuellement (en tenant compte des bonnes pratiques suivies dans d'autres commissions), dans lequel seraient décrites les pratiques actuelles et où figureraient les suggestions faites par les délégations pour améliorer les méthodes de travail.

16. Dans ce document informel, nous souhaiterions voir une comparaison entre le nombre de résolutions et de décisions adoptées par rapport aux sessions précédentes et le nombre de fois où une mise aux voix a été demandée pendant la session, accompagnées d'une évaluation des résultats.

17. Nous encourageons également les membres du nouveau Bureau à rencontrer les membres du Bureau sortant afin de les consulter et d'examiner avec eux les questions relatives au fonctionnement de la Commission.

18. Nous sommes favorables à la publication de la liste des orateurs et oratrices avant le début de chaque séance.

Méthodes de travail numériques

19. Nous sommes favorables à l'utilisation du portail e-deleGATE, qui permet de stocker des informations utiles, ainsi que du site Web du secrétariat de la Cinquième Commission, et nous recommandons que le portail soit évalué périodiquement afin que des améliorations y soient apportées et qu'il évolue au gré des progrès technologiques et des changements apportés à nos méthodes de travail.

20. Nous accueillons avec satisfaction le fait que, dans sa lettre, le Président ait pris acte des enseignements tirés de la pandémie en ce qui concerne la transition numérique. Nous encourageons vivement la Commission à tirer parti des outils numériques pour améliorer selon qu'il convient ses méthodes de travail. Ainsi, nous tenons à ce que les séances continuent d'avoir lieu en présentiel, mais nous souhaitons qu'il soit tiré parti des possibilités qu'offre la participation virtuelle pour certaines réunions, notamment pour les exposés que des hauts fonctionnaires de l'Organisation font dans le cadre des dialogues interactifs de la Commission.

21. Les États membres de l'Union européenne souhaitent donc formaliser l'accord consensuel selon lequel, par défaut, les réunions tenues en dehors des heures de travail normales se tiendraient au format virtuel, à moins que certaines circonstances conduisent le facilitateur à demander qu'elles se tiennent en présentiel, ce, afin d'éviter de nuire à l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des membres des délégations.

22. Nous encourageons également le Bureau à communiquer dans le document informel susmentionné les leçons tirées de la pandémie de COVID-19 en ce qui concerne les modalités de travail afin que la Commission se tienne prête à faire face aux impondérables.

Volume de travail, respect des délais, calendrier

23. Comme suite aux observations formulées dans le texte, les États membres de l'Union européenne encouragent la Commission à réfléchir à la manière de mieux tirer parti de son temps de travail. Nous devrions mettre à profit efficacement le temps imparti en fonction du programme de travail et éviter de tenir des réunions avant et après les heures de travail, à l'heure du déjeuner, le week-end et le soir.

24. À cet égard, nous encourageons la Commission à revoir son calendrier afin que la partie principale de la session et la deuxième partie de la reprise de la session ne soient plus prolongées, comme c'est le cas à chaque session.

25. Nous aimerions également que soit envisagée la possibilité d'organiser avec le Secrétariat des réunions d'information consacrées à des thèmes qui seraient examinés ensemble afin de gagner du temps et d'éviter les doublons (paiements aux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, gestion des liquidités, situation financière et état des contributions mises en recouvrement, par exemple).

26. Nous souhaiterions que les rapports du Secrétaire général soient distribués simultanément dans toutes les langues officielles. Nous demandons également que la présentation des rapports se fasse plus efficacement : plusieurs rapports pourraient être présentés en même temps lors de réunions tenues au format virtuel, selon qu'il convient.

27. Dans le cadre des discussions sur le volume et la périodicité des rapports, il a été proposé que certaines questions n'ayant pas d'incidences budgétaires et administratives directes ou immédiates soient examinées tous les deux ans. Nous pensons qu'il faudrait consacrer une réunion à ce sujet afin de déterminer quelles questions pourraient effectivement être examinées tous les deux ou trois ans.

28. Nous sommes favorables au strict respect des temps de parole pour les déclarations (au nom d'un pays et au nom d'un groupe) et nous souhaitons vivement que les séances plénières commencent et se terminent à l'heure, ce qui permettrait d'améliorer la planification.

29. Au sujet des commentaires faits ci-dessus concernant la présentation et la longueur des rapports du Secrétaire général, nous aimerions qu'il soit envisagé de recommander fortement, sous la forme de directives non contraignantes, que ces rapports ne dépassent pas un certain nombre de mots ou de pages.

30. Nous savons qu'il est difficile d'assurer le multilinguisme dans nos discussions informelles, en particulier aux réunions virtuelles et aux séances qui se tiennent après les heures de travail, et nous encourageons la Commission à poursuivre les efforts qu'elle fait en ce sens.

31. Nous nous félicitons que le Président ait encouragé le respect des délais pour la soumission des rapports du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, conformément à l'article 153, et soulignons qu'il convient en général de régler le problème de la soumission tardive de la documentation, qui empêche la Commission d'achever ses délibérations en temps voulu et limite la possibilité de débattre comme il convient des questions à l'examen. Nous encourageons le Bureau à organiser des discussions concernant ce problème afin de s'attaquer à ses causes.

32. Outre les observations formulées ci-dessus, nous soulignons qu'il faudrait que le Comité consultatif pose moins de questions appelant des réponses par écrit et souhaitons que des progrès soient faits en ce sens. Il faudrait savoir combien de questions ont été posées à la présente session et suivre l'évolution des statistiques au fil du temps.

33. Nous recommandons également qu'il soit envisagé de faciliter l'accès à l'avance de la Commission à l'intégralité des questions posées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et des réponses que le Secrétariat lui adresse (via le portail e-deleGATE), afin de limiter les redondances et de mieux tirer parti de l'assistance que le Comité apporte en tant qu'organe consultatif de la Cinquième Commission.

Consultations informelles

34. Les consultations informelles pourraient commencer par un échange informel sur le rapport du Secrétaire général à l'examen, et le Secrétariat pourrait indiquer clairement où se situent les problèmes avant que les délégations ne passent aux questions-réponses. Cela permettrait de limiter le nombre de questions posées par écrit et d'engager plus tôt les négociations sur le fond.

35. Nous sommes d'avis que les facilitateurs jouent un rôle important, qui mérite reconnaissance, en dirigeant les consultations informelles sur le texte des projets de résolution et nous souhaitons qu'ils soient nommés aussi tôt que possible au début de la session ; il conviendrait également qu'une formation soit dispensée à ces personnes et que des directives leur soient communiquées sur la façon dont elles peuvent prendre une part active au succès des négociations.

36. Nous aimerions que la procédure qui régit les consultations informelles soit revue (lectures page par page dans chaque langue, normalisation des documents) sur la base des meilleures pratiques.

37. Les États membres de l'Union européenne souhaitent également encourager tous les groupes et toutes les délégations à respecter les délais fixés par le facilitateur vis-à-vis de la Commission et du Secrétariat.

Relations avec d'autres entités

38. Nous réaffirmons qu'il importe de mieux coordonner les travaux de la Cinquième Commission avec ceux des autres grandes commissions, notamment en ce qui concerne les incidences sur le budget-programme.

39. Nous souhaitons également qu'un dialogue plus soutenu s'engage entre la Cinquième Commission et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. De nombreuses questions soulevées par la Cinquième Commission ont trait aux recommandations formulées par le Comité consultatif. Il serait donc utile de renouer avec la pratique des séances de questions-réponses avec le Comité ou en sa présence, comme indiqué dans les observations ci-dessus.

40. Il faudrait éviter que les différentes commissions, organes subsidiaires et autres entités concernées tiennent simultanément des séances formelles et des réunions informelles, en particulier quand y sont examinées des questions qui intéressent la Cinquième Commission, comme c'est le cas des réunions du Comité du programme et de la coordination.

Royaume-Uni

41. La distribution des documents Rev.1 avant les sessions a permis d'utiliser plus efficacement le temps imparti à la Commission pour les discussions de fond.

42. Il faudrait que la Cinquième Commission s'entretienne régulièrement avec le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires afin que les rapports soient établis à temps.

43. Il conviendrait d'encourager le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à rationaliser la procédure relative aux questions appelant une réponse écrite qu'il pose ou à réduire le nombre de ces questions.

États-Unis

44. Il aurait été souhaitable que la Commission tienne une réunion ou une discussion interactive sur ses méthodes de travail.

Groupe des 77 et de la Chine

45. Le Groupe des 77 et de la Chine est d'avis qu'il importe d'améliorer l'efficacité de la conduite des travaux de la Commission, mais il ne trouve pas souhaitable que le nombre de pages des rapports à examiner, voire le nombre de compléments d'information sur les prévisions budgétaires demandés au Secrétariat, soit limité. Il pourrait s'avérer contre-productif de fixer des règles strictes, car les experts de la Cinquième Commission procèdent à des analyses techniques pour lesquelles ils sont souvent amenés à demander des informations complémentaires afin de mieux comprendre la question examinée.

46. Nous tenons à souligner qu'il importe de renvoyer le plus tôt possible aux grandes commissions, sans attendre d'éventuelles recommandations du Comité du programme et de la coordination, les programmes qui relèvent de leur compétence. Il est indispensable de procéder ainsi pour que la Cinquième Commission puisse examiner comme il convient le point de l'ordre du jour intitulé « Planification des programmes » et le projet de budget-programme.

47. Le Groupe souligne la nécessité pour la Commission de procéder à un examen ininterrompu des projets de budget des opérations de maintien de la paix durant la deuxième partie de la reprise de la session. Il faut éviter, par tous les moyens, de remettre ces discussions à plus tard et de mettre en péril l'approche mission par

mission, qui permet de déterminer de manière plus réaliste les ressources à allouer à chaque mission plutôt que de proposer des réductions budgétaires globales, qui pourraient induire en erreur et ne pas correspondre à la réalité.

VI. Bilan de la Présidente de la Sixième Commission (soixante-seizième session)

103. Le présent bilan donne une vue d'ensemble de la manière dont la Sixième Commission s'est acquittée de ses fonctions à la soixante-seizième session, en tenant compte, selon qu'il convenait, des dispositions des résolutions de l'Assemblée générale sur la revitalisation des travaux, en particulier de la résolution [75/325](#), ainsi que des meilleures pratiques et des enseignements tirés de l'évolution récente de la situation, l'objectif étant de continuer à améliorer les méthodes de travail.

104. Pour diriger les travaux de la Commission, la Présidente et les membres du Bureau sont partis du principe que l'examen des méthodes de travail était essentiel à la conduite efficace, efficiente et transparente des travaux des grandes commissions de l'Assemblée générale, conformément à leur mandat et à leur objectif, et ils ont donc accordé la priorité à la poursuite de cet examen, en collaboration avec le secrétariat, en consultation avec les États Membres et en s'appuyant sur ce qui avait été fait précédemment, conformément aux résolutions de l'Assemblée sur la revitalisation des travaux.

105. Les deux dernières années ont été particulièrement difficiles pour la Sixième Commission, comme pour d'autres organes de l'Organisation, en raison des effets sans précédent de la pandémie de COVID-19. Avec le soutien du Secrétariat, le Bureau a pris les mesures qui s'imposaient, étant entendu qu'elles ne constitueraient pas de précédent pour les sessions à venir, afin de mieux assurer la continuité des activités et de s'adapter aux circonstances particulières, tout en agissant conformément aux directives du Service médical et sous la direction du Président de l'Assemblée générale. Nous avons la chance que la session se soit déroulée sous des auspices favorables et que moins de restrictions aient été imposées.

106. En dépit des difficultés rencontrées, pendant la partie principale de la soixante-seizième session, la Commission a continué de faire preuve de discipline, examinant les questions que l'Assemblée générale lui avait renvoyées et terminant ses travaux à la date fixée par le Bureau, le 19 novembre 2021, tout en travaillant dans les limites des ressources allouées à la gestion de conférence et au Secrétariat.

107. Le Bureau a commencé à coordonner ses activités à l'avance, avant le début de la soixante-seizième session, en tenant compte du contexte particulier, et a su tirer parti de la réunion qu'il avait tenue avec le Bureau sortant.

108. Suivant la pratique consistant à organiser des réunions conjointes entre le Bureau sortant et le nouveau Bureau, en ma qualité de Présidente de la Commission, j'ai invité les membres du bureau de la soixante-seizième session à une réunion tenue le 5 août 2022 avec les membres du Bureau de la soixante-dix-septième session, présidé par Pedro Comissário Afonso. Cela a été une excellente occasion de mettre en commun les expériences et d'assurer la liaison avec le nouveau Bureau. Le Bureau sortant y a présenté brièvement la manière dont la Commission exerce ses fonctions, ainsi que les meilleures pratiques et les leçons à retenir qui pouvaient selon ses membres intéresser le nouveau Bureau. J'ai fait savoir au nouveau Président que je restais à sa disposition pour toute question.

109. Le programme de travail a été adopté le 6 octobre 2021 sur la base du projet que la Commission avait adopté à la soixante-quinzième session.

110. La Commission a tenu 29 séances en présentiel, au cours desquelles elle a tenu son débat sur les points de l'ordre du jour puis s'est prononcée sur les projets de résolution et de décision qui lui avaient été présentés.

111. En raison du nombre limité de séances accordé à la Commission, les réunions des groupes de travail et les consultations informelles ont dû avoir lieu dans le cadre des séances et, à titre exceptionnel, se sont tenues en ligne avec interprétation simultanée à distance (réunions des groupes de travail) ou sans (consultations informelles).

112. À la soixante-seizième session, la Commission a adopté 19 projets de résolution et 10 projets de décision. Elle a pu adopter tous les projets par consensus, comme le veut la tradition ; aucun projet n'a été mis aux voix.

113. La Sixième Commission a entrepris d'examiner ses méthodes de travail au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale ». Elle a tenu son débat sur ce point avant la fin de la session, le 10 novembre 2021, afin de laisser la place aux délibérations. Elle a adopté un projet de programme de travail pour la soixante-dix-septième session.

114. En ce qui concerne l'amélioration des méthodes de travail, le Bureau a de nouveau examiné le document consacré aux enseignements à retenir concernant les méthodes de travail de la Sixième Commission, qui est une version actualisée du document initialement établi durant la soixante-huitième session et qui contient depuis lors des propositions et des recommandations, dont 21 recommandations à l'attention du Bureau et 19 à l'attention du Secrétariat.

115. Dans le prolongement de ce document, on retiendra de la pratique de la Commission à la soixante-seizième session ce qui suit.

116. Le Bureau s'est efforcé d'éviter que ses travaux fassent double emploi avec ceux d'autres organes ou avec ceux de la plénière de l'Assemblée générale qui portent sur des questions juridiques (examen des rapports du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, de la Cour internationale de Justice et de la Cour pénale internationale) afin de ne pas surcharger les juristes qui siègent à la Sixième Commission, en particulier ceux des petites délégations, dont les ressources sont limitées.

117. Le Bureau a continué de suivre un certain nombre de pratiques innovantes introduites aux sessions précédentes, notamment à la soixante-quinzième session. Ainsi, il a continué d'imposer une date butoir pour les inscriptions sur la liste des orateurs et oratrices. Cette pratique est aussi celle d'autres grandes commissions et permet que la liste soit distribuée à l'avance.

118. Un temps de parole a été fixé pour les déclarations des délégations s'exprimant au nom de leur pays et au nom de groupes, et les temps de parole ont été strictement respectés, une pratique également suivie par d'autres grandes commissions qui permet de ne pas dépasser le temps imparti.

119. Il convient de mentionner que la Sixième Commission s'était abstenue jusqu'ici d'appliquer ce genre de mesures, compte tenu de la particularité et de l'importance de ses travaux, qui ont un effet sur le droit international. Toutefois, les délégations ayant fait preuve de davantage de souplesse lors des délibérations et s'étant engagées à améliorer les méthodes de travail de la Commission, elles se sont entendues pour finalement franchir ces étapes.

120. La Commission a eu recours au portail e-deleGATE pour la distribution des projets de résolution, l'inscription des coauteurs des projets de résolution, l'inscription sur les listes d'orateurs et d'oratrices et la communication entre

délégations. Elle s'est aussi servie de son site Web et a pu diffuser de nombreuses informations en temps réel grâce à la rapidité de son secrétariat.

121. Conformément au paragraphe 29 de la résolution [75/325](#), dans lequel l'Assemblée générale a invité la présidence de chacune des grandes commissions à continuer d'informer le Groupe de travail spécial, pendant la soixante-seizième session, des pratiques optimales et des enseignements tirés de l'expérience, afin d'améliorer les méthodes de travail, en ma qualité de Présidente de la Sixième Commission, j'ai fait un exposé au Groupe de travail spécial sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale pendant le débat thématique consacré aux méthodes de travail qui s'est tenu le 11 mai 2022.

122. En conclusion, je tiens à remercier chaleureusement les membres du Bureau pour leur diligence. J'ajoute que nous n'aurions pas pu mener à bien nos travaux sans l'incalculable soutien du Secrétaire de la Commission et du reste du Secrétariat, notamment de l'équipe du Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences.
